

Banque HSBC Canada

Rapport intermédiaire du deuxième trimestre de 2023

Performance de la Banque HSBC Canada pour le deuxième trimestre de 2023

Trimestre clos le 30 juin 2023

Total du résultat d'exploitation

681 M\$ ↑ 14 %

(599 M\$ en 2022)

Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

302 M\$ ↑ 53 %

(198 M\$ en 2022)

Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire

198 M\$ ↑ 49 %

(133 M\$ en 2022)

Semestre clos le 30 juin 2023

Total du résultat d'exploitation

1 358 M\$ ↑ 16 %

(1 169 M\$ en 2022)

Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

611 M\$ ↑ 25 %

(490 M\$ en 2022)

Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire

403 M\$ ↑ 20 %

(336 M\$ en 2022)

Au 30 juin 2023

Total de l'actif

121,1 G\$ ↓ 5,6 %

(128,3 G\$ au 31 déc. 2022)

Ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1¹

12,8 % ↑ 120 pb

(11,6 % au 31 déc. 2022)

En guise de commentaire sur les résultats, Linda Seymour, présidente et chef de la direction de la Banque HSBC Canada, a fait la déclaration suivante :

« La performance est demeurée solide au cours du deuxième trimestre de 2023, les tendances que nous avons constatées au premier trimestre de l'exercice s'étant poursuivies. Le bénéfice avant la charge d'impôt a augmenté de 53 % par rapport au deuxième trimestre de 2022, les produits et le bénéfice de trois de nos quatre secteurs d'activité ayant crû, en grande partie en raison de la hausse des produits d'intérêts nets découlant de l'amélioration des marges, de la croissance des prêts et de la baisse des pertes de crédit attendues, comparativement à une importante sortie du bilan ayant eu lieu au cours de l'exercice précédent. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une

augmentation des charges d'exploitation, principalement liée à l'entente visant la vente² de la banque.

L'économie canadienne et nos clients sont demeurés résilients devant les grandes difficultés entraînées par l'inflation, les taux d'intérêt et les perturbations des échanges commerciaux liées à la main-d'œuvre. Nous remercions nos équipes de continuer à soutenir nos clients au cours de cette période prolongée de difficultés économiques ».

1. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de capital » figurant dans le rapport de gestion pour obtenir la définition de cette expression.

2. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Entente visant la vente de la Banque HSBC Canada » du rapport de gestion pour obtenir plus de détails.

Prix et reconnaissances

Meilleurs services de prochaine génération

The Digital Banker - Global Private Banking Innovation Awards for Service Excellence (2023)

Expérience client exceptionnelle dans la gestion de patrimoine

The Digital Banker - Global Private Banking Innovation Awards in Wealth Management (2023)

Services juridiques de l'année, services bancaires et financiers

Canadian Law Awards (2023)

Table des matières du rapport intermédiaire

| | |
|--|----|
| En bref | 1 |
| Rapport de gestion | 4 |
| États financiers consolidés | 47 |
| Notes annexes | 52 |
| Renseignements à l'intention des investisseurs | 60 |

Nos secteurs d'activité mondiaux¹

Notre modèle d'exploitation s'articule autour de quatre secteurs d'activité et d'un centre général qui bénéficient du soutien de plusieurs fonctions d'entreprise et de nos équipes responsables des services numériques.

Services aux entreprises (« SE »)

Nous offrons aux entreprises clientes des produits et services bancaires afin de les aider à mener leurs activités et à croître. Notre clientèle hautement diversifiée va des petites entreprises aux grandes sociétés internationales.

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP »)

Nous offrons à tous les Canadiens une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et de services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur propose aussi une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés à nos clients présents sur la scène internationale.

Services bancaires internationaux (« SBIM »)

Nous fournissons des produits et services financiers aux grandes sociétés, aux administrations publiques et aux institutions. Nos nombreux produits et solutions peuvent être regroupés et personnalisés afin de répondre aux objectifs spécifiques des clients, et ce, qu'il s'agisse de la mobilisation de capitaux sur les marchés des titres de créance, du commerce international, du financement des comptes clients ou de la gestion des liquidités et de la trésorerie à l'échelle mondiale.

Marchés et Services liés aux valeurs mobilières (« MSVM »)

Nous permettons à nos clients, tant les grandes sociétés que les institutions, d'accéder aux marchés financiers et aux liquidités, de trouver des occasions d'investissement, de gérer les risques et d'effectuer des transactions facilement. Nous regroupons les solutions de financement, les ventes et la négociation, la recherche, la compensation et le règlement des paiements.

En bref

Trimestre clos le 30 juin 2023

Total du résultat d'exploitation

| | | | | | | | |
|-------------------|---------|-------------------|--------|------------------|--------|------------------|--------|
| 311 M\$ | ↑ 6,1 % | 295 M\$ | ↑ 27 % | 49 M\$ | ↑ 26 % | 20 M\$ | ↓ 35 % |
| (293 M\$ en 2022) | | (232 M\$ en 2022) | | (39 M\$ en 2022) | | (31 M\$ en 2022) | |

Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

| | | | | | | | |
|-------------------|--------|------------------|--------|------------------|---------|------------------|--------|
| 195 M\$ | ↑ 68 % | 111 M\$ | ↑ 71 % | 36 M\$ | ↑ 140 % | 8 M\$ | ↓ 56 % |
| (116 M\$ en 2022) | | (65 M\$ en 2022) | | (15 M\$ en 2022) | | (18 M\$ en 2022) | |

Semestre clos le 30 juin 2023

Total du résultat d'exploitation

| | | | | | | | |
|-------------------|---------|-------------------|--------|------------------|--------|------------------|--------|
| 621 M\$ | ↑ 8,4 % | 576 M\$ | ↑ 28 % | 109 M\$ | ↑ 27 % | 42 M\$ | ↓ 26 % |
| (573 M\$ en 2022) | | (449 M\$ en 2022) | | (86 M\$ en 2022) | | (57 M\$ en 2022) | |

Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

| | | | | | | | |
|-------------------|--------|-------------------|--------|------------------|--------|------------------|--------|
| 402 M\$ | ↑ 21 % | 209 M\$ | ↑ 67 % | 75 M\$ | ↑ 97 % | 17 M\$ | ↓ 45 % |
| (333 M\$ en 2022) | | (125 M\$ en 2022) | | (38 M\$ en 2022) | | (31 M\$ en 2022) | |

Au 30 juin 2023

Actifs associés aux prêts liés aux clients²

| | | | | | | |
|----------------------------|---------|----------------------------|---------|---------------------------|--------|-------------------------|
| 36,9 G\$ | ↑ 0,3 % | 36,2 G\$ | ↓ 1,4 % | 4,0 G\$ | ↓ 10 % | Néant |
| (36,8 G\$ au 31 déc. 2022) | | (36,7 G\$ au 31 déc. 2022) | | (4,5 G\$ au 31 déc. 2022) | | (néant au 31 déc. 2022) |

¹ Nous gérons nos activités et en déclarons les résultats en fonction de quatre secteurs d'activité. Les résultats consolidés de la Banque HSBC Canada présentés à la page précédente englobent également ceux du centre général (voir la page 14 du rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet). Le centre général n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les chiffres indiqués ci-dessous donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité. Les résultats équivalents pour le centre général sont les suivants : total du résultat d'exploitation de 6 M\$ pour le trimestre et de 10 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2023 (total du résultat d'exploitation en 2022 : 4 M\$ pour le trimestre et 4 M\$ pour le semestre), bénéfice/(perte) avant la charge d'impôt sur le résultat de (48) M\$ pour le trimestre et de 92 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2023 (en 2022 : (16) M\$ pour le trimestre et (37) M\$ pour le semestre) et actifs des clients de néant (en 2022 : néant).

² Les actifs associés aux prêts liés aux clients comprennent les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Table des matières du rapport de gestion

| | Page |
|---|------|
| Base d'établissement | 4 |
| Mise en garde concernant les énoncés prospectifs | 4 |
| À propos de la HSBC | 5 |
| Utilisation de mesures financières supplémentaires | 5 |
| Faits saillants financiers | 7 |
| Performance financière | 8 |
| Évolution de la situation financière | 13 |
| Nos secteurs d'activité | 14 |
| Sommaire de la performance trimestrielle | 18 |
| Survol et perspectives économiques | 20 |
| Faits nouveaux en matière de réglementation | 22 |
| Questions comptables | 23 |
| Arrangements hors bilan | 23 |
| Instruments financiers | 23 |
| Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière | 23 |
| Transactions avec des parties liées | 24 |
| Risques | 24 |

Base d'établissement

La Banque HSBC Canada, ainsi que ses filiales (collectivement, la « banque », la « HSBC »), est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (la « société mère », « HSBC Holdings »). Dans le présent rapport de gestion, le Groupe HSBC Holdings (le « Groupe HSBC » ou le « Groupe ») est désigné comme la société mère et ses filiales ».

Le présent rapport de gestion a pour but de permettre aux lecteurs d'évaluer notre situation financière et nos résultats d'exploitation du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2023, en comparaison avec ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ce rapport de gestion devrait être lu à la lumière de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et des notes annexes du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2023 (« états financiers consolidés ») ainsi que du *Rapport et états financiers annuels 2022*. Ce rapport de gestion est daté du 27 juillet 2023, date à laquelle notre conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés et le rapport de gestion. Les « notes » dont il est question tout au long de ce rapport de gestion renvoient aux notes annexes des états financiers consolidés du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2023.

La banque a établi ses états financiers consolidés selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« IASB »), et ces états devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2022 de la banque. Ces derniers ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (« BSIF »), comme l'exige le

paragraphe 308(4) de la Loi sur les banques. Certaines sections du présent rapport de gestion, soit celles marquées d'un astérisque (*), font partie intégrante des états financiers consolidés ci-joints. Les abréviations « M\$ » et « G\$ » signifient millions et milliards de dollars canadiens, respectivement. À moins d'indication contraire, tous les montants des tableaux sont exprimés en millions de dollars.

Nos documents d'information continue, dont les documents intermédiaires et annuels que nous déposons, sont disponibles par voie d'un lien sur le site de la banque, au www.hsbc.ca et sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com. Les documents sont également déposés conjointement avec les suppléments de prospectus de la banque sur le site National Storage Mechanism de la Financial Conduct Authority (« FCA ») du Royaume-Uni, au www.data.fca.org.uk, et sur celui de la Bourse de Londres, au www.londonstockexchange.com. Il est possible d'obtenir tous les renseignements sur les activités et les résultats financiers de HSBC Holdings et du Groupe HSBC, ce qui englobe la Banque HSBC Canada, de même que toutes les informations destinées aux investisseurs, dont des exemplaires du *Rapport et états financiers annuels 2022* de HSBC Holdings, sur le site www.hsbc.com. Les informations figurant sur ces sites ou qui sont accessibles par leur intermédiaire ne font pas partie intégrante du présent rapport.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document renferme des informations prospectives, dont des énoncés concernant les activités et projets futurs de la banque. Ces énoncés se caractérisent par le fait qu'ils ne reposent pas strictement sur des données ou événements passés ou en cours. Des énoncés prospectifs renferment souvent des termes ou expressions comme « prévoir », « estimer », « s'attendre à », « projeter », « avoir l'intention de », « planifier » et « croire », ainsi que des mots ou expressions similaires qui sont employés pour décrire le rendement financier ou opérationnel à venir. De par leur nature même, ces énoncés nous obligent à poser plusieurs hypothèses et sont assujettis à divers risques et incertitudes qui leur sont inhérents et qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux envisagés dans les énoncés prospectifs. Nous prions le lecteur de ne pas se fier indûment à ces énoncés puisque de nombreux facteurs de risque pourraient donner lieu à des résultats réels nettement différents des attentes exprimées par les énoncés. Dans le rapport de gestion figurant dans le *Rapport et états financiers annuels 2022*, la rubrique « Risques » décrit les principaux risques auxquels la banque est exposée, risques qui, s'ils ne sont pas gérés comme il se doit, pourraient influencer grandement sur ses résultats financiers à venir. Ces risques comprennent les risques de crédit, le risque de trésorerie (incluant le risque de capital, le risque de liquidité et de financement et le risque de taux d'intérêt), le risque de marché, le risque lié à la résilience, les risques climatiques (y compris les conséquences des risques de transition et des risques matériels) le risque de non-conformité à la réglementation, le risque lié aux crimes financiers, le risque lié aux modèles et le risque lié à la caisse de retraite. Les autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent nettement des attentes exprimées par les énoncés prospectifs comprennent la conjoncture

économique dans son ensemble et les conditions de marché, l'inflation, les politiques budgétaires et monétaires, les modifications des lois, de la réglementation et de l'approche de supervision, le degré de concurrence et les technologies de rupture, les cybermenaces et l'accès non autorisé aux systèmes, les modifications de nos notations de crédit, la transition visant les taux interbancaires offerts (« TIO »), y compris le taux *Canadian Dollar Offered Rate* (« CDOR »), les changements touchant les normes comptables, les changements de taux d'imposition, les changements de lois et règlements fiscaux et leur interprétation par les autorités fiscales, le risque de fraude de la part d'employés ou d'autres parties, les transactions non autorisées et réalisées par le personnel et l'erreur humaine. En outre, le 29 novembre 2022, le Groupe HSBC a annoncé une entente visant la vente de la totalité de sa participation dans la Banque HSBC Canada (et ses filiales) et des créances subordonnées détenues par le Groupe HSBC à la Banque Royale du Canada (« RBC »). Sous réserve de l'examen et de l'approbation des autorités réglementaires et du gouvernement, la conclusion de la vente est prévue au cours du premier trimestre de 2024 afin d'effectuer une transition sans heurt. Les risques liés à la transition efficace des clients, des données, des systèmes, des processus et des employés de la Banque HSBC Canada à la RBC seront gérés au moyen de nos programmes et processus de gestion des risques en place. Notre capacité à concrétiser nos priorités stratégiques et à gérer de manière proactive les exigences du cadre réglementaire dépend du perfectionnement et de la fidélisation de nos cadres dirigeants et de nos employés les plus performants. Demeurer en mesure de recruter, de perfectionner et de conserver à notre emploi du personnel compétent dans un marché du travail des plus compétitifs et actifs se révèle toujours difficile. Malgré les plans d'urgence que nous avons instaurés afin d'assurer notre résilience advenant des perturbations opérationnelles à la fois prolongées et majeures, notre capacité d'exercer nos activités pourrait souffrir d'une défaillance dans les infrastructures qui soutiennent nos activités et les collectivités avec lesquelles nous faisons des affaires, incluant, sans toutefois s'y limiter, une défaillance provoquée par une urgence de santé publique, une pandémie, une catastrophe écologique, un acte terroriste et un événement géopolitique. La rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du *Rapport et états financiers annuels 2022* renferme une description de ces facteurs de risque. Nous tenons à aviser le lecteur que la liste des facteurs de risque présentée ci-dessus n'est pas exhaustive et qu'il se peut que d'autres incertitudes et facteurs éventuels non mentionnés aux présentes nuisent à nos résultats et à notre situation financière. Tout énoncé prospectif paraissant dans ce document n'est valable qu'en date de celui-ci. Nous ne nous engageons nullement à réviser, à mettre à jour ou à modifier les énoncés prospectifs en raison de nouvelles informations, d'événements ultérieurs ou d'autres circonstances, et nous déclinons expressément toute obligation de le faire, sauf dans la mesure où les lois pertinentes sur les valeurs mobilières nous y contraignent.

À propos de la HSBC

La Banque HSBC Canada est le chef de file des banques internationales au Canada. Nous aidons des entreprises et des particuliers partout au pays à faire des affaires et à gérer leurs finances au pays et à l'échelle mondiale par l'entremise de quatre secteurs d'activité, soit Services aux entreprises, Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, Services bancaires internationaux et Marchés et Services liés aux valeurs mobilières. Aucune autre banque internationale n'est aussi présente que nous sur le marché canadien, et aucune autre banque canadienne ne possède notre présence internationale.

Le siège social de HSBC Holdings plc, société mère de la Banque HSBC Canada, est situé à Londres, au Royaume-Uni. Le Groupe HSBC sert des clients du monde entier à partir de ses bureaux répartis dans 62 pays et territoires. Avec des actifs totalisant 3 041 G\$ US au 30 juin 2023, il est l'un des plus importants groupes de services bancaires et financiers au monde.

« Un monde d'occasions à découvrir », voilà ce qui définit notre raison d'être. Nous sommes ici pour mettre nos compétences, nos capacités, notre éventail de produits et notre vaste expérience au service de nos clients et ainsi les faire profiter d'occasions uniques. Nous regroupons les gens, les idées et les capitaux qui favorisent la réussite et la croissance, aidant de ce fait à créer un monde meilleur pour nos clients, notre personnel et nos collectivités et à protéger la planète.

Les actions de HSBC Holdings sont inscrites à la cote des bourses de Londres, de Hong Kong, de New York et des Bermudes. Elles sont négociées à la Bourse de New York sous forme de certificats américains d'actions étrangères. La Banque HSBC Canada a des obligations sécurisées en euros qui sont inscrites à la Bourse de Londres. Pour obtenir plus de détails sur les émissions d'obligations sécurisées, il y a lieu de se reporter à la section « Risque de liquidité et de financement » à la page 40.

Utilisation de mesures financières supplémentaires

Pour évaluer sa performance, la banque utilise des mesures financières supplémentaires qui sont établies à partir de chiffres calculés selon les IFRS. Ce qui suit constitue un glossaire des mesures pertinentes qui sont employées tout au long de ce document, mais qui ne figurent pas dans les états financiers consolidés. Les mesures financières supplémentaires suivantes comprennent les soldes moyens, et les chiffres annualisés de l'état du résultat net, tel qu'il est indiqué, sont utilisés tout au long de ce document.

Le **rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire** correspond au bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire annualisé de la période, divisé par la moyenne¹ des capitaux propres ordinaires.

Le **rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques** correspond au bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat annualisé de la période, divisé par la moyenne¹ des actifs pondérés en fonction des risques.

Le **ratio d'efficience correspond au total des charges d'exploitation** exprimé en pourcentage du total du résultat d'exploitation.

Rapport de gestion

Le **ratio du levier d'exploitation** s'entend de l'écart entre le taux de variation du résultat d'exploitation et celui des charges d'exploitation.

La **marge d'intérêts nette** désigne les produits d'intérêts nets exprimés en pourcentage annualisé de la moyenne¹ des actifs productifs d'intérêts².

La **variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues³ annualisée, exprimée en pourcentage de la moyenne¹ du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

La **variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues³ annualisée sur les actifs de stade 3, exprimée en pourcentage de la moyenne¹ du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Le **total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances et des acceptations de stade 3** s'entend du total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues³ sur les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3 exprimé en pourcentage des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3.

Les **sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances à des clients et des acceptations** correspondent aux sorties du bilan nettes annualisées, exprimées en pourcentage de la moyenne¹ du montant net des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Le **ratio des avances à des clients en pourcentage des comptes des clients** correspond aux prêts et avances à des clients exprimés en pourcentage des comptes des clients.

- ¹ La *marge d'intérêts nette* est calculée à l'aide des soldes moyens quotidiens. Toutes les autres mesures financières mettent en jeu des soldes moyens qui sont établis à l'aide des soldes à la clôture du trimestre.
- ² Il y a lieu de se reporter au tableau « Sommaire des produits d'intérêts par type d'actif », à la page 9, pour obtenir la composition des actifs productifs d'intérêts.
- ³ La *variation des pertes de crédit attendues* a essentiellement trait aux prêts, aux acceptations et aux engagements.

Faits saillants financiers

| (en millions de dollars, sauf indication contraire) | Notes | Trimestre clos le | | Semestre clos le | |
|--|-------|-------------------|--------------|------------------|--------------|
| | | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 |
| Performance financière de la période | | | | | |
| Total du résultat d'exploitation | | 681 | 599 | 1 358 | 1 169 |
| Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge) | | (13) | (82) | (15) | (40) |
| Charges d'exploitation | | (366) | (319) | (732) | (639) |
| Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat | | 302 | 198 | 611 | 490 |
| Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire | | 198 | 133 | 403 | 336 |
| Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$) | | 0,37 | 0,24 | 0,74 | 0,61 |
| | 1 | | | | |
| Ratios financiers (%) | | | | | |
| Rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire | | 15,3 | 11,2 | 16,0 | 13,3 |
| Rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques | | 2,7 | 1,9 | 2,8 | 2,4 |
| Ratio d'efficience | | 53,7 | 53,3 | 53,9 | 54,7 |
| Ratio du levier d'exploitation | 2 | s. o. | 12,3 | 1,6 | 9,0 |
| Marge d'intérêts nette | | 1,62 | 1,37 | 1,64 | 1,32 |
| Variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations | | 0,07 | 0,43 | 0,04 | 0,11 |
| Variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations | | 0,21 | 0,35 | 0,12 | 0,18 |
| Total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances et des acceptations de stade 3 | | 29,9 | 27,9 | 29,9 | 27,9 |
| Sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances et des acceptations | | – | 0,67 | 0,02 | 0,35 |

| | Notes | Au | |
|--|-------|--------------|--------------|
| | | 30 juin 2023 | 31 déc. 2022 |
| Situation financière à la clôture de la période | | | |
| Total de l'actif | | 121 146 | 128 302 |
| Prêts et avances à des clients | | 73 956 | 74 862 |
| Comptes des clients | | 79 141 | 82 253 |
| Ratio des avances à des clients en pourcentage des comptes des clients (%) | 1 | 93,4 | 91,0 |
| Capitaux propres attribuables à l'actionnaire ordinaire | | 5 207 | 4 818 |

| | | | |
|---|---|--------|--------|
| Mesures concernant le capital, le levier et la liquidité | | | |
| Ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (%) | 3 | 12,8 | 11,6 |
| Ratio du capital de catégorie 1 (%) | 3 | 15,3 | 14,1 |
| Ratio du capital total (%) | 3 | 17,6 | 16,4 |
| Ratio de levier (%) | 3 | 5,2 | 4,7 |
| Actifs pondérés en fonction des risques (M\$) | 3 | 44 519 | 44 656 |
| Ratio de liquidité à court terme (%) | 4 | 161 | 164 |

1 Il y a lieu de se reporter à la section « Utilisation de mesures financières supplémentaires » figurant dans le présent document pour obtenir un glossaire des mesures utilisées.

2 La mention « s. o. » est indiquée lorsque le ratio donne lieu à un ratio négatif.

3 Les ratios du capital et les actifs pondérés en fonction des risques sont calculés au moyen de la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier de ce même organisme. Ces lignes directrices sont fondées sur celles de Bâle III. Il y a lieu de se reporter à la section « Risque de capital » du présent document pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

4 Le ratio de liquidité à court terme (Liquidity Coverage Ratio ou « LCR ») est calculé en accord avec la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, qui incorpore les normes de liquidité de Bâle. Le LCR indiqué dans ce tableau a été calculé à partir des moyennes des chiffres à la clôture de chaque mois du trimestre. Il y a lieu de se reporter à la section « Risque de liquidité et de financement » du présent document pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

Performance financière

Sommaire de l'état consolidé du résultat net

| | Trimestre clos le | | Semestre clos le | |
|--|-------------------|--------------|------------------|--------------|
| | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ |
| Produits d'intérêts nets | 442 | 369 | 894 | 706 |
| Produits de commissions nets | 194 | 196 | 383 | 393 |
| Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction | 40 | 24 | 67 | 51 |
| Autres éléments de produits | 5 | 10 | 14 | 19 |
| Total du résultat d'exploitation | 681 | 599 | 1 358 | 1 169 |
| Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge) | (13) | (82) | (15) | (40) |
| Résultat d'exploitation net | 668 | 517 | 1 343 | 1 129 |
| Total des charges d'exploitation | (366) | (319) | (732) | (639) |
| Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat | 302 | 198 | 611 | 490 |
| Charge d'impôt sur le résultat | (84) | (53) | (170) | (131) |
| Bénéfice de la période | 218 | 145 | 441 | 359 |

Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2023 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire

Le bénéfice avant la charge d'impôt a atteint 302 M\$ pour le trimestre, ayant augmenté de 104 M\$, ou 53 %, et il s'est chiffré à 611 M\$ pour le semestre, ce qui rend compte d'une progression de 121 M\$, ou 25 %. Le bénéfice avant la charge d'impôt est demeuré solide et a crû dans trois de nos quatre secteurs d'activité au cours du trimestre et du semestre. Les hausses enregistrées pour le trimestre et le semestre ont découlé en grande partie d'un accroissement des produits d'intérêts nets et d'une baisse de la charge au titre des pertes de crédit attendues. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une augmentation des charges d'exploitation.

Le total du résultat d'exploitation de 681 M\$ pour le trimestre et de 1 358 M\$ pour le semestre signale des hausses respectives de 82 M\$, ou 14 %, et de 189 M\$, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent. Les hausses s'expliquent surtout par la progression des produits d'intérêts nets en raison des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours de l'exercice précédent et de la croissance de la moyenne des prêts et avances à des clients par rapport au premier semestre de 2022. La hausse des produits de négociation et l'intensification des activités au chapitre des cartes ont également contribué à l'augmentation du résultat d'exploitation. Ces facteurs ont été annulés en partie par les conditions de marché difficiles ayant entraîné un recul des commissions tirées des fonds d'investissement sous gestion de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers et une baisse des commissions de prise ferme des Services bancaires

internationaux, ce qui a fait diminuer le total des produits de commissions nets. Les autres produits d'exploitation ont également diminué au cours du trimestre et du semestre.

Les pertes de crédit attendues ont consisté en des charges de 13 M\$ pour le trimestre et de 15 M\$ pour le semestre. Ces charges découlent principalement des nouvelles défaillances sur les prêts non productifs et de l'incidence de l'augmentation des taux d'intérêt sur le portefeuille de prêts hypothécaires, facteurs neutralisés en partie par une reprise liée aux prêts productifs en raison d'une amélioration relative des variables macroéconomiques prospectives. En 2022, pour le trimestre, la charge découlait essentiellement d'une charge importante au titre d'un prêt de stade 3 d'un montant élevé qui a été sorti du bilan. De plus, pour le semestre de 2022, cette charge avait été partiellement atténuée par une reprise liée aux prêts productifs au cours du premier trimestre de 2022 en raison de l'amélioration des variables macroéconomiques à ce moment.

Le total des charges d'exploitation s'est renforcé de 47 M\$, ou 15 %, pour le trimestre et de 93 M\$, ou 15 %, pour le semestre. Cette hausse est principalement imputable à l'augmentation des coûts liés à l'entente visant la vente de la Banque HSBC Canada, qui tient compte de la nouvelle évaluation de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles et de leur dépréciation.¹ Ce facteur a été partiellement atténué par la baisse des dépenses d'investissement en 2023.

1. Pour plus de précisions sur la nouvelle évaluation de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles et leur dépréciation, se reporter à la note 18 de notre Rapport et états financiers annuels 2022.

Performance par élément de produits et de charges

Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2023 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent

Produits d'intérêts nets

Les produits d'intérêts nets ont augmenté de 73 M\$, ou 20 %, au cours du trimestre en raison de l'incidence des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice et de l'augmentation de la moyenne des prêts et avances à des clients par rapport au deuxième trimestre de 2022, partiellement contrebalancés par les variations de la composition des dépôts.

Les produits d'intérêts nets se sont accrus de 188 M\$, ou 27 %, pour le semestre grâce aux mêmes facteurs que ceux décrits pour le trimestre.

Sommaire des produits d'intérêts par type d'actif

| | Notes | Trimestre clos le | | | | | | Semestre clos le | | | | | |
|--|-------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------|---------------------|-------------------|------------------|---------------------|-------------------|----------------|---------------------|-------------------|
| | | 30 juin 2023 | | | 30 juin 2022 | | | 30 juin 2023 | | | 30 juin 2022 | | |
| | | Solde moyen | Produits d'intérêts | Taux de rendement | Solde moyen | Produits d'intérêts | Taux de rendement | Solde moyen | Produits d'intérêts | Taux de rendement | Solde moyen | Produits d'intérêts | Taux de rendement |
| M\$ | M\$ | % | M\$ | M\$ | % | M\$ | M\$ | % | M\$ | M\$ | % | | |
| Fonds à court terme et prêts et avances à des banques | 1 | 6 398 | 73 | 4,56 | 10 002 | 24 | 0,97 | 6 433 | 143 | 4,47 | 11 283 | 33 | 0,59 |
| Prêts et avances à des clients | 2 | 74 737 | 927 | 4,98 | 72 940 | 526 | 2,89 | 74 922 | 1 828 | 4,92 | 71 262 | 951 | 2,69 |
| Prises en pension à des fins autres que de transaction | 3 | 5 027 | 72 | 5,72 | 6 919 | 25 | 1,46 | 4 948 | 146 | 5,95 | 7 667 | 32 | 0,85 |
| Placements financiers | 4 | 22 811 | 210 | 3,69 | 17 535 | 52 | 1,19 | 22 958 | 412 | 3,61 | 16 810 | 81 | 0,97 |
| Autres actifs productifs d'intérêts | 5 | 648 | 9 | 5,19 | 685 | 3 | 1,65 | 755 | 18 | 4,71 | 591 | 4 | 1,31 |
| Total des actifs productifs d'intérêts (A) | | 109 621 | 1 291 | 4,72 | 108 081 | 630 | 2,34 | 110 016 | 2 547 | 4,67 | 107 613 | 1 101 | 2,06 |
| Actifs détenus à des fins de transaction et actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur | 6 | 3 037 | 29 | 3,86 | 4 183 | 25 | 2,40 | 3 334 | 63 | 3,79 | 3 677 | 37 | 2,02 |
| Actifs non productifs d'intérêts | 7 | 10 651 | — | — | 11 669 | — | — | 10 908 | — | — | 10 620 | — | — |
| Total | | 123 309 | 1 320 | 4,29 | 123 933 | 655 | 2,13 | 124 258 | 2 610 | 4,24 | 121 910 | 1 138 | 1,88 |

- 1 Les « Fonds à court terme et prêts et avances à des banques » comprennent la trésorerie, les soldes détenus dans la banque centrale et les prêts et avances à des banques productifs d'intérêts.
- 2 Les « Prêts et avances à des clients » comprennent le montant brut des prêts et avances à des clients productifs d'intérêts.
- 3 Le rendement des « Prises en pension à des fins autres que de transaction » est présenté déduction faite des soldes moyens des mises en pension, ce qui peut donner lieu à un rendement supérieur aux montants contractuels, qui sont fondés sur les soldes bruts des mises en pension.
- 4 Les « Placements financiers » incluent les instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») et les instruments d'emprunt évalués au coût amorti.
- 5 Les « Autres actifs productifs d'intérêts » comprennent les garanties en trésorerie et les autres actifs productifs d'intérêts pris en compte au poste « Autres actifs » du bilan.
- 6 Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.
- 7 Les « Actifs non productifs d'intérêts » incluent la trésorerie et les soldes détenus dans la banque centrale non productifs d'intérêts, les effets en cours de compensation auprès d'autres banques, les titres de participation détenus compris dans les actifs détenus à des fins de transaction, les autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, les dérivés, les prêts et avances à des banques et à des clients non productifs d'intérêts, les corrections de valeur pour dépréciation, les instruments de capitaux propres évalués à la JVAERG, et inclus au poste « Placements financiers » du bilan, les engagements de clients en contrepartie d'acceptations, les immobilisations corporelles, le goodwill et les immobilisations incorporelles, les actifs d'impôt différé et exigible et les autres actifs non productifs d'intérêts.

Sommaire des charges d'intérêts par type de passif et capitaux propres

| | Notes | Trimestre clos le | | | | | | Semestre clos le | | | | | |
|---|-------|-------------------|--------------------|-------------|----------------|--------------------|-------------|------------------|--------------------|-------------|----------------|--------------------|-------------|
| | | 30 juin 2023 | | | 30 juin 2022 | | | 30 juin 2023 | | | 30 juin 2022 | | |
| | | Solde moyen | Charges d'intérêts | Coût | Solde moyen | Charges d'intérêts | Coût | Solde moyen | Charges d'intérêts | Coût | Solde moyen | Charges d'intérêts | Coût |
| | M\$ | M\$ | % | M\$ | M\$ | % | M\$ | M\$ | % | M\$ | M\$ | % | |
| Dépôts effectués par des banques | 1 | 588 | 5 | 2,84 | 1 298 | — | 0,10 | 661 | 10 | 2,92 | 1 319 | — | 0,07 |
| Comptes des clients | 2 | 73 427 | 618 | 3,37 | 65 890 | 124 | 0,75 | 73 911 | 1 195 | 3,26 | 65 047 | 169 | 0,52 |
| Mises en pension à des fins autres que de transaction | 3 | 4 788 | 70 | 5,87 | 6 860 | 24 | 1,43 | 4 171 | 130 | 6,29 | 7 330 | 29 | 0,81 |
| Titres de créance émis et créances subordonnées | | 14 674 | 139 | 3,79 | 17 674 | 97 | 2,20 | 15 167 | 283 | 3,77 | 16 676 | 166 | 2,00 |
| Autres passifs portant intérêt | 4 | 2 340 | 17 | 2,99 | 2 515 | 16 | 2,43 | 2 398 | 35 | 2,98 | 2 521 | 31 | 2,46 |
| Total des passifs portant intérêt (B) | | 95 817 | 849 | 3,55 | 94 237 | 261 | 1,11 | 96 308 | 1 653 | 3,46 | 92 893 | 395 | 0,86 |
| Passifs détenus à des fins de transaction | 5 | 2 587 | 24 | 3,67 | 3 560 | 22 | 2,54 | 2 846 | 52 | 3,65 | 3 378 | 34 | 2,03 |
| Comptes courants ne portant pas intérêt | 6 | 7 198 | — | — | 8 645 | — | — | 7 472 | — | — | 8 655 | — | — |
| Total des capitaux propres et des autres passifs ne portant pas intérêt | 7 | 17 707 | — | — | 17 491 | — | — | 17 632 | — | — | 16 984 | — | — |
| Total | | 123 309 | 873 | 2,84 | 123 933 | 283 | 0,92 | 124 258 | 1 705 | 2,77 | 121 910 | 429 | 0,71 |
| Produits d'intérêts nets (A-B) | | | 442 | | | 369 | | | 894 | | | 706 | |

- 1 Les « Dépôts effectués par des banques » n'incluent que les dépôts effectués par des banques et portant intérêt.
- 2 Les « Comptes des clients » n'incluent que les comptes des clients portant intérêt.
- 3 Le coût des « Prises en pension à des fins autres que de transaction » est présenté déduction faite des soldes moyens des mises en pension, ce qui peut donner lieu à un rendement supérieur aux montants contractuels, qui sont fondés sur les soldes bruts des mises en pension.
- 4 Les « Autres passifs portant intérêt » comprennent les garanties en trésorerie ainsi que d'autres passifs portant intérêt qui figurent au poste « Autres passifs » du bilan.
- 5 Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.
- 6 Les « Comptes courants ne portant pas intérêt » figurent au poste « Comptes des clients » du bilan.
- 7 Le « Total des capitaux propres et des autres passifs ne portant pas intérêt » comprend les dépôts effectués par des banques et les autres comptes des clients ne portant pas intérêt et ne figurant pas dans les « Comptes courants ne portant pas intérêt », les effets en transit vers d'autres banques, les dérivés, les acceptations, les charges à payer et produits différés, les passifs au titre des prestations de retraite, les provisions, la charge d'impôt exigible et les autres passifs ne portant pas intérêt.

Produits de commissions nets

| | Trimestre clos le | | Semestre clos le | |
|-------------------------------------|-------------------|--------------|------------------|--------------|
| | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ |
| Services à l'égard des comptes | 21 | 19 | 40 | 38 |
| Produits de courtage | 3 | 3 | 6 | 7 |
| Cartes | 29 | 24 | 54 | 45 |
| Facilités de crédit | 84 | 86 | 169 | 168 |
| Fonds sous gestion | 54 | 57 | 108 | 115 |
| Importations/exportations | 2 | 3 | 5 | 6 |
| Commissions d'agence d'assurance | 2 | 1 | 3 | 2 |
| Garanties et autres | 11 | 12 | 25 | 26 |
| Services de paiement | 12 | 14 | 24 | 24 |
| Prise ferme et services-conseils | 7 | 5 | 12 | 15 |
| Produits de commissions | 225 | 224 | 446 | 446 |
| Moins les charges de commissions | (31) | (28) | (63) | (53) |
| Produits de commissions nets | 194 | 196 | 383 | 393 |

Les produits de commissions nets ont légèrement diminué de 2 M\$, ou 1 %, au cours du trimestre, car les conditions de marché difficiles continues ont entraîné un recul des commissions tirées des fonds d'investissement sous gestion de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. La diminution des volumes des services de paiement et des garanties a également contribué à la baisse. Ces diminutions ont été partiellement neutralisées par l'intensification des activités au chapitre des cartes et l'augmentation des transactions des services à l'égard des comptes dans l'ensemble de nos secteurs, déduction faite de l'augmentation correspondante des charges de commissions.

Pour le semestre, les produits de commissions nets ont diminué de 10 M\$, ou 2,5 %. Cette baisse découle des mêmes facteurs que ceux décrits pour le trimestre et de la diminution des commissions de prise ferme des Services bancaires internationaux, facteurs compensés par la hausse des commissions tirées des facilités de crédit du secteur Services aux entreprises découlant de l'accroissement des volumes des acceptations bancaires au cours du semestre.

Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction

| | Trimestre clos le | | Semestre clos le | |
|--|-------------------|--------------|------------------|--------------|
| | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ |
| Activités de négociation | 25 | 20 | 50 | 49 |
| Ajustements d'évaluation de crédit et de débit et ajustements de la juste valeur liés au financement | 1 | 3 | — | 5 |
| Produits d'intérêts nets sur les activités de négociation | 5 | 3 | 11 | 3 |
| Inefficacité des couvertures | 9 | (2) | 6 | (6) |
| Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction | 40 | 24 | 67 | 51 |

Les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction pour le trimestre ont augmenté de 16 M\$, ou 67 %. L'augmentation s'explique principalement par une variation favorable de l'inefficacité des couvertures attribuable aux instruments de couverture des flux de trésorerie. La hausse des produits sur les activités de négociation découle d'une variation défavorable de la valeur d'une facilité de syndication de prêts au cours de l'exercice précédent. L'augmentation des produits d'intérêts nets sur les activités de négociation, laquelle est principalement attribuable à la montée des taux d'intérêt, a

également contribué à la hausse. Ces hausses ont été partiellement neutralisées par la diminution des variations favorables des ajustements de la juste valeur sur les scénarios prospectifs par rapport à l'exercice précédent.

Pour le semestre, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction ont augmenté de 16 M\$, ou 31 %, ce qui a découlé des mêmes facteurs que ceux décrits pour le trimestre.

Autres éléments de produits

| | Trimestre clos le | | Semestre clos le | |
|--|-------------------|--------------|------------------|--------------|
| | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ |
| Variations de la juste valeur des autres instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net | — | (1) | — | (1) |
| Profits diminués des pertes liés aux placements financiers | — | — | 2 | 2 |
| Autres produits d'exploitation | 5 | 11 | 12 | 18 |
| Autres éléments de produits | 5 | 10 | 14 | 19 |

Les autres éléments de produits se sont affaiblis de 5 M\$, ou 50 %, pour le trimestre, et de 5 M\$, ou 26 %, pour le semestre, surtout à cause de la baisse des profits enregistrés dans les autres produits d'exploitation.

Variation des pertes de crédit attendues

| | Trimestre clos le | | Semestre clos le | |
|---|-------------------|--------------|------------------|--------------|
| | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ |
| Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – prêts productifs (stades 1 et 2) – (reprise)/charge | (34) | 16 | (31) | (41) |
| Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – prêts non productifs (stade 3) – charge | 47 | 66 | 46 | 81 |
| Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – charge | 13 | 82 | 15 | 40 |

Rapport de gestion

La variation des pertes de crédit attendues pour le trimestre a consisté en une charge de 13 M\$, comparativement à une charge de 82 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La charge pour le trimestre découle principalement des nouvelles défaillances sur les prêts non productifs et de l'incidence de l'augmentation des taux d'intérêt sur le portefeuille de prêts hypothécaires, facteurs neutralisés en partie par une reprise liée aux prêts productifs en raison d'une amélioration relative des variables macroéconomiques prospectives.

En 2022, la charge pour le trimestre découlait essentiellement d'un prêt de stade 3 d'un montant élevé qui avait été sorti du bilan au deuxième trimestre. La variation des pertes de crédit attendues au titre des prêts productifs a également représenté une charge qui s'explique par la détérioration des variables macroéconomiques prospectives à ce moment.

Total des charges d'exploitation

| | Trimestre clos le | | Semestre clos le | |
|---|-------------------|--------------|------------------|--------------|
| | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ |
| Rémunération et avantages du personnel | 174 | 152 | 331 | 303 |
| Charges générales et administratives | 144 | 138 | 294 | 280 |
| Dotation à l'amortissement et perte de valeur des immobilisations corporelles | 14 | 16 | 28 | 31 |
| Dotation à l'amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles | 34 | 13 | 79 | 25 |
| Total des charges d'exploitation | 366 | 319 | 732 | 639 |

Le total des charges d'exploitation a augmenté de 47 M\$, ou 15 %, pour le trimestre, facteur principalement imputable aux coûts liés à l'entente visant la vente de la Banque HSBC Canada, qui tient compte de la nouvelle évaluation de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles et de leur dépréciation.¹ L'augmentation des coûts liés au personnel a également contribué à la hausse. Ce facteur a été partiellement atténué par la baisse des dépenses d'investissement en 2023.

Le total des charges d'exploitation a augmenté de 93 M\$, ou 15 %, pour le semestre, du fait des mêmes facteurs que ceux décrits pour le trimestre.

La variation des pertes de crédit attendues pour le semestre a consisté en une charge de 15 M\$, comparativement à une charge de 40 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La charge pour le semestre découle des mêmes facteurs que ceux décrits pour le trimestre.

En 2022, la charge pour le semestre découlait d'une charge importante au titre des pertes de crédit attendues sur un prêt de stade 3 d'un montant élevé. La variation des pertes de crédit attendues au titre des prêts productifs avait donné lieu à une reprise surtout sur des corrections de valeur attribuables à la COVID-19 au premier trimestre, soutenue par une amélioration relative des variables macroéconomiques à ce moment, ce qui avait été partiellement contrebalancé par une charge au titre des prêts productifs imputable à une variation défavorable des variables macroéconomiques prospectives au cours du deuxième trimestre.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour le deuxième trimestre de 2023, le taux d'imposition effectif a été de 28,0 %. Le taux prévu par la loi était de 27,8 %, ce qui inclut la taxe additionnelle imposée aux banques et aux groupes de sociétés d'assurance-vie annoncée en avril 2022. Les passifs d'impôt ont quelque peu augmenté par rapport au taux prévu par la loi. Pour le deuxième trimestre de 2022, le taux d'imposition effectif était de 26,7 %.

¹ Pour plus de précisions sur la nouvelle évaluation de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles et leur dépréciation, se reporter à la note 18 de notre Rapport et états financiers annuels 2022.

Évolution de la situation financière

Sommaire du bilan consolidé

| | Au | |
|---|----------------|----------------|
| | 30 juin 2023 | 31 déc. 2022 |
| | M\$ | M\$ |
| Actif | | |
| Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales | 4 682 | 6 326 |
| Actifs détenus à des fins de transaction | 3 006 | 4 296 |
| Dérivés | 5 892 | 6 220 |
| Prêts et avances | 74 294 | 75 206 |
| Prises en pension à des fins autres que de transaction | 4 303 | 6 003 |
| Placements financiers | 23 050 | 23 400 |
| Engagements de clients en contrepartie d'acceptations | 3 176 | 3 147 |
| Autres actifs | 2 743 | 3 704 |
| Total de l'actif | 121 146 | 128 302 |
| Passif et capitaux propres | | |
| Passif | | |
| Dépôts effectués par des banques | 523 | 712 |
| Comptes des clients | 79 141 | 82 253 |
| Mises en pension à des fins autres que de transaction | 4 789 | 4 435 |
| Passifs détenus à des fins de transaction | 2 517 | 3 732 |
| Dérivés | 6 424 | 6 575 |
| Titres de créance émis | 12 068 | 15 735 |
| Acceptations | 3 181 | 3 156 |
| Autres passifs | 6 196 | 5 786 |
| Total du passif | 114 839 | 122 384 |
| Total des capitaux propres | 6 307 | 5 918 |
| Total du passif et des capitaux propres | 121 146 | 128 302 |

Actif

Le total de l'actif s'est élevé à 121,1 G\$ au 30 juin 2023, en baisse de 7,2 G\$, ou 5,6 %, par rapport à ce qu'il était au 31 décembre 2022. Cette baisse s'explique surtout par une utilisation moindre du bilan aux fins des activités de négociation, ce qui a entraîné une diminution de 1,7 G\$ des prises en pension, de 1,3 G\$ des actifs détenus à des fins de transaction et de 1,0 G\$ des soldes des comptes de règlement classés dans les autres actifs. La trésorerie et les soldes détenus dans la banque centrale ont également diminué de 1,6 G\$ en raison des activités de gestion du bilan. Les volumes de prêts à des clients ont diminué principalement en ce qui concerne les prêts hypothécaires et les prêts à terme, facteur partiellement neutralisé par une hausse des prêts aux entreprises, en raison des conditions de marché actuelles, ce qui a réduit les prêts et avances de 0,9 G\$.

Passifs

Le total des passifs au 30 juin 2023 s'est chiffré à 114,8 G\$, une baisse de 7,5 G\$, ou 6,2 %, par rapport au 31 décembre 2022. La baisse s'explique surtout par les échéances nettes des titres de créance émis de 3,7 G\$ et la diminution des volumes des dépôts découlant principalement des comptes des clients de 3,1 G\$, en raison de l'adaptation de nos besoins de financement aux conditions de marché actuelles et aux comportements des clients. La baisse des passifs détenus à des fins de transaction de 1,2 G\$ a également contribué à la diminution et correspond à la variation des actifs détenus à des fins de transaction.

Capitaux propres

Le total des capitaux propres s'est établi à 6,3 G\$ au 30 juin 2023, ce qui signale une hausse de 0,4 G\$, ou 6,6 %, en regard de celui au 31 décembre 2022. La hausse découle principalement du bénéfice après impôt de 0,4 G\$ qui a été dégagé durant la période.

Nos secteurs d'activité

La banque gère ses activités et en déclare les résultats en fonction des secteurs d'activité suivants : Services aux entreprises, Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, Services bancaires internationaux ainsi que Marchés et Services liés aux valeurs mobilières.

Services aux entreprises

Le secteur Services aux entreprises (« SE ») propose un éventail complet de services financiers commerciaux et de solutions sur mesure à des clients allant des petites entreprises aux grandes sociétés qui exercent leurs activités à l'échelle internationale.

Survol de la performance financière¹

| | Trimestre clos le | | Semestre clos le | |
|--|-------------------|--------------|------------------|--------------|
| | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ |
| Produits d'intérêts nets | 185 | 173 | 373 | 335 |
| Produits autres que d'intérêts | 126 | 120 | 248 | 238 |
| Total du résultat d'exploitation | 311 | 293 | 621 | 573 |
| Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge) | (8) | (77) | (2) | (37) |
| Résultat d'exploitation net | 303 | 216 | 619 | 536 |
| Total des charges d'exploitation | (108) | (100) | (217) | (203) |
| Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat | 195 | 116 | 402 | 333 |

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation s'est accru de 18 M\$, ou 6,1 %, pour le trimestre, et de 48 M\$, ou 8,4 %, pour le semestre. Les SE ont maintenu leur élan en 2023, la moyenne des soldes des prêts s'étant accrue de 3,4 G\$, ou 10 %, et la moyenne des soldes des dépôts ayant augmenté de 2,0 G\$, ou 7,7 %, en regard de ceux enregistrés au premier semestre de 2022. Les produits d'intérêts nets se sont accrus en raison de l'incidence des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice et de l'accroissement de la moyenne des volumes de prêts. De même, les produits autres que d'intérêts ont progressé du fait de la hausse des volumes des acceptations bancaires et de l'intensification des activités au chapitre des cartes de crédit d'entreprise.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est accru de 79 M\$, ou 68 %, pour le trimestre, et de 69 M\$, ou 21 %, pour le semestre, en raison principalement d'une baisse des charges liées aux pertes de crédit attendues par rapport à l'exercice précédent et d'une hausse du résultat d'exploitation dont il est fait mention ci-dessus.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** se sont accrus de 12 M\$, ou 6,9 %, pour le trimestre, et de 38 M\$, ou 11 %, pour le semestre, grâce à des hausses des taux par suite des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice et de la hausse de la moyenne des soldes des prêts et des dépôts par rapport au premier semestre de 2022.

Les **produits autres que d'intérêts** du trimestre et du semestre se sont renforcés de 6 M\$, ou 5 %, et de 10 M\$, ou 4,2 %, respectivement, grâce principalement à la hausse des produits de commissions découlant de l'accroissement des volumes des acceptations bancaires et à l'intensification des activités au chapitre des cartes de crédit d'entreprise.

La **variation des pertes de crédit attendues** a consisté en des charges de 8 M\$ pour le trimestre et de 2 M\$ pour le semestre. La charge découle principalement des nouvelles défaillances sur les prêts non productifs, facteur neutralisé en partie par une reprise liée aux prêts productifs du fait d'une amélioration relative des variables macroéconomiques prospectives.

En 2022, pour le trimestre, la charge découlait principalement d'une perte de valeur importante sur les prêts de stade 3 en lien avec un prêt et d'une charge au titre des prêts productifs en raison de la détérioration des variables macroéconomiques prospectives à ce moment. Pour le semestre, ces facteurs avaient été compensés en partie par la constatation, au premier trimestre, d'une reprise au titre des corrections de valeur attribuables à la COVID-19 liée aux prêts productifs.

Le **total des charges d'exploitation** pour le trimestre a augmenté de 8 M\$, ou 8 %, et de 14 M\$, ou 6,9 %, pour le semestre, principalement en raison de la hausse des coûts liés au personnel.

¹ Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2023 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP ») offre à tous les Canadiens une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur propose aussi une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés à nos clients présents sur la scène internationale.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

| | Trimestre clos le | | Semestre clos le | |
|--|-------------------|--------------|------------------|--------------|
| | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ |
| Produits d'intérêts nets | 212 | 156 | 416 | 297 |
| Produits autres que d'intérêts | 83 | 76 | 160 | 152 |
| Total du résultat d'exploitation | 295 | 232 | 576 | 449 |
| Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge) | (12) | (4) | (19) | – |
| Résultat d'exploitation net | 283 | 228 | 557 | 449 |
| Total des charges d'exploitation | (172) | (163) | (348) | (324) |
| Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat | 111 | 65 | 209 | 125 |

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation s'est accru de 63 M\$, ou 27 %, pour le trimestre, et de 127 M\$, ou 28 %, pour le semestre. Cette hausse a découlé de l'amélioration des marges par suite des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice, de la progression de la moyenne des soldes des dépôts et de l'augmentation des produits tirés des activités de courtage en ligne, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la baisse liée aux fonds d'investissement sous gestion et les variations de la composition des produits.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat du trimestre et du semestre a atteint un nouveau sommet². De fait, il a bondi de 46 M\$, ou 71 %, pour le trimestre, et de 84 M\$, ou 67 %, pour le semestre, ce qui est imputable à l'amélioration du résultat d'exploitation, comme il a été mentionné, facteur atténué en partie par une variation défavorable des pertes de crédit attendues et une hausse des charges d'exploitation.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** ont augmenté de 56 M\$, ou 36 %, pour le trimestre, et de 119 M\$, ou 40 %, pour le semestre, en raison de l'amélioration des marges par suite des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice et de la hausse de la moyenne des soldes des dépôts, facteurs neutralisés en partie par les variations de la composition des produits.

Les **produits autres que d'intérêts** ont augmenté de 7 M\$, ou 9,2 %, pour le trimestre, et de 8 M\$, ou 5,3 %, pour le semestre, du fait de la hausse des produits tirés des activités des clients du courtage en ligne et de l'accroissement des produits associés à la gestion de la trésorerie, ce qui a été atténué en partie par la baisse de la moyenne des fonds d'investissement sous gestion.

La **variation des pertes de crédit attendues** s'est traduite par une variation défavorable de 8 M\$ pour le trimestre, et par une variation défavorable de 19 M\$ pour le semestre, en raison de l'incidence de la montée des taux d'intérêt sur le portefeuille de prêts hypothécaires. Des reprises liées aux prêts productifs au titre des corrections de valeur attribuables à la COVID-19 avaient été enregistrées au premier trimestre de 2022.

Le **total des charges d'exploitation** a augmenté de 9 M\$, ou 5,5 %, pour le trimestre, et de 24 M\$, ou 7,4 %, pour le semestre, principalement en raison de la hausse des coûts liés au personnel.

¹ Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2023 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire

² Record pour le trimestre et le semestre depuis la formation de GPSBP (antérieurement Services bancaires de détail et gestion de patrimoine « SBDGP ») en tant que secteur d'activité distinct en 2011.

Services bancaires internationaux

Le secteur Services bancaires internationaux (« SBI ») offre des produits et services financiers sur mesure à une clientèle d'envergure constituée d'administrations publiques, de grandes sociétés et d'institutions de partout dans le monde. Nos spécialistes des produits proposent un éventail complet de services dans les domaines des transactions bancaires, du financement, des services-conseils, des marchés des capitaux et de la gestion des risques. Combinés à nos vastes connaissances de nombreux secteurs, nos produits nous permettent d'aider nos clients à concrétiser leurs visées en matière de développement durable.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

| | Trimestre clos le | | Semestre clos le | |
|--|-------------------|--------------|------------------|--------------|
| | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ |
| Produits d'intérêts nets | 33 | 29 | 77 | 54 |
| Produits autres que d'intérêts | 16 | 10 | 32 | 32 |
| Total du résultat d'exploitation | 49 | 39 | 109 | 86 |
| Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise/(charge) | 7 | (1) | 6 | (3) |
| Résultat d'exploitation net | 56 | 38 | 115 | 83 |
| Total des charges d'exploitation | (20) | (23) | (40) | (45) |
| Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat | 36 | 15 | 75 | 38 |

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation s'est accru de 10 M\$, ou 26 %, pour le trimestre, et de 23 M\$, ou 27 %, pour le semestre. Les résultats provenant des activités au chapitre des transactions bancaires sont demeurés solides, ce qui s'explique principalement par la hausse des écarts. Les produits de négociation ont également augmenté, par rapport à l'exercice précédent où il y a eu l'incidence de la variation défavorable de la valeur d'une facilité de syndication de prêts. Ces hausses ont été neutralisées partiellement par la baisse des produits générés par les marchés des capitaux, ce qui reflète en partie le ralentissement des activités des clients et les conditions de marché difficiles.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a bondi de 21 M\$, ou 140 %, pour le trimestre, et de 37 M\$, ou 97 %, pour le semestre, ce qui est attribuable à l'augmentation du résultat d'exploitation, comme il est mentionné précédemment, et à la variation favorable au titre des pertes de crédit attendues.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** se sont accrus de 4 M\$, ou 14 %, pour le trimestre, et de 23 M\$, ou 43 %, pour le semestre. La hausse s'explique par les majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice.

Les **produits autres que d'intérêts** se sont accrus de 6 M\$, ou 60 %, pour le trimestre et sont demeurés inchangés pour le semestre. Cet accroissement découle principalement de l'augmentation des produits sur les activités de négociation qui s'explique en partie par l'incidence d'une variation défavorable de la valeur d'une facilité de syndication de prêts au cours de l'exercice précédent. Ce facteur a été atténué en partie par le recul des commissions tirées des facilités de crédit en raison de la diminution des octrois de prêts et la baisse des commissions de prise ferme qui découle en grande partie des conditions de marché difficiles.

La **variation des pertes de crédit attendues** a représenté une amélioration de 8 M\$ pour le trimestre, en raison d'une reprise au cours du trimestre à l'étude. Pour le semestre, les pertes de crédit attendues ont représenté une amélioration de 9 M\$, principalement en raison d'une reprise au titre d'un prêt de stade 3 d'un montant élevé et des légères améliorations dans notre portefeuille de prêts productifs, malgré des perspectives économiques circonspectes.

Le **total des charges d'exploitation** a diminué de 3 M\$, ou 13 %, pour le trimestre, et de 5 M\$, ou 11 %, pour le semestre, en raison d'une gestion prudente des coûts.

¹ Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2023 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire

Marchés et Services liés aux valeurs mobilières

Le secteur Marchés et Services liés aux valeurs mobilières (« MSVM ») offre des produits et services financiers sur mesure à une clientèle d'envergure constituée d'administrations publiques, de grandes sociétés et d'institutions de partout dans le monde. Notre savoir-faire et notre connaissance des marchés locaux et internationaux ainsi que notre portée internationale nous permettent d'offrir un ensemble complet de services personnalisés pour diverses catégories d'actifs, services qui peuvent être regroupés et adaptés en fonction des objectifs spécifiques de notre clientèle.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

| | Trimestre clos le | | Semestre clos le | |
|---|-------------------|--------------|------------------|--------------|
| | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ |
| Produits d'intérêts nets | 14 | 10 | 31 | 19 |
| Produits autres que d'intérêts | 6 | 21 | 11 | 38 |
| Total du résultat d'exploitation | 20 | 31 | 42 | 57 |
| Total des charges d'exploitation | (12) | (13) | (25) | (26) |
| Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat | 8 | 18 | 17 | 31 |

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation a reculé de 11 M\$, ou 35 %, pour le trimestre, et de 15 M\$, ou 26 %, pour le semestre. La diminution s'explique surtout par les produits de négociation fixes, facteur neutralisé en partie par la hausse des produits d'intérêts nets attribuable aux majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice.

Le bénéfice avant la charge d'impôt a diminué de 10 M\$, ou 56 %, pour le trimestre, et de 14 M\$, ou 45 %, pour le semestre, à cause principalement du recul du résultat d'exploitation, comme il a été mentionné.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** se sont accrus de 4 M\$, ou 40 %, pour le trimestre, et de 12 M\$, ou 63 %, pour le semestre, principalement en raison des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice.

Les **produits autres que d'intérêts** ont diminué de 15 M\$, ou 71 %, pour le trimestre, et de 27 M\$, ou 71 %, pour le semestre, principalement en raison des produits de négociation fixes.

Le **total des charges d'exploitation** a diminué de 1 M\$, ou 7,7 %, pour le trimestre, et de 1 M\$, ou 3,8 %, pour le semestre, en raison d'une gestion prudente des coûts.

¹ Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2023 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

Centre général

Le secteur « centre général » englobe les transactions qui ne sont pas directement liées à nos secteurs d'activité.

Survol de la performance financière^{1,2}

Sommaire de l'état du résultat net

| | Trimestre clos le | | Semestre clos le | |
|---|-------------------|--------------|------------------|--------------|
| | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ |
| Produits d'intérêts nets | (2) | 1 | (3) | 1 |
| Produits autres que d'intérêts | 8 | 3 | 13 | 3 |
| Résultat d'exploitation net | 6 | 4 | 10 | 4 |
| Total des charges d'exploitation | (54) | (20) | (102) | (41) |
| Bénéfice/(perte) avant la charge d'impôt sur le résultat | (48) | (16) | (92) | (37) |

Aperçu

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a diminué de 32 M\$ pour le trimestre et de 55 M\$ pour le semestre. Cette baisse est principalement imputable à l'augmentation des coûts liés à l'entente visant la vente de la Banque HSBC Canada, qui tient compte de la nouvelle évaluation de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles et de leur dépréciation.³ Ce facteur a été partiellement atténué par la baisse des dépenses

d'investissement en 2023 et la hausse des produits autres que d'intérêts.

¹ Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2023 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire

² Le centre général n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres indiqués ci-dessus présentent un rapprochement des résultats des secteurs d'activité et de ceux de l'entité.

³ Pour plus de précisions sur la nouvelle évaluation de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles et leur dépréciation, se reporter à la note 18 de notre Rapport et états financiers annuels 2022.

Sommaire de la performance trimestrielle

Sommaire de l'état consolidé du résultat net

| | Trimestre clos le | | | | | | | |
|--|-------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | 2023 | | 2022 | | | | 2021 | |
| | 30 juin | 31 mars | 31 déc. | 30 sept. | 30 juin | 31 mars | 31 déc. | 30 sept. |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ |
| Produits d'intérêts nets | 442 | 452 | 479 | 449 | 369 | 337 | 323 | 315 |
| Produits de commissions nets | 194 | 189 | 192 | 194 | 196 | 197 | 205 | 197 |
| Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction | 40 | 27 | 33 | 15 | 24 | 27 | 28 | 26 |
| Autres éléments de produits | 5 | 9 | 10 | 7 | 10 | 9 | 23 | 22 |
| Total du résultat d'exploitation | 681 | 677 | 714 | 665 | 599 | 570 | 579 | 560 |
| Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise/(charge) | (13) | (2) | (28) | (42) | (82) | 42 | (8) | (3) |
| Résultat d'exploitation net | 668 | 675 | 686 | 623 | 517 | 612 | 571 | 557 |
| Total des charges d'exploitation | (366) | (366) | (394) | (325) | (319) | (320) | (344) | (323) |
| Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat | 302 | 309 | 292 | 298 | 198 | 292 | 227 | 234 |
| Charge d'impôt sur le résultat | (84) | (86) | (78) | (79) | (53) | (78) | (40) | (63) |
| Bénéfice de la période | 218 | 223 | 214 | 219 | 145 | 214 | 187 | 171 |
| Bénéfice attribuable : | | | | | | | | |
| - à l'actionnaire ordinaire | 198 | 205 | 199 | 206 | 133 | 203 | 176 | 159 |
| - au détenteur d'actions privilégiées | 20 | 18 | 15 | 13 | 12 | 11 | 11 | 12 |
| Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$) | 0,37 | 0,37 | 0,36 | 0,38 | 0,24 | 0,37 | 0,32 | 0,29 |

Commentaires sur les tendances des huit derniers trimestres

En 2021 et en 2022, les hausses trimestrielles des produits d'intérêts nets s'expliquaient principalement par l'accroissement de la marge d'intérêts nette découlant de l'amélioration des écarts par suite de la réduction des volumes des passifs portant intérêt et de l'essor des prêts. Le bilan ayant poursuivi sa forte croissance, les hausses trimestrielles en 2022 ont également tiré profit des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours de l'exercice. Au cours du premier trimestre et du deuxième trimestre de 2023, les diminutions s'expliquent avant tout par les variations de la composition des dépôts, facteur neutralisé en partie par les majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice.

Les produits de commissions nets englobent des produits de diverses sources qui peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre et qui sont touchés par les activités commerciales, le nombre de jours que compte le trimestre et la saisonnalité. À partir du troisième trimestre de 2021, on note une tendance sous-jacente d'augmentation des commissions tirées des fonds d'investissement sous gestion, des facilités de crédit en lien avec l'accroissement des volumes des acceptations bancaires et des cartes de crédit. Les produits de commissions nets ont atteint un sommet historique¹ au cours du quatrième trimestre de 2021. En raison des conditions de marché incertaines et du moment auquel les transactions ont lieu, ce qui a une incidence sur les activités modulées en fonction des événements, il y a eu une légère diminution sous-jacente des commissions de prise ferme et des commissions générées par les services-conseils à partir du troisième trimestre de 2021. Du dernier trimestre de 2021 au premier trimestre de 2023, les produits de commissions nets ont également diminué légèrement chaque trimestre surtout en raison de la baisse des fonds d'investissement sous gestion, les conditions de marché s'étant détériorées en 2022. Au cours du deuxième trimestre de 2023, cette tendance à la baisse des commissions tirées des fonds d'investissement sous gestion s'est

poursuivie. Cependant, elle a été plus que compensée par la hausse des commissions tirées des facilités de crédit et l'intensification des activités au chapitre des cartes.

De par leur nature, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre. Du troisième trimestre de 2021 au premier trimestre de 2022, ils sont demeurés relativement inchangés comparativement à la période allant du deuxième trimestre de 2022 au trimestre à l'étude. La diminution enregistrée au deuxième trimestre de 2022 a découlé d'une variation défavorable de la valeur d'une facilité de syndication de prêts. La baisse au troisième trimestre de 2022 s'explique principalement par une variation défavorable de l'inefficacité des couvertures, tandis que la baisse au cours du premier trimestre de 2023 s'explique principalement par la volatilité des marchés. Au cours du trimestre à l'étude, il y a eu une augmentation en raison d'une variation favorable de l'inefficacité des couvertures attribuable aux instruments de couverture des flux de trésorerie.

Les autres éléments de produits comprennent les profits et pertes sur la vente de placements financiers, lesquels peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre en raison des activités de gestion du bilan sous-jacentes.

Les pertes de crédit attendues ont consisté en une charge pour le deuxième trimestre de 2023 qui découle des nouvelles défaillances sur les prêts non productifs et de l'incidence de la montée des taux d'intérêt sur le portefeuille de prêts hypothécaires, neutralisée en partie par une reprise liée aux prêts productifs en raison d'une amélioration relative des variables macroéconomiques prospectives. Pour la période allant du troisième trimestre de 2022 au premier trimestre de 2023, les pertes de crédit attendues se sont traduites par une charge découlant principalement des variations défavorables continues des variables macroéconomiques prospectives liées aux prêts productifs. La charge au deuxième trimestre de 2022 s'explique essentiellement par une charge importante au titre d'un prêt de stade 3 qui a été sorti du bilan. À ce facteur s'est ajoutée une

charge au titre des prêts productifs du fait de la détérioration des variables macroéconomiques prospectives. La reprise constatée au premier trimestre de 2022 a résulté essentiellement d'une reprise au titre des corrections de valeur attribuables à la COVID-19 liée aux prêts productifs, puisque les variables macroéconomiques de quatre des scénarios ayant servi à estimer les pertes de crédit attendues se sont légèrement améliorées. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence d'une charge reflétant une légère dégradation attribuable au nouveau scénario tenant compte des répercussions prévues de la guerre entre la Russie et l'Ukraine et des pressions inflationnistes sur les perspectives économiques. À ces facteurs s'est ajoutée une variation des pertes de crédit attendues au titre des prêts de stade 3 qui a donné lieu à une charge en raison principalement d'un prêt élevé, annulé en partie par des reprises dans le secteur de l'énergie. La charge constatée au quatrième trimestre de 2021 avait découlé d'une perte de valeur liée à un prêt productif, ce qui avait été atténué par des reprises liées à des prêts non productifs dans le secteur de l'énergie. Au troisième trimestre de 2021, la charge d'un faible montant était en lien avec des prêts non productifs liés à des clients spécifiques, ce qui avait été atténué en partie par une reprise liée aux prêts productifs, les variables macroéconomiques prospectives s'étant encore améliorées.

Nous avons de nouveau géré nos coûts avec prudence vu le contexte économique en vigueur. L'augmentation des charges d'exploitation au cours du quatrième trimestre de 2022 découle essentiellement de la nouvelle évaluation de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles et de leur dépréciation², à la suite de l'entente visant la vente de la Banque HSBC Canada. La hausse au cours du quatrième trimestre de 2021 tenait principalement aux coûts engagés afin d'instaurer un mode de travail hybride.

En raison des tendances décrites ci-dessus, au cours du premier trimestre de 2023, nous avons enregistré le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat le plus élevé à ce jour, surpassant notre précédent record atteint au troisième trimestre de 2022. Au premier trimestre de 2022, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat avait atteint son niveau le plus élevé en dix ans. Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est amélioré à partir du premier trimestre de 2022, sauf au deuxième trimestre de 2022 où nous avons constaté une charge importante au titre des pertes de crédit attendues, comme il est décrit précédemment.

1 Produits de commissions nets records pour un trimestre depuis 2012 où les produits de commissions nets ont commencé à être présentés de manière distincte.

2 Pour plus de précisions sur la nouvelle évaluation de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles et leur dépréciation, se reporter à la note 18 de notre Rapport et états financiers annuels 2022.

Survol et perspectives économiques

Les prévisions et projections de la présente rubrique reposent sur l'information et les hypothèses obtenues auprès de sources que nous considérons comme fiables. Si cette information ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les résultats économiques réels pourraient différer significativement des perspectives présentées ci-dessous.

Résilience manifeste de l'économie devant les difficultés

L'économie canadienne a fait preuve de résilience face à plusieurs difficultés, plus particulièrement, la hausse marquée des taux d'intérêt, la plus importante grève dans le secteur public jamais connue, en avril, et la pire saison de feux de forêt de tous les temps. Malgré ces facteurs, l'économie a enregistré une croissance de 3,1 % d'un trimestre à l'autre, sur une base annualisée, au cours du premier trimestre et Statistique Canada prévoit une hausse du produit intérieur brut (« PIB ») de 0,4 % en mai. En dépit des difficultés, nous prévoyons une hausse du PIB de 1,1 % au deuxième trimestre, au moment de l'annonce, et les risques pointent actuellement vers un scénario optimiste. La grève des travailleurs des ports de la côte ouest est le plus récent événement qui mettra la résilience de l'économie à l'épreuve au cours du troisième trimestre. Par conséquent, les activités du plus important port au Canada, Vancouver, et celles du troisième port en importance au pays, Prince Rupert, ont été fortement réduites. Ces deux ports représentent environ 25 % du commerce international du Canada et la grève pourrait avoir une incidence sur les chaînes d'approvisionnement nord-américaines, annulant quelques-unes des améliorations constatées au cours de la reprise à la suite de la pandémie.

La vigueur actuelle du marché de l'emploi est un facteur clé de la résilience de l'économie. De plus, les facteurs qui ont soutenu l'économie comprennent la diminution marquée des prix de l'énergie, notamment l'essence, la souplesse des institutions financières auprès des emprunteurs devant composer avec l'augmentation importante des paiements d'intérêts et une croissance record de la population en raison de la hausse rapide de l'immigration qui a fait augmenter l'offre de main-d'œuvre tout en stimulant la demande.

Le récent rebond de l'activité du marché de l'habitation, le nombre de ventes de logements existants ayant augmenté tous les mois entre février et mai, est un autre signe que la montée des taux d'intérêt n'a pas été un obstacle aussi limitant que prévu. La Banque du Canada a fait remarquer que l'augmentation des ventes de logements illustre l'élan de la demande des ménages à un moment où l'économie affichait déjà une demande excédentaire. Étant donné l'accroissement des signes de résilience, la Banque du Canada a relevé son taux directeur à 4,75 % en juin et à 5,0 % en juillet.

Le fait que le taux de chômage demeure très près de son plancher historique reflète la vigueur du marché de l'emploi, quoique ce taux ait augmenté pour se chiffrer à 5,4 % en juin, en grande partie en raison d'une hausse de la participation de la jeune main-d'œuvre. D'autres indicateurs démontrent à quel point le marché de l'emploi est serré dans l'ensemble. Par exemple, le taux d'emploi des adultes (25 à 64 ans) a atteint un sommet et cette cohorte représente près de 82 % de l'ensemble du marché de l'emploi. Entre-temps, le taux d'emploi de la principale cohorte de personnes en âge de travailler (25 à 54 ans) frôle un sommet,

se chiffrant à 85 %. Ces taux indiquent que la vigueur du marché de l'emploi se poursuit dans les principales cohortes démographiques qui sont associées de près à la demande des consommateurs totale.

Même si ces taux d'emploi sont élevés, la demande de main-d'œuvre demeure forte. Cette situation explique pourquoi la hausse marquée de l'offre de main-d'œuvre potentielle par l'intermédiaire de l'immigration a été facilement absorbée par le marché. Entre le quatrième trimestre et le premier trimestre de 2023, la population du Canada a enregistré une croissance inégale de 1,21 million de personnes (3,1 %), et la quasi-totalité de cette hausse s'explique par l'immigration.

Obstacles à la consommation moins sérieux que prévu

On s'attendait à ce que les prix élevés de l'essence et la montée des taux d'intérêt nuisent grandement à la croissance des dépenses des ménages. Toutefois, aucun de ces facteurs ne s'est révélé un frein à la demande globale. Par exemple, les prix de l'essence ont diminué rapidement et sont actuellement inférieurs de 23 % à leur sommet atteint au milieu de 2022, ce qui a donné lieu à un resserrement moindre que prévu des revenus disponibles.

De plus, les sociétés financières ont fait preuve de souplesse auprès des emprunteurs devant composer avec des majorations marquées des taux d'intérêt. Par exemple, certains emprunteurs dont les paiements ne permettaient plus de payer en entier les intérêts dus ont pu faire ajouter l'écart au solde de leur emprunt hypothécaire. Cette mesure a eu pour effet de prolonger la période d'amortissement de l'emprunt hypothécaire. Ainsi, même si les coûts en intérêts ont augmenté, la souplesse des paiements a atténué l'incidence sur les dépenses de consommation.

Une inflation de base persistante et une inflation élevée attendue

Même si l'inflation globale a diminué, passant d'un sommet de 8,1 % en juin 2022 à environ 3 % au milieu de 2023, la grande partie de la baisse découle de l'atténuation de l'incidence des augmentations inhabituellement élevées des prix de l'énergie à la suite de la guerre entre la Russie et l'Ukraine et du retour à la normale des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Cependant, les tendances à court terme des mesures de l'inflation de base et des services, excluant les services liés à l'hébergement, qui reflètent mieux la demande intérieure, sont demeurées solides, entre 3 % et 4 % au cours des derniers mois. Cette situation laisse croire que la Banque du Canada pourrait éprouver des difficultés à ramener l'inflation au taux cible de 2 %. Facteur pouvant accentuer les difficultés, les attentes quant à l'inflation demeurent élevées, comme l'indiquent l'enquête sur les perspectives des entreprises que la Banque du Canada a menée au deuxième trimestre et l'enquête sur les attentes des consommateurs au Canada.

Par exemple, l'enquête sur les perspectives des entreprises a révélé que le nombre de sociétés qui s'attendent à ce que l'inflation dépasse 3 % au cours des deux prochaines années a diminué pour se chiffrer à 64 %, par rapport à plus de 80 % à la fin de 2022. En outre, sur une période de cinq ans, les sociétés prévoient une inflation d'environ 2,5 %. De même, l'enquête sur les attentes des consommateurs au Canada a révélé que les attentes des consommateurs en ce qui concerne l'inflation ont diminué, mais demeurent élevées. Par exemple, les consommateurs prévoient toujours que l'inflation sera à près de 3 % dans cinq ans. Dans l'ensemble, ces indicateurs et ces sondages n'indiquent pas une forte conviction que l'inflation

diminuera pour atteindre son taux cible de 2 % pour plusieurs années, et qu'elle restera près de ce taux.

Encore du travail à faire pour la Banque du Canada

La combinaison d'une inflation de base persistante, des attentes d'une inflation élevée et d'un marché de l'emploi vigoureux laisse croire que la politique monétaire n'est peut-être pas suffisamment serrée. Cela dit, il n'est pas évident que la conjoncture économique permette de ramener l'inflation au taux cible de 2 %.

Par conséquent, la Banque du Canada, après avoir laissé son taux directeur inchangé depuis janvier, a décidé de relever le taux directeur de 25 pb à 4,75 % en juin et de 25 pb en juillet, faisant augmenter le taux directeur à 5,0 %.

À notre avis, un taux directeur plafonné à 5,0 % demeure le scénario le plus probable, mais nous n'écarterons pas la possibilité d'un taux directeur plus élevé. Dans son énoncé de politique de juillet, la Banque du Canada a indiqué qu'elle prévoit que l'inflation restera à environ 3 % pour la prochaine année et ne prévoit pas qu'elle diminuera pour se chiffrer à 2 % avant le milieu de 2025. Selon nous, la Banque du Canada doit constater une progression des tendances à la baisse de l'inflation de base, une diminution des attentes en ce qui a trait à l'inflation et davantage de signes indiquant que le marché de l'emploi ralentit. Sinon, elle pourrait de nouveau relever le taux directeur avant la fin de l'année.

La résilience sera mise à l'épreuve

Nous sommes d'avis que la résilience de l'économie sera mise à l'épreuve au cours du deuxième semestre de l'exercice, une évolution qui aidera à prévenir des interventions de la Banque du Canada. Par exemple, même si les prix peu élevés des marchandises ont aplani certaines difficultés éprouvées par les consommateurs, ils entraînent un problème plus important pour les entreprises.

En particulier, en raison des prix peu élevés des marchandises, la croissance des revenus des entreprises devrait ralentir, ce qui, compte tenu de l'augmentation importante des salaires et du resserrement des conditions financières, suggère une diminution imminente du bénéfice des entreprises. Cette situation devrait nuire aux investissements fixes des entreprises et, possiblement, à la demande de main-d'œuvre.

Par conséquent, le marché de l'emploi devrait ralentir au cours des prochains mois et cette faiblesse devrait devenir plus apparente dans la principale cohorte de personnes en âge de travailler. Dans ce contexte, certaines des vulnérabilités du secteur des ménages devraient ressortir et la demande des consommateurs devrait diminuer.

Pressions accrues sur les ménages

Bien que certains obstacles éventuels dans le secteur des ménages n'aient pas été aussi limitants que prévu, il existe des signes de difficulté. Par exemple, malgré une certaine souplesse des sociétés financières, le ratio du service de la dette du secteur des ménages a frôlé un sommet à 14,9 % du revenu disponible au premier trimestre de 2023. Si la croissance des revenus diminue au fur et à mesure que le marché de l'emploi ralentit, le ratio du service de la dette pourrait facilement augmenter pour atteindre un nouveau sommet.

Entre-temps, la souplesse des institutions financières auprès des emprunteurs a des limites. Par exemple, bien que l'amortissement des prêts hypothécaires ait été prolongé, ce qui a atténué les pressions à court terme sur les finances des ménages, les organismes de réglementation ont exprimé des réserves quant à

cette mesure. De plus, les institutions financières ont indiqué que ces prêts hypothécaires doivent être ramenés à leur calendrier d'amortissement initial au moment de leur renouvellement. Par conséquent, l'incidence de la hausse des taux pourrait avoir été retardée, mais pourrait se faire ressentir au fil du temps alors qu'un nombre croissant de prêts hypothécaires sont renouvelés.

De plus, malgré la vigueur du marché de l'emploi, le nombre de propositions de consommateurs déposées afin de les aider à respecter leurs obligations financières a atteint un record. De plus, même si les prix de l'essence ont diminué, les prix de l'alimentation continuent d'augmenter à un rythme de 9 % d'un exercice à l'autre. Ces faits récents soulignent que le secteur des ménages éprouve encore des difficultés importantes, une situation qui pourrait s'accroître au fur et à mesure que le marché de l'emploi ralentit.

Ralentissement de la croissance du PIB au deuxième semestre

À mesure que la résilience de l'économie s'estompe dans une certaine mesure, nous prévoyons que le PIB se contractera de 0,7 % d'un trimestre à l'autre, sur une base annualisée, au troisième et au quatrième trimestres. Par conséquent, en 2023, nous prévoyons une croissance économique de 1,3 % pour l'ensemble de l'exercice. Cette prévision est supérieure à notre prévision de croissance du PIB pour 2023 précédente de 0,7 %, ce qui s'explique en grande partie par la résilience constatée au début de l'exercice. Cela dit, le faible élan de 2023 à 2024 réduira la croissance du prochain exercice qui s'établira à 0,9 %, en baisse par rapport à nos prévisions antérieures de 1,4 %.

D'autres banques centrales devant des difficultés semblables

Bien que la Banque du Canada ait constaté que sa pause conditionnelle a été plutôt de courte durée, d'autres banques centrales font face à des difficultés semblables compte tenu du resserrement des marchés de l'emploi et de l'inflation qui persiste, ce qui provoque de l'incertitude quant à l'ampleur de la hausse des taux d'intérêt qui pourrait être nécessaire. Cela dit, les principales banques centrales se sont montrées déterminées à ramener les taux d'inflation à leur cible. Ainsi, même si la fin des cycles de resserrement se rapproche, elle n'est pas encore arrivée.

Aux États-Unis, la Réserve fédérale a augmenté le taux directeur de 25 pb le 26 juillet, ce qui relèvera la fourchette cible des fonds fédéraux entre 5,25 et 5,50 %. Au Royaume-Uni, la Banque d'Angleterre a pris les marchés par surprise en augmentant le taux directeur de 50 pb à 5,00 % le 22 juin. Une des raisons principales qui explique la mesure plus importante que prévu est la préoccupation que l'économie a été plus résiliente que prévu face aux hausses de taux précédentes.

Maintien d'une politique budgétaire quelque peu expansionniste

Même si la politique monétaire vise encore essentiellement à assurer que l'inflation revienne au taux cible de 2 % et que l'économie connaît toujours une demande excédentaire, la politique budgétaire restera quelque peu expansionniste. Le gouvernement fédéral prévoit des déficits budgétaires jusqu'en 2027 et 2028. Cela dit, si les programmes ciblent les personnes dans le besoin et sont temporaires, les mesures de relance budgétaire ne rendront pas nécessairement la tâche plus difficile pour la Banque du Canada. De plus, cette situation n'est pas unique au Canada. Aux États-Unis et en Europe, les efforts des banques centrales visant à ralentir la demande et à ramener l'inflation au taux cible sont au moins partiellement neutralisés par les politiques gouvernementales visant à stimuler la demande.

Cependant, la politique budgétaire ne facilite pas non plus la tâche de la Banque du Canada. Par conséquent, les mesures de relance budgétaire actuelles augmentent le risque que la Banque du Canada doive augmenter son taux directeur de nouveau, ce qui pourrait augmenter le risque d'un atterrissage brutal marqué par une hausse considérable du taux de chômage et aggraver les difficultés éprouvées par les ménages vulnérables.

Faits nouveaux en matière de réglementation

À l'instar de toutes les institutions financières canadiennes, nous sommes confrontés à des changements de réglementation qui se succèdent à un rythme croissant. Un sommaire des principaux changements de réglementation susceptibles d'influer sur nos résultats ou nos activités est présenté à la rubrique « Faits nouveaux en matière de réglementation » de notre *Rapport et états financiers annuels 2022*. Ce qui suit résume certains des principaux changements de nature réglementaire qui ont été annoncés au deuxième trimestre de 2023 et qui pourraient se répercuter sur nos résultats ou nos activités.

Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF »)

Au cours du deuxième trimestre, la banque a mis en œuvre les réformes de Bâle III conformément à la version finale de la ligne directrice sur les normes de fonds propres et de la ligne directrice sur les exigences de levier émises par le BSIF, sauf les chapitres liés au risque de marché et au rajustement de la valeur de crédit qui entreront en vigueur au premier trimestre de 2024. L'augmentation des actifs pondérés en fonction des risques (« APR ») qui en a découlé, accompagnée d'une hausse de l'ajustement du plancher de fonds propres, reflète les modifications importantes suivantes apportées dans la version révisée de la ligne directrice sur les normes de fonds propres :

- pour les portefeuilles fondés sur les notations internes (« NI »), l'élimination d'un facteur scalaire de 6 % des APR fondés sur les NI;
- la mise en œuvre d'un modèle révisé pour l'exposition en cas de défaut (« ECD »), clientèle de gros, qui entraîne des APR fondés sur les NI moins élevés en moyenne;
- pour le plancher de fonds propres selon les APR calculés selon l'approche standard, une inclusion pour la première fois, un APR au titre du risque opérationnel révisé selon un modèle fondé sur les revenus et les pertes historiques;
- la version révisée de l'approche standard est plus sensible au risque, surtout pour les expositions sur la clientèle de gros, garanties par des sûretés liées à des biens immobiliers et des prêts destinés à l'acquisition de terrains, et à l'aménagement de terrains et à la construction de bâtiments peuvent se voir attribuer un coefficient de pondération du risque aussi élevé que 150 %;
- la réduction du coefficient de plancher de fonds propres de 70 % à 65 %; une réduction progressive pour atteindre 72,5 % d'ici 2026 est nécessaire, selon une progression annuelle de 2,5 %.

Les révisions apportées aux exigences de divulgation en vertu du troisième pilier existantes en vigueur au deuxième trimestre tiennent compte des modifications susmentionnées.

En avril 2023, le BSIF a soumis à consultation des modifications aux lignes directrices à l'égard des exigences de divulgation en vertu du troisième pilier. Ces modifications tiennent compte du risque de marché et du cadre régissant le rajustement de la valeur de crédit de la ligne directrice sur les normes de fonds propres en vigueur au premier trimestre de 2024. Ces exigences de divulgation entreront en vigueur au quatrième trimestre de 2024.

En juin 2023, le BSIF, la Banque du Canada et la Société d'assurance-dépôts du Canada (« SADC ») ont soumis à consultation la version à l'étude de ses relevés sur les risques climatiques pour les institutions financières fédérales (« IFF »). Une fois parachevés, ces relevés permettront de recueillir des données sur les émissions et les expositions liées au climat directement auprès des IFF. Le BSIF pourra ainsi fonder ses activités d'élaboration de politiques, de réglementation et de surveillance prudentielle sur des données probantes en ce qui a trait à la gestion des risques climatiques.

De plus, en juin 2023, le BSIF a publié la ligne directrice B-13, *Gestion du risque lié aux technologies et du cybersécurité*, qui décrit les attentes du BSIF quant au signalement d'un incident lié à la technologie ou à la cybersécurité qui touche les régimes de retraite privés fédéraux. La ligne directrice B-13 entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

En mai 2023, le BSIF a lancé un examen du régime de liquidité prévu par la ligne directrice *Normes de liquidité*, (« NL ») au regard des sources de financement de gros assorties de caractéristiques semblables à celles du financement de détail, comme les fonds négociés en bourse de comptes d'épargne à intérêt élevé. Cet examen a pour but d'évaluer s'il est nécessaire d'ajouter de nouvelles catégories de financement de gros pour refléter adéquatement les risques associés à ces produits de gros qui sont semblables à des produits de détail.

En avril 2023, le BSIF a publié la version finale de la ligne directrice B-10, *Gestion du risque lié aux tiers*, qui décrit les attentes à l'égard des IFF en matière de gestion du risque lié aux tiers. La ligne directrice est davantage axée sur la gouvernance et les programmes de gestion du risque et définit des attentes fondées sur des principes et orientées sur les résultats et sur la portée et les directives au titre de la gestion du risque lié aux tiers. Les ententes avec des tiers qui entrent en vigueur le 1^{er} mai 2024, ou après cette date, doivent respecter la version révisée des lignes directrices.

Gouvernement du Canada

En juin 2023, le gouvernement du Canada a approuvé le projet de loi C-47 (la *Loi d'exécution du budget* de 2023) qui apporte des modifications à la *Loi sur les banques*. Selon cette loi, les institutions financières devront se doter de politiques et de procédures pour se prémunir contre les menaces à leur intégrité et à leur sécurité, y compris l'ingérence étrangère. Des modifications semblables ont également été apportées à la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*. Le BSIF a affirmé qu'il établira des attentes et des directives réglementaires rapidement et en consultant les IFF et les parties prenantes afin d'aborder cette nouvelle exigence juridique.

Code criminel

Les modifications apportées au Code criminel visent à réduire le taux d'intérêt criminel appliqué relativement à une convention ou à une entente et à exprimer ce taux en un pourcentage annuel de sorte que le taux d'intérêt criminel passe d'un taux effectif annuel de 60 %, qui correspondrait à un taux annuel en pourcentage de 47 %, à un taux annuel en pourcentage de 35 %.

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

La *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* a été modifiée afin, notamment, d'exiger des personnes ou des entités visées à l'article 5 de cette loi qu'elles déclarent au Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada les divulgations effectuées sous le régime de la *Loi sur les mesures économiques spéciales* ou de la *Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus (loi de Sergueï Magnitski)*.

Vie privée

En mai 2023, le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada a publié une version révisée du document d'orientation sur la protection des renseignements personnels au travail. Ce document porte sur les obligations prévues par les lois fédérales sur la protection des renseignements personnels, et tient compte du fait que plusieurs provinces disposent de lois en la matière qui s'appliquent aux renseignements sur les employés ou disposent de lois particulières concernant les droits des employés et les obligations en milieu de travail. Les principaux points à considérer décrits visent la vie privée des employés et le droit à la vie privée des employés.

Protection des consommateurs

En juillet 2023, l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC) a publié la version finale de la ligne directrice sur les prêts hypothécaires existants des consommateurs dans des circonstances exceptionnelles. La ligne directrice précise les attentes de l'ACFC à l'égard des IFF afin de soutenir les consommateurs à risque de se retrouver en situation de défaut de paiement en raison de circonstances exceptionnelles, comme les effets combinés de l'endettement élevé des ménages, des hausses rapides des taux d'intérêt et de l'augmentation du coût de la vie.

Questions comptables

Les résultats de la banque sont sensibles aux méthodes comptables qui sous-tendent l'établissement de ses états financiers consolidés. La note 2 du *Rapport et états financiers annuels 2022* présente un résumé des informations significatives sur nos méthodes comptables.

La préparation de l'information financière exige de faire des estimations et de poser des jugements. La direction est d'avis que les estimations comptables et jugements critiques de la banque sont ceux qui ont trait aux pertes de crédit attendues, à l'évaluation des instruments financiers, à l'impôt sur le résultat, aux actifs d'impôt différé, aux obligations au titre des prestations définies, aux immobilisations incorporelles et aux provisions. Au cours de la période à l'étude, aucun changement n'a été apporté aux estimations comptables et jugements critiques formulés en 2022, lesquels sont décrits aux pages 24, 25, 38 et 79 du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre de nos activités bancaires, nous participons à diverses transactions financières hors bilan qui ont une incidence financière, mais qui ne sont pas comptabilisées dans nos états financiers. Ce genre d'arrangement comporte un risque éventuel et peut, en certaines circonstances, se traduire par un passif d'un montant supérieur à celui inscrit à notre bilan consolidé. Ces arrangements comprennent les garanties et les lettres de crédit et sont décrits à la rubrique « Arrangements hors bilan » du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

Instruments financiers

Étant donné la nature des activités de la banque, les instruments financiers composent une bonne partie de son bilan. La banque peut en tirer des profits de négociation, des intérêts et des produits de commissions. Les instruments financiers comprennent notamment la trésorerie, les comptes des clients, les titres, les prêts, les acceptations, les dérivés utilisés à des fins de couverture ou détenus à des fins de transaction, les mises en pension, les passifs de titrisation et les créances subordonnées. Nous utilisons des instruments financiers aux fins de nos activités de négociation et de celles autres que de négociation. Ces dernières comprennent les prêts, les placements, les activités de couverture et celles de gestion du bilan. Les activités de négociation comprennent l'achat et la vente de titres et la négociation de dérivés et d'instruments de change pour faciliter les opérations des clients et fournir des liquidités et, dans une moindre mesure, les activités de tenue de marché.

La comptabilisation des instruments financiers, qui fait appel au jugement, est effectuée selon le classement de ceux-ci. On trouve une description détaillée du classement et de l'évaluation des instruments financiers à la note 2 du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

Il est possible que l'utilisation d'instruments financiers expose la banque à des risques de marché, de crédit ou de liquidité, ou encore qu'elle la protège contre ceux-ci. Une description détaillée de la façon dont la banque gère ces risques est présentée à la rubrique « Risques » du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

La chef de la direction et le chef des finances intérimaire de la banque ont signé des attestations concernant la pertinence de l'information financière présentée dans les documents intermédiaires déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, y compris le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés du trimestre clos le 30 juin 2023 ci-joints, et c'est à eux que revient la responsabilité de la conception et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière, lesquels visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière produite conformément aux IFRS. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2023, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.

Transactions avec des parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des transactions avec d'autres sociétés affiliées de la HSBC, dont celles visant la prestation de services bancaires ou opérationnels ainsi que l'octroi de prêts à court terme. Plus particulièrement, comme la banque fait partie de l'un des plus importants établissements de services financiers au monde, elle profite de l'expertise et des économies d'échelle que procure le Groupe HSBC. La banque fournit et obtient des services ou conclut des transactions avec diverses autres entreprises du Groupe HSBC, ce qui inclut la prise en charge d'une partie des coûts de développement des plateformes technologiques qui sont utilisées partout dans le monde, et elle tire parti de contrats mondiaux pour la publicité, la recherche marketing, la formation et d'autres fonctions d'exploitation.

Ces transactions avec des parties liées sont assorties de modalités conformes à celles offertes à des parties non liées et font l'objet de processus d'autorisation officielle. Il y a lieu de se reporter à la note 28 du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour obtenir des détails à ce sujet.

En tant que filiale en propriété exclusive, toutes nos actions ordinaires et privilégiées sont indirectement détenues par HSBC Holdings.

Risques

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risques » du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour une description de la façon dont la banque gère les risques à tous les échelons de l'organisation et pour tous les types de risques, rubrique qui indique les principes, politiques et pratiques clés dont nous nous servons pour gérer les risques importants qu'ils soient financiers ou ne le soient pas.

La rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » à la page 46 comprend un résumé de l'entente visant la vente de la Banque HSBC Canada.

Risque de crédit

| | Page |
|--|------|
| Gestion du risque de crédit | 24 |
| Sommaire du risque de crédit | 24 |
| Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA | 26 |
| Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières | 30 |
| Qualité de crédit des instruments financiers | 31 |
| Prêts de gros | 34 |
| Prêts personnels | 36 |
| Prêts douteux | 39 |

Le risque de crédit représente le risque de subir une perte financière si un client ou une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations de paiement contractuelles. Il se présente surtout dans les domaines des prêts directs, du financement du commerce international et des activités de crédit-bail, mais il découle aussi de certains autres produits comme les garanties et les dérivés de crédit.

Gestion du risque de crédit

Aucun changement n'a été apporté aux méthodes et pratiques de gestion du risque de crédit au cours de l'exercice.

La rubrique « Gestion du risque de crédit » débutant à la page 33 du *Rapport et états financiers annuels 2022* renferme un sommaire de nos méthodes et pratiques actuelles de gestion du risque de crédit.

Sommaire du risque de crédit

L'information qui suit présente la valeur comptable brute et la valeur nominale des instruments financiers auxquels s'appliquent les exigences de dépréciation d'IFRS 9 ainsi que la correction de valeur pour PCA connexe.

Au 30 juin 2023, la correction de valeur pour PCA comprenait une somme de 348 M\$ relative aux actifs détenus au coût amorti, un montant de 25 M\$ en lien avec les engagements de prêts et les garanties financières, un montant de 1 M\$ en lien avec les instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et un autre montant de 1 M\$ au titre des contrats de garantie de bonne exécution.

Sommaire des instruments financiers soumis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9*

| | Notes | Au | | | |
|---|-------|--|-------------------------------|--|-------------------------------|
| | | 30 juin 2023 | | 31 déc. 2022 | |
| | | Valeur comptable brute/valeur nominale | Correction de valeur pour PCA | Valeur comptable brute/valeur nominale | Correction de valeur pour PCA |
| | | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ |
| Prêts et avances à des clients au coût amorti | | 74 282 | (326) | 75 180 | (318) |
| – particuliers | | 35 579 | (115) | 36 127 | (102) |
| – grandes sociétés et entreprises | | 38 703 | (211) | 39 053 | (216) |
| Prêts et avances à des banques au coût amorti | | 338 | – | 344 | – |
| Autres actifs financiers évalués au coût amorti | | 23 107 | (22) | 26 783 | (26) |
| – trésorerie et soldes détenus dans la banque centrale | | 4 682 | – | 6 326 | – |
| – effets en cours de compensation auprès d'autres banques | | 10 | – | 9 | – |
| – prises en pension à des fins autres que de transaction | | 4 303 | – | 6 003 | – |
| – placements financiers | | 8 832 | – | 8 361 | – |
| – engagements de clients en contrepartie d'acceptations | | 3 181 | (5) | 3 155 | (8) |
| – autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir | 1 | 2 099 | (17) | 2 929 | (18) |
| Total de la valeur comptable brute, montant constaté au bilan | | 97 727 | (348) | 102 307 | (344) |
| Prêts et autres engagements relatifs au crédit | | 46 383 | (22) | 46 978 | (30) |
| – particuliers | | 8 673 | (1) | 8 797 | (1) |
| – grandes sociétés et entreprises | | 37 710 | (21) | 38 181 | (29) |
| Garanties financières | 2 | 1 839 | (3) | 1 725 | (2) |
| – particuliers | | 7 | – | 7 | – |
| – grandes sociétés et entreprises | | 1 832 | (3) | 1 718 | (2) |
| Total de la valeur nominale, montant hors bilan | 3 | 48 222 | (25) | 48 703 | (32) |
| | | | | | |
| | | Juste valeur | Correction de valeur pour PCA | Juste valeur | Correction de valeur pour PCA |
| | | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ |
| Instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | 4 | 14 207 | (1) | 15 024 | (1) |

1 N'incluent que les instruments financiers qui sont assujettis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9. Les autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir, tels qu'ils sont présentés au bilan consolidé, comprennent tant les actifs financiers que les actifs non financiers.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

3 Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

4 Les instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global continuent d'être évalués à la juste valeur, la correction de valeur pour PCA étant traitée en tant qu'élément pour mémoire. La variation des PCA est comptabilisée dans l'état du résultat net en tant que variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit.

Le tableau qui suit donne un aperçu du risque de crédit de la banque, par stade et par secteur, ainsi que de la couverture des PCA associée. Les actifs financiers comptabilisés pour chaque stade sont assortis des caractéristiques suivantes :

Stade 1 : non dépréciés, sans hausse significative du risque de crédit et pour lesquels une correction de valeur pour PCA sur 12 mois est comptabilisée.

Stade 2 : hausse significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Stade 3 : indications objectives de dépréciation, par conséquent, considérés comme en défaillance ou autrement dépréciés et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Sommaire du risque de crédit (compte non tenu des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) par stade et couverture des PCA*

| | Valeur comptable brute/valeur nominale ¹ | | | | Correction de valeur pour PCA | | | | % de couverture des PCA | | | |
|---|---|---------------|------------|----------------|-------------------------------|--------------|--------------|--------------|-------------------------|------------|-------------|------------|
| | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 | Total | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 | Total | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 | Total |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | % | % | % | % |
| Prêts et avances à des clients au coût amorti | 60 989 | 12 868 | 425 | 74 282 | (52) | (147) | (127) | (326) | 0,1 | 1,1 | 29,9 | 0,4 |
| – particuliers | 30 618 | 4 819 | 142 | 35 579 | (11) | (85) | (19) | (115) | – | 1,8 | 13,4 | 0,3 |
| – grandes sociétés et entreprises | 30 371 | 8 049 | 283 | 38 703 | (41) | (62) | (108) | (211) | 0,1 | 0,8 | 38,2 | 0,5 |
| Prêts et avances à des banques au coût amorti | 338 | – | – | 338 | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Autres actifs financiers évalués au coût amorti | 22 866 | 223 | 18 | 23 107 | (3) | (1) | (18) | (22) | – | 0,4 | 100,0 | 0,1 |
| Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit | 41 868 | 4 370 | 145 | 46 383 | (11) | (10) | (1) | (22) | – | 0,2 | 0,7 | – |
| – particuliers | 8 481 | 154 | 38 | 8 673 | (1) | – | – | (1) | – | – | – | – |
| – grandes sociétés et entreprises | 33 387 | 4 216 | 107 | 37 710 | (10) | (10) | (1) | (21) | – | 0,2 | 0,9 | 0,1 |
| Garanties financières ² | 1 740 | 74 | 25 | 1 839 | (1) | (1) | (1) | (3) | 0,1 | 1,4 | 4,0 | 0,2 |
| – particuliers | 7 | – | – | 7 | – | – | – | – | – | – | – | – |
| – grandes sociétés et entreprises | 1 733 | 74 | 25 | 1 832 | (1) | (1) | (1) | (3) | 0,1 | 1,4 | 4,0 | 0,2 |
| Au 30 juin 2023 | 127 801 | 17 535 | 613 | 145 949 | (67) | (159) | (147) | (373) | 0,1 | 0,9 | 24,0 | 0,3 |

| | Valeur comptable brute/valeur nominale ¹ | | | | Correction de valeur pour PCA | | | | % de couverture des PCA | | | |
|---|---|---------------|------------|----------------|-------------------------------|--------------|--------------|--------------|-------------------------|------------|-------------|------------|
| | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 | Total | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 | Total | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 | Total |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | % | % | % | % |
| Prêts et avances à des clients au coût amorti | 60 549 | 14 254 | 377 | 75 180 | (48) | (169) | (101) | (318) | 0,1 | 1,2 | 26,8 | 0,4 |
| – particuliers | 33 367 | 2 628 | 132 | 36 127 | (12) | (71) | (19) | (102) | – | 2,7 | 14,4 | 0,3 |
| – grandes sociétés et entreprises | 27 182 | 11 626 | 245 | 39 053 | (36) | (98) | (82) | (216) | 0,1 | 0,8 | 33,5 | 0,6 |
| Prêts et avances à des banques au coût amorti | 344 | – | – | 344 | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Autres actifs financiers évalués au coût amorti | 26 205 | 561 | 17 | 26 783 | (3) | (6) | (17) | (26) | – | 1,1 | 100,0 | 0,1 |
| Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit | 40 482 | 6 374 | 122 | 46 978 | (10) | (20) | – | (30) | – | 0,3 | – | 0,1 |
| – particuliers | 8 600 | 156 | 41 | 8 797 | (1) | – | – | (1) | – | – | – | – |
| – grandes sociétés et entreprises | 31 882 | 6 218 | 81 | 38 181 | (9) | (20) | – | (29) | – | 0,3 | – | 0,1 |
| Garanties financières ² | 1 576 | 117 | 32 | 1 725 | (1) | (1) | – | (2) | 0,1 | 0,9 | – | 0,1 |
| – particuliers | 7 | – | – | 7 | – | – | – | – | – | – | – | – |
| – grandes sociétés et entreprises | 1 569 | 117 | 32 | 1 718 | (1) | (1) | – | (2) | 0,1 | 0,9 | – | 0,1 |
| Au 31 déc. 2022 | 129 156 | 21 306 | 548 | 151 010 | (62) | (196) | (118) | (376) | – | 0,9 | 21,5 | 0,2 |

1 Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.
2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA*

Au deuxième trimestre de 2023, les corrections de valeur pour PCA demeurent soumises à la grande incertitude relative aux prévisions des scénarios économiques.

En raison de ces incertitudes, les jugements et estimations de la direction demeurent axés sur la prudence, et ce, tant en ce qui concerne la sélection et la pondération des scénarios économiques que le recours à des ajustements subjectifs de la direction, lesquels reflètent la façon dont les conditions économiques interagissent avec les résultats modélisés et sont décrits plus en détail ci-dessous.

La constatation et l'évaluation des PCA exigent de poser des jugements importants et d'effectuer de nombreuses estimations. Nous élaborons divers scénarios économiques en nous appuyant sur des prévisions économiques, nous appliquons les hypothèses ainsi formulées aux modèles portant sur le risque de

crédit afin d'estimer les pertes de crédit futures et nous en pondérons les résultats sur une base probabiliste afin d'en arriver à une estimation objective des PCA.

Méthodologie

Au cours du deuxième trimestre, quatre scénarios portant sur l'économie ont été utilisés pour rendre le contexte économique actuel et pour exprimer la vision de la direction quant à l'éventail des résultats possibles.

Trois des quatre scénarios standards ont été élaborés en fonction de prévisions consensuelles : un scénario central qui représente des prévisions de base; et deux scénarios périphériques qui reflètent les écarts à tendance optimiste et les écarts à tendance pessimiste par rapport au scénario central. Le quatrième scénario, soit le deuxième scénario pessimiste, illustre l'opinion de la direction quant aux risques les plus importants.

Description des scénarios économiques

Les hypothèses économiques décrites dans la présente section ont été formulées par la banque en fonction de prévisions externes établies expressément aux fins du calcul des PCA.

Dans le scénario central, les prévisions économiques se sont améliorées, selon les données sur la production et la consommation du T1, lesquelles ont été meilleures que prévu. Au Canada, le PIB et l'emploi ont été résilients face à la hausse de l'inflation et des taux d'intérêt. La croissance plus solide que prévu signifie que l'inflation a diminué à un rythme moins rapide qu'attendu, quoique l'on est d'avis que les taux d'intérêt s'approchent de leur sommet.

Les scénarios optimiste et pessimiste sont établis de manière à tenir compte de la cristallisation éventuelle de nombreux risques macrofinanciers importants. La hausse de l'inflation, le resserrement de la politique monétaire et des conditions financières et l'intensification des risques géopolitiques entraînent des risques de dégradation importants des perspectives. Selon le scénario optimiste, une baisse rapide de l'inflation, une réduction des taux d'intérêt et une collaboration plus importante entre les États-Unis et la Chine en ce qui concerne le commerce et l'investissement permettraient une croissance économique plus rapide.

Les quatre scénarios qui ont servi à calculer les PCA au 30 juin 2023 sont les suivants :

- Le scénario central consensuel : Selon ce scénario, il y a une hausse modérée du PIB en 2023 par rapport à 2022, l'inflation a déjà atteint son sommet et diminue graduellement au cours de 2023. Les conditions de crédit sont serrées, mais la croissance du crédit demeure positive, malgré le resserrement de la politique monétaire et la faible demande de crédit des ménages et des entreprises. Les prévisions de croissance s'améliorent dans les années à venir.

- Le scénario optimiste consensuel : Aux termes de ce scénario, l'activité économique à court terme est plus forte que celle prévue dans le scénario central consensuel. Ainsi, la croissance s'accélère, l'inflation chute à un rythme plus rapide, l'emploi se replie davantage et les marchés des capitaux ainsi que les prix des logements enregistrent des hausses plus solides que dans le scénario central.
- Le scénario pessimiste consensuel : Dans ce scénario, l'activité économique est plus faible que dans le scénario central, en raison de l'inflation et des taux d'intérêt supérieurs à ceux du scénario central, ce qui entraîne une récession mondiale modérée. Selon ce scénario, le PIB se contracte, le chômage est en hausse et les marchés des capitaux et les prix des logements affichent un recul.
- Le deuxième scénario pessimiste : Ce scénario prévoit une récession mondiale sévère et reflète l'opinion de la direction quant à la queue de la distribution du risque économique. Il tient compte de la cristallisation simultanée d'un certain nombre de risques, y compris l'intensification des tensions géopolitiques, ce qui entraîne d'autres perturbations des chaînes d'approvisionnement. Cette situation crée une pression à la hausse additionnelle sur l'inflation, incitant les banques centrales à maintenir les taux d'intérêt à un niveau plus élevé que celui du scénario central. Toutefois, par la suite, la demande diminue de façon marquée et le taux de chômage augmente avant que les pressions inflationnistes s'estompent.

Le tableau ci-après indique les principales variables macroéconomiques et les probabilités attribuées aux scénarios économiques consensuels ainsi qu'aux scénarios supplémentaires.

Projections macroéconomiques^{1, 2}

| | Scénario central | Scénario optimiste consensuel | | Scénario pessimiste consensuel | | | Deuxième scénario pessimiste | | |
|--|----------------------|-------------------------------|---------------------|--------------------------------|-----------------|--|------------------------------|-----------------|--|
| | Moyenne quinquennale | Moyenne quinquennale | Meilleurs résultats | Moyenne quinquennale | Pires résultats | | Moyenne quinquennale | Pires résultats | |
| 30 juin 2023 | | | | | | | | | |
| Croissance du PIB (%) | 1,7 | 2,8 | 4,4 (T3 24) | 0,7 | (3,4) (T1 24) | | 0,5 | (5,4) (T2 24) | |
| Taux de chômage (%) | 5,9 | 5,5 | 5,1 (T2 25) | 6,5 | 7,5 (T1 24) | | 9,7 | 12,2 (T4 24) | |
| Indice de prix des logements (%) | (0,1) | 1,8 | 5,0 (T2 25) | (2,9) | (16,9) (T1 24) | | (6,2) | (39,4) (T2 24) | |
| Prix du pétrole Brent (\$ US le baril) | 68,9 | 63,1 | 68,6 (T3 23) | 72,9 | 71,7 (T2 25) | | 61,3 | 46,4 (T3 24) | |
| Taux d'inflation | 2,2 | 2,0 | 1,0 (T3 24) | 2,2 | 3,9 (T1 24) | | 2,0 | 5,0 (T4 23) | |
| Probabilité (%) | 75 | 5 | | 15 | | | 5 | | |
| 31 décembre 2022 | | | | | | | | | |
| Croissance du PIB (%) | 1,6 | 2,7 | 4,3 (T3 24) | 0,3 | (3,9) (T4 23) | | (0,2) | (5,9) (T4 23) | |
| Taux de chômage (%) | 5,9 | 5,7 | 5,2 (T3 24) | 6,5 | 7,6 (T3 23) | | 9,4 | 11,6 (T2 24) | |
| Indice de prix des logements (%) | (1,1) | 0,7 | 4,9 (T2 24) | (3,5) | (23,8) (T2 23) | | (6,0) | (36,3) (T4 23) | |
| Prix du pétrole Brent (\$ US le baril) | 77,2 | 70,7 | 85,7 (T1 23) | 87,6 | 85,1 (T4 24) | | 67,2 | 54,1 (T3 24) | |
| Taux d'inflation | 2,4 | 2,2 | 1,0 (T1 24) | 2,4 | 6,0 (T1 23) | | 2,2 | 6,5 (T1 23) | |
| Probabilité (%) | 70 | 5 | | 15 | | | 10 | | |

1 Les projections macroéconomiques au 30 juin 2023 sont fondées sur les moyennes de la période allant du T3 2023 au T2 2028 (moyennes de la période allant du T1 2023 au T4 2027 au 31 décembre 2022).

2 Les pires ou les meilleurs résultats renvoient au trimestre où le creux ou le sommet de la variable concernée est enregistré, pour les deux premières années du scénario.

Probabilités attribuées dans les scénarios

Les pondérations attribuées aux scénarios au 30 juin 2023 sont semblables à celles du premier trimestre de l'exercice, une pondération combinée de 80 % (75 % au 31 décembre 2022) ayant été attribuée aux scénarios central et optimiste consensuels et une pondération combinée de 20 % (25 % au 31 décembre 2022) ayant été attribuée aux scénarios pessimistes.

Ajustements subjectifs de la direction

Dans le cadre d'IFRS 9, les ajustements subjectifs apportés par la direction constituent des hausses ou des baisses à court terme des PCA, au niveau des clients ou des portefeuilles, de sorte à tenir compte de récents événements majeurs, des lacunes des modèles et des jugements des spécialistes du crédit durant l'examen et la critique des modèles par la direction.

Ces ajustements comprennent l'amélioration des données d'entrée, et l'utilisation des résultats des modèles ajustés selon le jugement de la direction et d'analyses quantitatives plus détaillées afin de définir les répercussions qu'il est difficile de modéliser.

Au 30 juin 2023, la direction avait posé des jugements subjectifs afin de refléter la dynamique du risque de crédit non prise en compte dans nos modèles. Les facteurs exigeant des ajustements subjectifs de la part de la direction continuent d'évoluer en phase avec la conjoncture économique.

Lorsque les perspectives macroéconomiques et celles concernant les risques liés aux portefeuilles s'améliorent sans cesse, comme en font foi de faibles taux de défaillance, les ajustements apportés dans le but de refléter l'accroissement prévu des risques sont retranchés ou réduits.

Par contre, d'autres ajustements sont augmentés si aucune amélioration des perspectives quant aux risques des portefeuilles n'est attendue ou si les résultats modélisés se révèlent trop sensibles, vu la légère dégradation des portefeuilles sous-jacents observée durant la présente pandémie, ou s'il appert que les risques propres à un secteur n'ont pas été adéquatement évalués.

Nous avons instauré des mesures de gouvernance interne afin de surveiller régulièrement les ajustements subjectifs de la direction

et, lorsque cela est possible, de réduire le recours à ceux-ci par voie du recalibrage ou de la refonte des modèles, au fil du temps, selon ce qui convient.

Les ajustements subjectifs que la direction a apportés afin d'estimer les PCA présentées au 30 juin 2023 sont indiqués dans le tableau suivant.

Ajustements subjectifs de la direction aux PCA¹

| | Prêts de détail M\$ | Prêts de gros M\$ | Total M\$ |
|--|------------------------|----------------------|--------------|
| Ajustements selon des spécialistes du crédit et ajustements des modèles | 27 | 28 | 55 |
| Ajustements au titre des données économiques prospectives et de récents événements majeurs | 45 | — | 45 |
| 30 juin 2023 | 72 | 28 | 100 |
| Ajustements selon des spécialistes du crédit et ajustements des modèles | 16 | 35 | 51 |
| Ajustements au titre des données économiques prospectives et de récents événements majeurs | 42 | — | 42 |
| 31 décembre 2022 | 58 | 35 | 93 |

1 Les ajustements subjectifs de la direction présentés dans ce tableau reflètent des hausses des PCA.

Si la direction juge qu'il se peut que des ajustements aux PCA soient nécessaires, elle les apporte selon la répartition des expositions en fonction des stades. De plus, dans la mesure où les ajustements sont motivés par des changements dans l'appréciation du risque de crédit ou y sont imputables, la direction tient compte du stade approprié que ce soit pour un prêt individuel lorsque cela est possible ou pour un ensemble de prêts dans un secteur si cela se révèle nécessaire.

Lorsque nous procédons à de tels ajustements, nous évaluons si le risque de crédit a changé fortement ou non. Advenant, que pour un compte ou un portefeuille, un changement important du risque de crédit est décelé, nous transférons les prêts concernés entre les stades 1 et 2 selon que le changement est positif ou négatif en regard du modèle. L'ajustement correspondant aux PCA est fondé sur la répartition des stades dans le portefeuille, les prêts de

stade 1 étant mesurés en fonction des PCA sur 12 mois, alors que ceux de stade 2 le sont d'après les PCA sur leur durée de vie.

Analyse de sensibilité des scénarios économiques liés aux estimations des PCA

La direction a évalué la sensibilité des résultats des PCA à la lumière des prévisions économiques et en a tenu compte dans le processus de gouvernance des PCA en recalculant celles-ci selon chacun des scénarios indiqués ci-dessus pour quelques portefeuilles, en attribuant une pondération de 100 % à chacun de ces scénarios à tour de rôle. La pondération est prise en compte pour déterminer s'il y a une augmentation significative du risque de crédit ainsi que pour évaluer les PCA en résultant.

Les PCA calculées pour les scénarios optimiste et pessimiste ne doivent pas être considérées comme représentatives des pertes de crédit minimales et maximales qui pourraient réellement être subies, et il est possible que les résultats réels diffèrent considérablement des scénarios présentés dans l'analyse de sensibilité des PCA. L'incidence des défaillances qui pourraient survenir dans l'avenir aux termes de scénarios économiques différents est prise en compte en recalculant les PCA liées aux prêts de stades 1 et 2 à la date du bilan. Le groupe de prêts de stade 3 (en défaillance) à cette date demeure le même aux fins de ces calculs de la sensibilité. Les PCA liées aux prêts de stade 3 ne sont sensibles à des changements de prévisions économiques que si la perte en cas de défaillance d'un portefeuille donné l'est également. L'analyse de sensibilité des portefeuilles de prêts de gros et de ceux de détail pour chaque scénario tient compte des ajustements subjectifs de la direction, selon ce qui convient.

Dans le cas des expositions au risque de crédit de gros, l'analyse de sensibilité exclut les PCA et les instruments financiers associés aux débiteurs en situation de défaut étant donné que la mesure des PCA est relativement plus sensible aux facteurs de crédit propres à un débiteur qu'aux scénarios économiques futurs et qu'il est impossible d'isoler l'incidence des facteurs macroéconomiques dans le cadre d'évaluations individuelles.

Dans le cas des expositions au risque de crédit de détail, l'analyse de sensibilité inclut les PCA liées aux prêts et avances à des clients en situation de défaut étant donné que les PCA des portefeuilles de prêts hypothécaires garantis, ce qui inclut les prêts de tout stade, sont sensibles aux variables macroéconomiques.

Analyse des portefeuilles de prêts de gros

Les portefeuilles ci-dessous ont été sélectionnés en fonction de leur apport aux PCA et de leur sensibilité aux facteurs macroéconomiques.

Sensibilité des PCA à la conjoncture économique future (IFRS 9)¹

| PCA associées aux instruments financiers exposés à une incertitude importante relative à l'évaluation ² | 30 juin 2023 M\$ | 31 déc. 2022 M\$ |
|--|---------------------|---------------------|
| PCA présentées | 128 | 171 |
| Scénario central consensuel – 100 % | 100 | 108 |
| Scénario optimiste consensuel – 100 % | 68 | 82 |
| Scénario pessimiste consensuel – 100 % | 173 | 201 |
| Deuxième scénario pessimiste – 100 % | 735 | 787 |
| Valeur comptable brute/valeur nominale ³ | 111 290 | 114 583 |

- 1 Exclut les PCA et les instruments financiers en lien avec des débiteurs en situation de défaut étant donné que le calcul des PCA est relativement plus sensible aux facteurs de crédit propres à un débiteur qu'aux scénarios économiques futurs.
- 2 Inclut les instruments financiers hors bilan exposés à une incertitude importante relative à l'évaluation.
- 3 Inclut les instruments financiers présentant un faible risque de crédit, tels les instruments d'emprunt à la JVAERG, lesquels ont une valeur comptable élevée, mais de faibles PCA aux termes de tous ces scénarios.

Analyse des portefeuilles de prêts de détail

Les expositions modélisées au moyen de l'approche réservée aux petits portefeuilles ont été exclues de l'analyse de sensibilité.

Sensibilité des PCA à la conjoncture économique future (IFRS 9)¹

| PCA associées aux prêts et avances à des clients ² | 30 juin 2023 M\$ | 31 déc. 2022 M\$ |
|---|---------------------|---------------------|
| PCA présentées | 109 | 96 |
| Scénario central consensuel – 100 % | 104 | 92 |
| Scénario optimiste consensuel – 100 % | 98 | 87 |
| Scénario pessimiste consensuel – 100 % | 120 | 100 |
| Deuxième scénario pessimiste – 100 % | 203 | 142 |
| Valeur comptable brute | 35 759 | 36 429 |

- 1 La sensibilité des PCA ne tient pas compte des portefeuilles pour lesquels les méthodes de modélisation sont moins complexes.
- 2 La sensibilité des PCA ne tient compte que des instruments financiers figurant au bilan et auxquels s'appliquent les dispositions d'IFRS 9 relatives à la dépréciation.

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

| | Note | Trimestre clos le | | | | | | | | |
|--|------|-------------------|------------|------------|------------|--------------|-------------|-----------|-----------|--|
| | | 30 juin 2023 | | | | 30 juin 2022 | | | | |
| | | Non douteux | | Douteux | | Total | Non douteux | | Douteux | |
| | | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 | Stade 1 | | Stade 2 | Stade 3 | Total | |
| | | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | |
| Solde à l'ouverture de la période | | 64 | 188 | 95 | 347 | 67 | 114 | 141 | 322 | |
| Transferts d'instruments financiers | 2 | 46 | (46) | — | — | 20 | (19) | (1) | — | |
| – transferts du stade 1 au stade 2 | | (3) | 3 | — | — | (3) | 3 | — | — | |
| – transferts du stade 2 au stade 1 | | 48 | (48) | — | — | 22 | (22) | — | — | |
| – transferts vers le stade 3 | | — | (2) | 2 | — | — | (1) | 1 | — | |
| – transferts hors du stade 3 | | 1 | 1 | (2) | — | 1 | 1 | (2) | — | |
| Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre | 2 | (14) | 4 | — | (10) | (11) | 4 | — | (7) | |
| Nouveaux actifs financiers créés ou acquis | | 4 | — | — | 4 | 7 | — | — | 7 | |
| Variations des paramètres de risque | | (35) | 17 | 50 | 32 | (32) | 54 | 67 | 89 | |
| Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux) | | (1) | (4) | — | (5) | (1) | (4) | — | (5) | |
| Actifs sortis du bilan | | — | — | (15) | (15) | — | — | (126) | (126) | |
| Change | | — | (1) | (1) | (2) | 1 | 1 | 1 | 3 | |
| Solde à la clôture de la période | | 64 | 158 | 129 | 351 | 51 | 150 | 82 | 283 | |
| Charge/(reprise) au titre des PCA de la période | | (46) | 17 | 50 | 21 | (37) | 54 | 67 | 84 | |
| Reprises sur pertes de valeur | | — | — | (1) | (1) | — | — | (3) | (3) | |
| Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période | | (46) | 17 | 49 | 20 | (37) | 54 | 64 | 81 | |

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

² Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

| | Note | Semestre clos le | | | | | | | | |
|--|------|------------------|------------|------------|------------|--------------|-------------|-----------|-----------|--|
| | | 30 juin 2023 | | | | 30 juin 2022 | | | | |
| | | Non douteux | | Douteux | | Total | Non douteux | | Douteux | |
| | | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 | Stade 1 | | Stade 2 | Stade 3 | Total | |
| | | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | |
| Solde à l'ouverture de la période | | 59 | 190 | 101 | 350 | 78 | 163 | 128 | 369 | |
| Transferts d'instruments financiers | 2 | 87 | (86) | (1) | — | 47 | (67) | 20 | — | |
| – transferts du stade 1 au stade 2 | | (6) | 6 | — | — | (5) | 5 | — | — | |
| – transferts du stade 2 au stade 1 | | 91 | (91) | — | — | 50 | (50) | — | — | |
| – transferts vers le stade 3 | | — | (5) | 5 | — | — | (26) | 26 | — | |
| – transferts hors du stade 3 | | 2 | 4 | (6) | — | 2 | 4 | (6) | — | |
| Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre | 2 | (25) | 10 | — | (15) | (29) | 7 | — | (22) | |
| Nouveaux actifs financiers créés ou acquis | | 9 | — | — | 9 | 11 | — | — | 11 | |
| Variations des paramètres de risque | | (64) | 56 | 54 | 46 | (54) | 57 | 64 | 67 | |
| Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux) | | (2) | (11) | (2) | (15) | (2) | (10) | (1) | (13) | |
| Actifs sortis du bilan | | — | — | (22) | (22) | — | — | (130) | (130) | |
| Change | | — | (1) | (1) | (2) | — | — | 1 | 1 | |
| Solde à la clôture de la période | | 64 | 158 | 129 | 351 | 51 | 150 | 82 | 283 | |
| Charge/(reprise) au titre des PCA de la période | | (82) | 55 | 52 | 25 | (74) | 54 | 63 | 43 | |
| Reprises sur pertes de valeur | | — | — | (3) | (3) | — | — | (4) | (4) | |
| Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période | | (82) | 55 | 49 | 22 | (74) | 54 | 59 | 39 | |

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

² Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

| | Au 30 juin 2023 | Semestre clos le 30 juin 2023 | Au 30 juin 2022 | Semestre clos le 30 juin 2022 |
|---|--|--|---|-----------------------------------|
| | Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes de crédit | Charge/(reprise) au titre des PCA | Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes de crédit | Charge/(reprise) au titre des PCA |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ |
| Tel qu'indiqué précédemment | 351 | 22 | 283 | 39 |
| Autres actifs financiers évalués au coût amorti | 22 | (7) | 25 | 1 |
| Contrats de garantie de bonne exécution | 1 | — | 7 | — |
| Instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | 1 | — | — | — |
| Total de la correction de valeur pour PCA/Total de la charge comptabilisée à l'état du résultat net au titre des PCA pour la période | 375 | 15 | 315 | 40 |

Qualité de crédit des instruments financiers*

Nous évaluons la qualité de crédit de tous les instruments financiers qui sont exposés au risque de crédit. La qualité de crédit des instruments financiers reflète une évaluation à un moment précis de leur probabilité de défaillance, alors que les stades 1 et 2 selon IFRS 9 sont déterminés en fonction de la détérioration relative de la qualité de crédit depuis la constatation initiale.

Par conséquent, en ce qui concerne les instruments financiers non douteux, il n'existe aucun lien direct entre l'évaluation de la qualité de crédit et les stades 1 et 2 selon IFRS 9 même si, typiquement, la proportion des fourchettes inférieures de la qualité de crédit est plus importante au stade 2.

Définitions servant au classement selon la qualité

- Les prêts de la catégorie « excellente » sont associés à une grande capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à une probabilité de défaillance négligeable ou faible et/ou de faibles niveaux de pertes prévues.
- Les prêts de la catégorie « bonne » doivent faire l'objet d'une surveillance un peu plus étroite et sont associés à une bonne capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à un faible risque de défaillance.
- Les prêts de la catégorie « satisfaisante » doivent faire l'objet d'une surveillance plus étroite, les emprunteurs étant en mesure ou assez en mesure de respecter leurs engagements financiers, et sont associés à un risque de défaillance modéré.
- Les prêts de la catégorie « faible » exigent une attention soutenue, à divers degrés, et sont associés à un risque de défaillance plus inquiétant.
- Les prêts de la catégorie « douteuse » sont jugés comme douteux.

Les cinq catégories de classement de la qualité définies ci-dessus englobent toutes une fourchette de notations de crédit internes détaillées qui ont été attribuées aux activités d'octroi de prêts de gros et de prêts personnels ainsi que des notations externes qui ont été accordées par des agences externes aux titres de créance.

La qualité de crédit des prêts personnels est présentée en fonction d'une probabilité de défaillance sur 12 mois établie à un moment précis et au moyen de pondérations probabilistes. La qualité de crédit des prêts de gros est fondée sur des notations internes du risque de crédit.

Classement selon la qualité de crédit

| Classement selon la qualité | Titres de créance et autres lettres de change | | Prêts de gros | | Prêts personnels | |
|-----------------------------|---|------------------|---|--------------------|---|--|
| | Notation externe | Notation interne | Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle (%) | Notation interne | Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle et des pondérations probabilistes (%) | |
| Excellente | A- et supérieure | CRR1 à CRR2 | 0,000-0,169 | Fourchettes 1 et 2 | 0,000-0,500 | |
| Bonne | BBB+ à BBB- | CRR3 | 0,170-0,740 | Fourchette 3 | 0,501-1,500 | |
| Satisfaisante | BB+ à B et non noté | CRR4 à CRR5 | 0,741-4,914 | Fourchettes 4 et 5 | 1,501-20,000 | |
| Faible | B- à C | CRR6 à CRR8 | 4,915-99,999 | Fourchette 6 | 20,001-99,999 | |
| Douteuse | Défaillance | CRR9 à CRR10 | 100,000 | Fourchette 7 | 100,000 | |

Rapport de gestion

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers*

| | Valeur comptable brute/valeur nominale | | | | | | Correction de valeur pour PCA M\$ | Valeur nette M\$ |
|--|--|---------------|----------------------|---------------|-----------------|----------------|--------------------------------------|---------------------|
| | Excellente M\$ | Bonne M\$ | Satisfaisante M\$ | Faible M\$ | Douteuse M\$ | Total M\$ | | |
| Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹ | 14 848 | — | — | — | — | 14 848 | (1) | 14 847 |
| – stade 1 | 14 848 | — | — | — | — | 14 848 | (1) | 14 847 |
| – stade 2 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| – stade 3 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Prêts et avances à des clients au coût amorti | 35 282 | 20 381 | 16 285 | 1 910 | 424 | 74 282 | (326) | 73 956 |
| – stade 1 | 35 188 | 17 154 | 8 433 | 214 | — | 60 989 | (52) | 60 937 |
| – stade 2 | 94 | 3 227 | 7 852 | 1 695 | — | 12 868 | (147) | 12 721 |
| – stade 3 | — | — | — | 1 | 424 | 425 | (127) | 298 |
| Prêts et avances à des banques au coût amorti | 329 | 8 | 1 | — | — | 338 | — | 338 |
| – stade 1 | 329 | 8 | 1 | — | — | 338 | — | 338 |
| – stade 2 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| – stade 3 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Autres actifs financiers au coût amorti | 19 922 | 2 095 | 1 029 | 43 | 18 | 23 107 | (22) | 23 085 |
| – stade 1 | 19 922 | 2 061 | 881 | 2 | — | 22 866 | (3) | 22 863 |
| – stade 2 | — | 34 | 148 | 41 | — | 223 | (1) | 222 |
| – stade 3 | — | — | — | — | 18 | 18 | (18) | — |
| Total de la valeur comptable brute figurant au bilan | 70 381 | 22 484 | 17 315 | 1 953 | 442 | 112 575 | (349) | 112 226 |
| Cote de qualité de crédit en pourcentage du total | 62,5 % | 20,0 % | 15,4 % | 1,7 % | 0,4 % | 100,0 % | | |
| Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit | 18 490 | 17 796 | 9 337 | 615 | 145 | 46 383 | (22) | 46 361 |
| – stade 1 | 18 400 | 16 223 | 7 098 | 147 | — | 41 868 | (11) | 41 857 |
| – stade 2 | 90 | 1 573 | 2 239 | 468 | — | 4 370 | (10) | 4 360 |
| – stade 3 | — | — | — | — | 145 | 145 | (1) | 144 |
| Garanties financières ² | 830 | 385 | 564 | 35 | 25 | 1 839 | (3) | 1 836 |
| – stade 1 | 830 | 382 | 522 | 6 | — | 1 740 | (1) | 1 739 |
| – stade 2 | — | 3 | 42 | 29 | — | 74 | (1) | 73 |
| – stade 3 | — | — | — | — | 25 | 25 | (1) | 24 |
| Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan | 19 320 | 18 181 | 9 901 | 650 | 170 | 48 222 | (25) | 48 197 |
| Au 30 juin 2023 | 89 701 | 40 665 | 27 216 | 2 603 | 612 | 160 797 | (374) | 160 423 |

¹ Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments d'emprunt évalués à la JVAERG présentés ci-dessus ne correspondra pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

² Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers (suite)*

| | Valeur comptable brute/valeur nominale | | | | | | Correction de valeur pour PCA | Valeur nette |
|--|--|--------|---------------|--------|----------|---------|-------------------------------|--------------|
| | Excellente | Bonne | Satisfaisante | Faible | Douteuse | Total | | |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ |
| Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹ | 15 772 | — | — | — | — | 15 772 | (1) | 15 771 |
| – stade 1 | 15 772 | — | — | — | — | 15 772 | (1) | 15 771 |
| – stade 2 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| – stade 3 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Prêts et avances à des clients au coût amorti | 37 518 | 19 617 | 14 759 | 2 909 | 377 | 75 180 | (318) | 74 862 |
| – stade 1 | 37 468 | 15 385 | 7 550 | 146 | — | 60 549 | (48) | 60 501 |
| – stade 2 | 50 | 4 232 | 7 209 | 2 763 | — | 14 254 | (169) | 14 085 |
| – stade 3 | — | — | — | — | 377 | 377 | (101) | 276 |
| Prêts et avances à des banques au coût amorti | 335 | 6 | 3 | — | — | 344 | — | 344 |
| – stade 1 | 335 | 6 | 3 | — | — | 344 | — | 344 |
| – stade 2 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| – stade 3 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Autres actifs financiers au coût amorti | 23 397 | 2 076 | 1 253 | 40 | 17 | 26 783 | (26) | 26 757 |
| – stade 1 | 23 397 | 1 787 | 1 017 | 4 | — | 26 205 | (3) | 26 202 |
| – stade 2 | — | 289 | 236 | 36 | — | 561 | (6) | 555 |
| – stade 3 | — | — | — | — | 17 | 17 | (17) | — |
| Total de la valeur comptable brute figurant au bilan | 77 022 | 21 699 | 16 015 | 2 949 | 394 | 118 079 | (345) | 117 734 |
| Cote de qualité de crédit en pourcentage du total | 65,2 % | 18,4 % | 13,6 % | 2,5 % | 0,3 % | 100,0 % | | |
| Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit | 18 781 | 19 453 | 7 976 | 646 | 122 | 46 978 | (30) | 46 948 |
| – stade 1 | 18 725 | 16 289 | 5 418 | 50 | — | 40 482 | (10) | 40 472 |
| – stade 2 | 56 | 3 164 | 2 558 | 596 | — | 6 374 | (20) | 6 354 |
| – stade 3 | — | — | — | — | 122 | 122 | — | 122 |
| Garanties financières ² | 988 | 384 | 280 | 41 | 32 | 1 725 | (2) | 1 723 |
| – stade 1 | 988 | 380 | 206 | 2 | — | 1 576 | (1) | 1 575 |
| – stade 2 | — | 4 | 74 | 39 | — | 117 | (1) | 116 |
| – stade 3 | — | — | — | — | 32 | 32 | — | 32 |
| Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan | 19 769 | 19 837 | 8 256 | 687 | 154 | 48 703 | (32) | 48 671 |
| Au 31 déc. 2022 | 96 791 | 41 536 | 24 271 | 3 636 | 548 | 166 782 | (377) | 166 405 |

¹ Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments d'emprunt évalués à la JVAERG présentés ci-dessus ne correspondra pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

² Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Rapport de gestion

Prêts de gros

Total des prêts de gros – Prêts et avances à des clients au coût amorti

| | Au | | | |
|---|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|
| | 30 juin 2023 | | 31 déc. 2022 | |
| | Valeur comptable brute M\$ | Correction de valeur pour PCA M\$ | Valeur comptable brute M\$ | Correction de valeur pour PCA M\$ |
| Notes | | | | |
| Grandes sociétés et entreprises | | | | |
| – agriculture, foresterie et pêches | 822 | (2) | 954 | (3) |
| – extraction minière et exploitation de carrières ¹ | 1 636 | (15) | 1 677 | (19) |
| – fabrication | 6 746 | (51) | 6 835 | (38) |
| – électricité, gaz, vapeur et air conditionné | 244 | (4) | 255 | (7) |
| – aqueduc, égouts, gestion des déchets et remise en état | 118 | – | 109 | (1) |
| – construction | 1 092 | (6) | 1 024 | (9) |
| – commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes | 6 874 | (59) | 7 116 | (37) |
| – aviation, transport et entreposage | 3 117 | (9) | 2 818 | (15) |
| – hébergement et restauration | 1 729 | (12) | 1 658 | (13) |
| – édition, audiovisuel et diffusion | 815 | (8) | 866 | (6) |
| – immobilier | 10 552 | (22) | 10 723 | (29) |
| – activités professionnelles, scientifiques et techniques | 1 065 | (2) | 976 | (3) |
| – services administratifs et de soutien | 806 | (2) | 727 | (12) |
| – éducation | 131 | – | 113 | (1) |
| – santé et soins | 419 | (13) | 413 | (14) |
| – arts, divertissements et loisirs | 233 | – | 255 | (1) |
| – autres services | 228 | – | 240 | (1) |
| – gouvernement | 42 | – | 35 | – |
| – institutions financières non bancaires | 2 034 | (6) | 2 259 | (7) |
| Total | 38 703 | (211) | 39 053 | (216) |
| Par région | | | | |
| Canada ² | 35 706 | (202) | 36 058 | (206) |
| – Colombie-Britannique | 10 660 | (28) | 10 704 | (28) |
| – Ontario | 13 160 | (93) | 13 541 | (100) |
| – Alberta | 5 052 | (28) | 5 199 | (40) |
| – Québec | 4 749 | (45) | 4 534 | (23) |
| – Saskatchewan et Manitoba | 1 373 | (3) | 1 342 | (12) |
| – Provinces de l'Atlantique | 712 | (5) | 738 | (3) |
| États-Unis d'Amérique | 1 572 | (6) | 1 808 | (8) |
| Autres | 1 425 | (3) | 1 187 | (2) |
| Total | 38 703 | (211) | 39 053 | (216) |

¹ La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées au secteur de l'énergie, lesquelles représentent environ 53 % de la valeur comptable brute et 73 % de la correction de valeur pour PCA au 30 juin 2023 (environ 59 % de la valeur comptable brute et 60 % de la correction de valeur pour PCA au 31 décembre 2022).

² La répartition géographique par province est établie en fonction de l'adresse de la succursale qui a octroyé le prêt et la répartition géographique à l'étranger est fondée sur le pays de constitution.

Prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

| | Note | Trimestre clos le | | | | | | | | |
|--|------|-------------------|-------------|------------|------------|--------------|-------------|---------|---------|--|
| | | 30 juin 2023 | | | | 30 juin 2022 | | | | |
| | | Non douteux | | Douteux | | Total | Non douteux | | Douteux | |
| | | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 | Stade 1 | | Stade 2 | Stade 3 | Total | |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | | |
| Solde à l'ouverture de la période | | 53 | 110 | 76 | 239 | 56 | 67 | 125 | 248 | |
| Transferts d'instruments financiers : | 2 | 33 | (33) | — | — | 1 | (1) | — | — | |
| – transferts du stade 1 au stade 2 | | (2) | 2 | — | — | (3) | 3 | — | — | |
| – transferts du stade 2 au stade 1 | | 35 | (35) | — | — | 4 | (4) | — | — | |
| – transferts vers le stade 3 | | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| – transferts hors du stade 3 | | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre | 2 | (9) | 3 | — | (6) | (2) | 2 | — | — | |
| Nouveaux actifs financiers créés ou acquis | | 3 | — | — | 3 | 6 | — | — | 6 | |
| Variations des paramètres de risque | | (27) | (3) | 46 | 16 | (23) | 34 | 64 | 75 | |
| Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux) | | (1) | (3) | — | (4) | — | (2) | — | (2) | |
| Actifs sortis du bilan | | — | — | (11) | (11) | — | — | (123) | (123) | |
| Change | | — | (1) | (1) | (2) | 1 | 1 | 1 | 3 | |
| Solde à la clôture de la période | | 52 | 73 | 110 | 235 | 39 | 101 | 67 | 207 | |
| Charge/(reprise) au titre des PCA de la période | | (34) | (3) | 46 | 9 | (19) | 34 | 64 | 79 | |
| Reprises sur pertes de valeur | | — | — | — | — | — | — | (1) | (1) | |
| Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période | | (34) | (3) | 46 | 9 | (19) | 34 | 63 | 78 | |

1 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

2 Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

| | Note | Semestre clos le | | | | | | | | |
|--|------|------------------|-------------|------------|------------|--------------|-------------|---------|---------|--|
| | | 30 juin 2023 | | | | 30 juin 2022 | | | | |
| | | Non douteux | | Douteux | | Total | Non douteux | | Douteux | |
| | | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 | Stade 1 | | Stade 2 | Stade 3 | Total | |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | | |
| Solde à l'ouverture de la période | | 46 | 119 | 82 | 247 | 67 | 119 | 106 | 292 | |
| Transferts d'instruments financiers : | 2 | 63 | (64) | 1 | — | 14 | (37) | 23 | — | |
| – transferts du stade 1 au stade 2 | | (4) | 4 | — | — | (4) | 4 | — | — | |
| – transferts du stade 2 au stade 1 | | 67 | (67) | — | — | 18 | (18) | — | — | |
| – transferts vers le stade 3 | | — | (1) | 1 | — | — | (23) | 23 | — | |
| – transferts hors du stade 3 | | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre | 2 | (15) | 5 | — | (10) | (10) | 3 | — | (7) | |
| Nouveaux actifs financiers créés ou acquis | | 7 | — | — | 7 | 9 | — | — | 9 | |
| Variations des paramètres de risque | | (48) | 22 | 44 | 18 | (40) | 22 | 61 | 43 | |
| Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux) | | (1) | (8) | (2) | (11) | (1) | (6) | — | (7) | |
| Actifs sortis du bilan | | — | — | (14) | (14) | — | — | (124) | (124) | |
| Change | | — | (1) | (1) | (2) | — | — | 1 | 1 | |
| Solde à la clôture de la période | | 52 | 73 | 110 | 235 | (28) | (18) | (39) | 207 | |
| Charge/(reprise) au titre des PCA de la période | | (57) | 19 | 42 | 4 | (42) | 19 | 61 | 38 | |
| Reprises sur pertes de valeur | | — | — | — | — | — | — | (1) | (1) | |
| Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période | | (57) | 19 | 42 | 4 | (42) | 19 | 60 | 37 | |

1 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

2 Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Rapport de gestion

En regard de ce qu'elle était au 31 décembre 2022, la correction de valeur pour PCA liées aux prêts de gros a diminué de 12 M\$, ou 5 %, et la variation des PCA au cours du semestre clos le 30 juin 2023 s'est traduite par une charge de 4 M\$ à l'état du résultat net. La charge se rapporte principalement aux nouvelles défaillances sur les prêts non productifs, partiellement compensés par une reprise liée aux prêts productifs en raison d'une amélioration relative des variables macroéconomiques prospectives.

La charge de 4 M\$ au titre des PCA pour le semestre clos le 30 juin 2023, qui est présentée dans le tableau ci-dessus, est constituée d'une charge de 18 M\$ liée aux changements des

paramètres de risque sous-jacents, incluant l'incidence sur la qualité du crédit des instruments financiers transférés d'un stade à l'autre, compensée par une reprise de 10 M\$ associée à l'incidence des transferts entre les stades sur la réévaluation nette et une reprise de 4 M\$ liée aux fluctuations nettes sous-jacentes des volumes.

Le total de la couverture des PCA liées aux prêts et avances à des clients des services aux grandes sociétés et entreprises se situait à 0,5 % au 30 juin 2023, ce qui représente une baisse de 0,1 point de pourcentage comparativement à celui au 31 décembre 2022.

Prêts personnels

Total des prêts personnels - Prêts et avances à des clients au coût amorti

| | Au | | | |
|--|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|
| | 30 juin 2023 | | 31 déc. 2022 | |
| | Valeur comptable brute M\$ | Correction de valeur pour PCA M\$ | Valeur comptable brute M\$ | Correction de valeur pour PCA M\$ |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 32 788 | (76) | 33 388 | (58) |
| Marges de crédit sur l'avoir propre | 1 360 | (5) | 1 407 | (11) |
| Facilités de crédit personnel renouvelables | 395 | (12) | 427 | (10) |
| Portefeuille de prêts de détail sur cartes de crédit | 406 | (14) | 405 | (13) |
| Portefeuille de prêts à la consommation en voie de liquidation | 22 | (3) | 26 | (3) |
| Autres facilités de crédit personnel | 608 | (5) | 474 | (7) |
| Total | 35 579 | (115) | 36 127 | (102) |
| Par région | | | | |
| Canada | 35 559 | (115) | 36 107 | (101) |
| – Colombie-Britannique | 14 968 | (43) | 15 372 | (38) |
| – Ontario | 16 654 | (57) | 16 704 | (47) |
| – Alberta | 1 749 | (6) | 1 793 | (7) |
| – Québec | 1 580 | (5) | 1 618 | (5) |
| – Saskatchewan et Manitoba | 323 | (2) | 327 | (2) |
| – Provinces de l'Atlantique | 277 | (2) | 285 | (2) |
| – Territoires | 8 | — | 8 | — |
| Autres | 20 | — | 20 | (1) |
| Total | 35 579 | (115) | 36 127 | (102) |

¹ L'emplacement géographique est fondé sur l'adresse des propriétés dans le cas des prêts garantis par des biens immobiliers et sur celle des clients dans le cas des autres prêts.

Prêts personnels – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

| | Note | Trimestre clos le | | | | | | | | | |
|--|------|-------------------|---------|---------|---------|--------------|-------------|---------|---------|--|-------|
| | | 30 juin 2023 | | | | 30 juin 2022 | | | | | |
| | | Non douteux | | Douteux | | Total | Non douteux | | Douteux | | Total |
| | | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 | Stade 1 | | Stade 2 | Stade 3 | | | |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | | | |
| Solde à l'ouverture de la période | | 11 | 78 | 19 | 108 | 11 | 47 | 16 | 74 | | |
| Transferts d'instruments financiers : | 2 | 13 | (13) | — | — | 19 | (18) | (1) | — | | |
| – transferts du stade 1 au stade 2 | | (1) | 1 | — | — | — | — | — | — | | |
| – transferts du stade 2 au stade 1 | | 13 | (13) | — | — | 18 | (18) | — | — | | |
| – transferts vers le stade 3 | | — | (2) | 2 | — | — | (1) | 1 | — | | |
| – transferts hors du stade 3 | | 1 | 1 | (2) | — | 1 | 1 | (2) | — | | |
| Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre | 2 | (5) | 1 | — | (4) | (9) | 2 | — | (7) | | |
| Nouveaux actifs financiers créés ou acquis | | 1 | — | — | 1 | 1 | — | — | 1 | | |
| Variations des paramètres de risque | | (8) | 20 | 4 | 16 | (9) | 20 | 3 | 14 | | |
| Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux) | | — | (1) | — | (1) | (1) | (2) | — | (3) | | |
| Actifs sortis du bilan | | — | — | (4) | (4) | — | — | (3) | (3) | | |
| Change | | — | — | — | — | — | — | — | — | | |
| Solde à la clôture de la période | | 12 | 85 | 19 | 116 | 12 | 49 | 15 | 76 | | |
| Charge/(reprise) au titre des PCA de la période | | (12) | 20 | 4 | 12 | (18) | 20 | 3 | 5 | | |
| Reprises sur pertes de valeur | | — | — | (1) | (1) | — | — | (2) | (2) | | |
| Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période | | (12) | 20 | 3 | 11 | (18) | 20 | 1 | 3 | | |

1 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

2 Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Prêts personnels – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

| | Note | Semestre clos le | | | | | | | | | |
|--|------|------------------|---------|---------|---------|--------------|-------------|---------|---------|--|-------|
| | | 30 juin 2023 | | | | 30 juin 2022 | | | | | |
| | | Non douteux | | Douteux | | Total | Non douteux | | Douteux | | Total |
| | | Stade 1 | Stade 2 | Stade 3 | Stade 1 | | Stade 2 | Stade 3 | | | |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | | | |
| Solde à l'ouverture de la période | | 13 | 71 | 19 | 103 | 11 | 44 | 22 | 77 | | |
| Transferts d'instruments financiers : | 2 | 24 | (22) | (2) | — | 33 | (30) | (3) | — | | |
| – transferts du stade 1 au stade 2 | | (2) | 2 | — | — | (1) | 1 | — | — | | |
| – transferts du stade 2 au stade 1 | | 24 | (24) | — | — | 32 | (32) | — | — | | |
| – transferts vers le stade 3 | | — | (4) | 4 | — | — | (3) | 3 | — | | |
| – transferts hors du stade 3 | | 2 | 4 | (6) | — | 2 | 4 | (6) | — | | |
| Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre | 2 | (10) | 5 | — | (5) | (19) | 4 | — | (15) | | |
| Nouveaux actifs financiers créés ou acquis | | 2 | — | — | 2 | 2 | — | — | 2 | | |
| Variations des paramètres de risque | | (16) | 34 | 10 | 28 | (14) | 35 | 3 | 24 | | |
| Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux) | | (1) | (3) | — | (4) | (1) | (4) | (1) | (6) | | |
| Actifs sortis du bilan | | — | — | (8) | (8) | — | — | (6) | (6) | | |
| Change | | — | — | — | — | — | — | — | — | | |
| Solde à la clôture de la période | | 12 | 85 | 19 | 116 | 12 | 49 | 15 | 76 | | |
| Charge/(reprise) au titre des PCA de la période | | (25) | 36 | 10 | 21 | (32) | 35 | 2 | 5 | | |
| Reprises sur pertes de valeur | | — | — | (3) | (3) | — | — | (3) | (3) | | |
| Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période | | (25) | 36 | 7 | 18 | (32) | 35 | (1) | 2 | | |

1 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

2 Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Rapport de gestion

Le total de la correction de valeur pour PCA liées aux prêts personnels a augmenté de 13 M\$, ou 13 %, au cours du semestre clos le 30 juin 2023, et s'est traduit par une charge de 18 M\$ à l'état du résultat net. Au cours du semestre clos le 30 juin 2023, la charge a découlé de l'incidence de la hausse des taux d'intérêt sur le portefeuille de prêts hypothécaires productifs.

La charge de 18 M\$ au titre des PCA pour le semestre clos le 30 juin 2023, qui est présentée dans le tableau ci-dessus, est constituée d'une charge de 28 M\$ au titre des changements des paramètres de risque sous-jacents, incluant l'incidence, sur la qualité du crédit, des instruments financiers transférés d'un stade à l'autre, compensée par une reprise de 5 M\$ liée à l'incidence des transferts entre les stades sur la réévaluation nette et par une reprise de 2 M\$ imputable aux fluctuations nettes sous-jacentes des volumes. Des reprises sur pertes de valeur de 3 M\$ ont été constatées durant le semestre clos le 30 juin 2023.

Les sorties du bilan ont résulté principalement des prêts sur cartes et des facilités de crédit personnel.

Prêts hypothécaires et marges de crédit sur l'avoir propre

La plupart des portefeuilles de prêts hypothécaires et de marges de crédit sur l'avoir propre de la banque sont garantis par une sûreté de premier rang grevant le bien immobilier sous-jacent.

Les tableaux ci-après présentent en détail la façon dont la banque atténue davantage le risque par une diversification géographique des marchés où elle exerce ses activités et la souscription d'assurances couvrant la défaillance potentielle des emprunteurs. Par ailleurs, la banque s'impose des normes strictes en matière de souscription et de surveillance des portefeuilles dans le but d'en maintenir la qualité.

Assurance et répartition géographique^{1, 2}

| | Prêts hypothécaires résidentiels | | | | Marges de crédit sur l'avoir propre ³ | | |
|-------------------------------------|----------------------------------|-------------|--------------------------|-------------|--|--------------|--------------|
| | Assurés ⁴ | | Non assurés ⁴ | | Total | Non assurés | |
| | M\$ | % | M\$ | % | M\$ | M\$ | % |
| Colombie-Britannique | 1 356 | 10 % | 12 694 | 90 % | 14 050 | 629 | 100 % |
| Ouest canadien ⁵ | 774 | 42 % | 1 056 | 58 % | 1 830 | 132 | 100 % |
| Ontario | 2 534 | 16 % | 13 452 | 84 % | 15 986 | 536 | 100 % |
| Québec et provinces de l'Atlantique | 696 | 42 % | 981 | 58 % | 1 677 | 69 | 100 % |
| Au 30 juin 2023 | 5 360 | 16 % | 28 183 | 84 % | 33 543 | 1 366 | 100 % |
| Colombie-Britannique | 1 432 | 10 % | 12 995 | 90 % | 14 427 | 659 | 100 % |
| Ouest canadien ⁴ | 815 | 44 % | 1 046 | 56 % | 1 861 | 137 | 100 % |
| Ontario | 2 617 | 16 % | 13 390 | 84 % | 16 007 | 537 | 100 % |
| Québec et provinces de l'Atlantique | 729 | 42 % | 995 | 58 % | 1 724 | 66 | 100 % |
| Au 31 déc. 2022 | 5 593 | 16 % | 28 426 | 84 % | 34 019 | 1 399 | 100 % |

1 La répartition géographique est fonction de l'emplacement des propriétés.

2 Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur l'avoir propre comprennent des prêts de gros et des prêts personnels.

3 Les marges de crédit sur l'avoir propre sont des marges de crédit garanties par la valeur nette d'une propriété.

4 Les prêts hypothécaires assurés sont protégés des pertes potentielles liées aux emprunteurs par la souscription d'une assurance de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres assureurs privés autorisés.

5 La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

Durée d'amortissement¹

| | Prêts hypothécaires résidentiels | | | | |
|------------------------|----------------------------------|-----------------|-----------------|------------------------------|-----------------------|
| | ≤ 20 ans | > 20 à ≤ 25 ans | > 25 à ≤ 30 ans | > 30 à < 35 ans ² | > 35 ans ² |
| Au 30 juin 2023 | 18,8 % | 34,8 % | 18,2 % | 6,2 % | 22,0 % |
| Au 31 déc. 2022 | 16,5 % | 35,4 % | 15,4 % | 6,9 % | 25,8 % |

1 La durée d'amortissement est fondée sur la durée résiduelle effective des prêts hypothécaires résidentiels.

2 Notre politique vise à octroyer des prêts hypothécaires dont la durée d'amortissement est de 30 ans ou moins. Les durées d'amortissement qui excèdent 30 ans reflètent l'incidence des hausses des taux d'intérêt liés à nos portefeuilles de prêts hypothécaires à taux variable. Pour ces prêts, la durée d'amortissement sera ramenée au calendrier d'amortissement initial au moment du renouvellement ou lorsque le prêt atteint le taux limite. La durée d'amortissement du prêt de certains clients a été temporairement prolongée à plus de 30 ans.

Ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts^{1, 2}

| | À la clôture du trimestre | |
|---|---|---------------------------------------|
| | Ratio prêt-valeur des prêts non assurés (en %) ³ | |
| | Prêts hypothécaires résidentiels % | Marges de crédit sur l'avoir propre % |
| Colombie-Britannique | 56,9 % | 53,6 % |
| Ouest canadien ⁴ | 66,7 % | 62,0 % |
| Ontario | 60,5 % | 55,9 % |
| Québec et provinces de l'Atlantique | 59,4 % | 57,0 % |
| Total au Canada pour le trimestre clos le 30 juin 2023 | 60,0 % | 55,9 % |
| Total au Canada pour le trimestre clos le 31 déc. 2022 | 58,9 % | 56,8 % |

1 Tous les nouveaux prêts et toutes les nouvelles marges de crédit sur l'avoir propre ont été octroyés par la HSBC. Aucune acquisition n'a été effectuée durant la période.

2 Les nouveaux prêts excluent les renouvellements des prêts hypothécaires.

3 Les ratios prêt-valeur sont de simples moyennes calculées à partir de la valeur des propriétés à la date de l'octroi du prêt hypothécaire.

4 La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

Répercussions potentielles d'un ralentissement économique sur les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur l'avoir propre

La banque soumet son portefeuille de prêts personnels à des simulations de crise afin d'estimer l'incidence d'une augmentation du taux de chômage, d'une hausse des taux d'intérêt, d'une baisse de la valeur des propriétés et des fluctuations d'autres variables macroéconomiques pertinentes. L'augmentation potentielle des pertes liées au portefeuille de prêts hypothécaires en cas de détérioration de l'économie est jugée surmontable compte tenu de la diversification de ce portefeuille, de son faible ratio prêt-valeur et des stratégies

d'atténuation des risques en place. Les PCA liées aux prêts de stade 2 ont augmenté en raison du nombre de clients dont le prêt actuel est assorti d'un taux variable ou doit être renouvelé à un taux fixe et pour qui les hausses de taux d'intérêt représentent un risque.

Prêts douteux

Le tableau ci-après renferme une analyse de la valeur comptable brute des prêts et avances à des banques et à des clients qui sont considérés comme douteux (actifs financiers de stade 3).

Prêts et avances douteux à des banques et à des clients*

| | Au | | | |
|---|----------------------------|-----------------------------------|----------------------------|-----------------------------------|
| | 30 juin 2023 | | 31 déc. 2022 | |
| | Valeur comptable brute M\$ | Correction de valeur pour PCA M\$ | Valeur comptable brute M\$ | Correction de valeur pour PCA M\$ |
| Grandes sociétés et entreprises | 283 | (108) | 245 | (82) |
| – agriculture, foresterie et pêches | 2 | – | 2 | – |
| – extraction minière et exploitation de carrières | 51 | (8) | 86 | (14) |
| – fabrication | 98 | (37) | 43 | (16) |
| – électricité, gaz, vapeur et air conditionné | 10 | (3) | 16 | (7) |
| – construction | 14 | (2) | 5 | (2) |
| – commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes | 70 | (37) | 47 | (17) |
| – aviation, transport et entreposage | 4 | (2) | 5 | (2) |
| – hébergement et restauration | 1 | (1) | – | – |
| – édition, audiovisuel et diffusion | 6 | (6) | 6 | (4) |
| – immobilier | – | – | 1 | (1) |
| – services administratifs et de soutien | – | – | 8 | (8) |
| – santé et soins | 26 | (11) | 25 | (10) |
| – institutions financières non bancaires | 1 | (1) | 1 | (1) |
| Ménages | 142 | (19) | 132 | (19) |
| Total | 425 | (127) | 377 | (101) |

1 La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées au secteur de l'énergie, lesquelles représentent environ 89 % de la valeur comptable brute et 64 % de la correction de valeur pour PCA au 30 juin 2023 (environ 57 % de la valeur comptable brute et 47 % de la correction de valeur pour PCA au 31 décembre 2022).

2 La catégorie Ménages tient compte du portefeuille de prêts personnels.

Prêts faisant l'objet d'un délai de grâce

Au 30 juin 2023, la valeur comptable brute des prêts faisant l'objet d'un délai de grâce s'établissait à 821 M\$ (497 M\$ au 31 décembre 2022) et la correction de valeur pour PCA se situait à 61 M\$ (43 M\$ au 31 décembre 2022).

Se reporter à la rubrique « Gestion du risque de crédit » à la page 33 du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour obtenir un sommaire de nos méthodes et pratiques actuelles de gestion du risque de crédit.

Risque de trésorerie

Aperçu

Le risque de trésorerie s'entend du risque que nous ne disposions pas de suffisamment de capital, de liquidités ou de ressources de financement pour respecter nos obligations financières et les exigences que nous impose la réglementation. Il englobe le risque que les fluctuations des taux d'intérêt du marché aient une incidence négative sur notre résultat ou notre capital.

Le risque de trésorerie découle des changements dans les ressources et profils de risque respectifs en raison des comportements des clients, des décisions prises par la direction ou de la conjoncture externe.

Méthode et politique

Notre objectif en matière de gestion du risque de trésorerie est d'assurer le maintien de niveaux appropriés pour ce qui est du capital, des liquidités, du financement, des devises et du risque de marché de sorte à soutenir notre stratégie commerciale et veiller au respect des exigences réglementaires et de celles concernant les simulations de crise.

Notre méthode de gestion du risque de trésorerie est fonction de nos besoins stratégiques et organisationnels, lesquels tiennent compte des cadres réglementaire, économique et commercial. Nous entendons maintenir une excellente base de capital et de liquidités afin de favoriser la gestion des risques inhérents à nos activités et de procéder aux investissements que dicte notre stratégie, tout en respectant, en tout temps, les exigences réglementaires locales et consolidées.

Notre politique s'appuie sur notre cadre de gestion des risques, notre programme interne d'évaluation de l'adéquation du capital (« PIEAC ») et notre processus d'évaluation interne de la suffisance des liquidités (« PEISL »). Ce cadre met en jeu plusieurs mesures qui concordent avec celles servant à l'appréciation des risques à des fins internes et à des fins réglementaires.

Le PIEAC et le PEISL permettent d'obtenir une évaluation de la suffisance du capital et des liquidités de la banque, compte tenu des mesures de risque, du modèle d'affaires, de la stratégie, de la performance et de la planification, des risques inhérents au capital ainsi que des conséquences des simulations de crise sur le capital et sur les liquidités.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de trésorerie » du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour une description de la façon dont la banque gère le risque de trésorerie ainsi que de ses politiques et méthodes actuelles.

Appréciation du capital et du risque de liquidité et de financement

Notre cadre de gestion du capital intègre les principaux degrés de tolérance à ce risque eu égard au ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1, au ratio du capital de catégorie 1, au ratio de capital total et au ratio de levier. Un profil approprié du risque de liquidité et de financement est géré au moyen des paramètres critiques de la tolérance au risque qu'emploie le conseil, ce qui inclut le ratio de liquidité à court terme (*Liquidity Coverage Ratio* ou « LCR »), le ratio de liquidité à long terme (*Net Stable Funding Ratio* ou « NSFR ») et la mesure interne du calcul des liquidités (« MICL »).

Le BSIF a publié la version finale de sa ligne directrice concernant les réformes de Bâle III en janvier 2022, et la banque a évalué l'incidence de ces changements sur ses besoins en capital et en liquidités et s'y est préparé. Les règlements modifiés sont entrés en vigueur au cours du deuxième trimestre de 2023, si ce n'est des exigences concernant le risque de rajustement de la valeur de crédit et le risque de marché qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2024. Pour obtenir plus de détails sur la mise en œuvre par la banque des lignes directrices concernant les réformes de Bâle III publiées par le BSIF, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Faits nouveaux en matière de réglementation » à la page 22.

Appréciation du risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire

L'équipe chargée de la gestion de la trésorerie utilise divers paramètres pour surveiller et gérer le risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire, notamment la sensibilité des produits d'intérêts nets et la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres.

L'un des principaux aspects de la gestion du risque de taux d'intérêt inhérent aux instruments non négociés est la surveillance de la sensibilité des produits d'intérêts nets attendus aux termes de divers scénarios sur ces taux (comme la modélisation à des fins de simulation) au moyen du modèle du résultat à risque, pour lequel les variables économiques demeurent constantes.

La valeur économique des capitaux propres (« VECP ») représente la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs du portefeuille bancaire qui pourraient être distribués aux bailleurs de fonds propres aux termes d'un scénario mettant en jeu une liquidation contrôlée. La sensibilité de la VECP représente la variation prévue de celle-ci par suite de chocs de taux d'intérêt prédéterminés, les autres variables économiques demeurant constantes. Nous surveillons les sensibilités de la VECP que nous exprimons sous forme de pourcentage des ressources en capital.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de trésorerie » du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour une description du processus de gestion du capital, du risque de liquidité et de financement et du risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire.

Risque de liquidité et risque de financement

On entend par risque de liquidité et de financement le risque de perte auquel la banque est exposée si elle se révèle incapable de générer suffisamment de trésorerie ou de ses équivalents pour s'acquitter de ses obligations financières à un coût raisonnable lorsqu'elles deviennent exigibles. Ses obligations financières comprennent les obligations envers les déposants et les fournisseurs, les emprunts, les placements et les nantissements.

L'objectif du cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de la banque est de lui assurer de pouvoir faire face à tous ses engagements de financement prévisibles, y compris les retraits de dépôts, lorsqu'ils deviennent exigibles, et d'avoir accès aux marchés de gros de manière ordonnée et efficiente. Il vise à permettre à la banque de résister à de graves crises de liquidité et à lui procurer de la souplesse face à l'évolution des modèles d'affaires, des marchés et des règlements.

La banque a encore surpassé les niveaux de liquidité et de financement réglementaires minimaux au cours du deuxième trimestre de 2023.

Gestion du risque de liquidité et de financement

Nous continuons d'exécuter notre stratégie de gestion des risques de liquidité et de financement qui est décrite à la rubrique « Risque de liquidité et de financement » du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

Le tableau suivant présente le LCR de la banque, tel qu'il est défini par le BSIF. Le LCR moyen de la banque est calculé en tant que ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties de trésorerie nettes en cas de crise dans les 30 prochains jours civils. Le LCR moyen de la banque a diminué et est passé de 172 % au trimestre précédent à 161 % pour le trimestre clos le 30 juin 2023. Cette diminution est principalement attribuable à la réduction des actifs liquides de haute qualité au cours du trimestre découlant de la baisse des dépôts des clients d'un montant supérieur à la diminution des prêts à des clients et des échéances de la dette.

La banque surveille toujours de près ses liquidités afin de pouvoir composer avec l'évolution des besoins de sa clientèle et avec tout changement en raison de la récente volatilité des marchés.

Ratio de liquidité à court terme du BSIF¹

| | Moyenne pour le trimestre clos le ¹ | |
|---|--|--------------|
| | 30 juin 2023 | 31 mars 2023 |
| Total des actifs liquides de haute qualité ² (M\$) | 28 426 | 29 941 |
| Total des sorties de trésorerie nettes ² (M\$) | 17 694 | 17 424 |
| Ratio de liquidité à court terme (%) | 161 | 172 |

¹ Les données présentées dans ce tableau ont été calculées à partir des moyennes des chiffres à la clôture de chaque mois du trimestre. Par conséquent, le LCR est un ratio moyen pour le trimestre et peut ne pas correspondre au LCR calculé en divisant le total pondéré des actifs liquides de haute qualité par le total des sorties de trésorerie nettes pondérées.

² Ces valeurs sont pondérées et sont calculées après l'application des pondérations prescrites aux termes de la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF s'appliquant aux actifs liquides de grande qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.

La banque a appliqué le NSFR du BSIF pour établir ses besoins en matière de liquidité à long terme et le premier dépôt sera effectué en date du 30 juin 2023. Le NSFR oblige les banques à maintenir un profil de financement stable à l'égard de la composition de leurs actifs et de leurs activités hors bilan, et il rend compte du profil de financement de la banque dans un horizon temporel de un an et plus. Ce ratio se veut un complément du LCR et est calculé comme le ratio du total du financement stable disponible et du total du financement stable requis. Le premier NSFR du BSIF s'est chiffré à 132 % et comprend un financement disponible total de 76,1 G\$ et un financement stable requis total de 57,7 G\$. La banque a également apporté des améliorations aux flux de trésorerie nets cumulatifs (Net Cumulative Cash Flow ou « NCCF ») en avril 2023, conformément à la version définitive des mises à jour que le BSIF a apportées à sa ligne directrice sur les normes de

liquidité. Les NCCF sont un outil de surveillance qui mesure la période visée par les flux de trésorerie nets positifs afin de saisir le risque que représentent les asymétries de financement entre les actifs et les passifs.

La banque a procédé à une émission d'obligations sécurisées en euros au cours du premier trimestre. Actuellement, la banque détient trois obligations sécurisées en euros qui sont inscrites à la Bourse de Londres au 30 juin 2023. Ces titres diversifient les sources de financement de la banque tout en élargissant son bassin d'investisseurs.

Actifs liquides

Les actifs liquides sont détenus et gérés de façon autonome par les entités en exploitation. La plupart sont détenus directement par le service Marchés, trésorerie dans le but premier de gérer le risque de liquidité conformément au cadre interne de gestion du risque de liquidité et de financement. Les actifs liquides comprennent aussi tous les actifs liquides non grevés détenus hors du service Marchés, trésorerie pour toute autre fin. Pour être admissibles dans la réserve d'actifs liquides, les actifs doivent disposer d'un marché des opérations de pension vaste et liquide pour le titre sous-jacent. Le cadre interne de gestion du risque de liquidité et de financement confère au service Marchés, trésorerie le contrôle ultime de tous les actifs liquides non grevés et des autres sources de liquidités.

Le tableau qui suit indique l'estimation de la valeur de liquidité non pondérée (compte non tenu des décotes présumées) des actifs classés comme liquides et servant à calculer le LCR du BSIF. Le niveau des actifs liquides présenté reflète les actifs liquides non grevés à la date de présentation de l'information, selon la définition réglementaire des actifs liquides. Les actifs liquides de haute qualité sont essentiellement composés d'actifs de niveau 1, tels que la trésorerie, les dépôts auprès de la banque centrale et les titres de premier ordre que des administrations publiques, des banques centrales ou des entités supranationales ont émis ou garantis. Les actifs liquides comprennent la trésorerie ou les actifs pouvant être convertis en trésorerie sans perte de valeur ou avec une légère perte de valeur.

Au 30 juin 2023, nos actifs liquides avaient reculé de 4,8 G\$ en regard de ceux enregistrés au 31 décembre 2022, recul principalement imputable à une baisse des dépôts des clients et à une diminution des titres de créance émis.

Actif liquides¹

| | Au | |
|--------------|---------------|---------------|
| | 30 juin 2023 | 31 déc. 2022 |
| | M\$ | M\$ |
| Niveau 1 | 25 430 | 30 065 |
| Niveau 2 a | 1 850 | 2 025 |
| Niveau 2 b | 69 | 108 |
| Total | 27 349 | 32 198 |

¹ Les soldes des actifs liquides qui sont présentés sont ceux en vigueur aux dates indiquées (taux au comptant) et ils ne sont pas pondérés. Par conséquent, ils ne correspondent pas à ceux figurant dans les calculs du LCR, lesquels représentent la moyenne du trimestre et sont pondérés.

Risque de capital

Notre objectif en matière de gestion du capital consiste à maintenir des niveaux appropriés de capital afin de soutenir notre stratégie d'entreprise et de respecter la réglementation.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Capital » du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour obtenir une description de la façon dont la banque gère son capital.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2023, la banque a respecté les limites imposées à l'égard de son capital réglementaire.

Règles de Bâle III concernant le capital et l'effet de levier

La banque évalue l'adéquation de ses fonds propres en fonction de normes issues des lignes directrices émises par le BSIF conformément au cadre d'adéquation des fonds propres de Bâle III.

Les normes en matière de suffisance du capital de Bâle III ont grandement modifié la définition du capital réglementaire et elles imposent une nouvelle obligation selon laquelle la totalité du capital réglementaire doit pouvoir absorber les pertes en cas de faillite d'une institution financière.

Ces normes précisent particulièrement que ce sont les actions ordinaires qui représentent la principale composante du capital de catégorie 1, ce qui se traduit par l'introduction d'un ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1. Les règles de Bâle III imposent aussi aux institutions de constituer des réserves de conservation de capital afin de toujours respecter le minimum de capital réglementaire requis pendant une crise.

Pour obtenir plus de détails sur la mise en œuvre par la banque des réformes de Bâle III conformément à la version finale de la ligne directrice sur les normes de fonds propres et de la ligne directrice sur les exigences de levier émises par le BSIF, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Faits nouveaux en matière de réglementation » à la page 22.

Capital réglementaire

Le capital réglementaire et les ratios du capital réglementaire figurant dans les tableaux ci-après ont été établis selon une formule de calcul « tout compris » que prescrit Bâle III.

Total du capital réglementaire*

| | Notes | Au | |
|---|-------|--------------|--------------|
| | | 30 juin 2023 | 31 déc. 2022 |
| | | M\$ | M\$ |
| Capitaux propres ordinaires bruts | 1 | 5 207 | 4 818 |
| Ajustements réglementaires | | 511 | 380 |
| Capitaux propres ordinaires de catégorie 1 | | 5 718 | 5 198 |
| Capital de catégorie 1 supplémentaire et admissible | 2 | 1 100 | 1 100 |
| Capital de catégorie 1 | | 6 818 | 6 298 |
| Capital de catégorie 2 | | 1 003 | 1 039 |
| Total du capital | | 7 821 | 7 337 |

1 Comprend les capitaux propres ordinaires, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global.

2 Comprend les actions privilégiées.

Ratios du capital réglementaire

Actifs pondérés en fonction des risques, ratios du capital réglementaire réels et exigences en matière de capital réglementaire

| | Notes | Au | |
|--|-------|---------------|--------------|
| | | 30 juin 2023 | 31 déc. 2022 |
| | | M\$ | M\$ |
| Actifs pondérés en fonction des risques | 1, 2 | 44 519 | 44 656 |
| | | % | % |
| Ratios du capital réglementaire réels | | | |
| – ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 | 3 | 12,8 | 11,6 |
| – ratio du capital de catégorie 1 | 3 | 15,3 | 14,1 |
| – ratio du capital total | 3 | 17,6 | 16,4 |
| – ratio de levier | 4, 5 | 5,2 | 4,7 |
| Exigences en matière de capital réglementaire | 6 | | |
| – ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 minimal | | 7,0 | 7,0 |
| – ratio du capital de catégorie 1 minimal | | 8,5 | 8,5 |
| – ratio du capital total minimal | | 10,5 | 10,5 |
| – ratio de levier minimal | | 3,0 | 3,0 |

1 Les APR représentent les montants par lesquels les actifs sont ajustés au moyen de facteurs de pondération en fonction des risques afin de refléter les risques inhérents aux positions figurant ou non au bilan conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres, qu'a publiée le BSIF. Certains actifs ne sont pas pondérés en fonction des risques, mais plutôt déduits du capital. Les ratios du capital réglementaire au deuxième trimestre sont fondés sur les exigences des réformes de Bâle III, comme il est déterminé conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres, du BSIF (avril 2023). Les ratios du capital réglementaire de la période précédente ont été préparés conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres, du BSIF (janvier 2019).

2 En avril 2020, le BSIF a, en raison de l'évolution de la situation, annoncé certaines mesures d'assouplissement réglementaire en guise d'appui aux efforts déployés en lien avec la COVID-19. Avec prise d'effet au 31 mars 2020, le BSIF a abaissé le coefficient de plancher de fonds propres de 75 % à 70 %. Le nouveau coefficient de plancher a été en vigueur du premier trimestre de 2020 au premier trimestre de 2023. Dans le cadre des réformes de Bâle III, le coefficient de plancher sera augmenté et passera de 70 % à 72,5 % au total, soit une hausse progressive sur trois ans. Le facteur de départ sera de 65 % au deuxième trimestre de 2023 et augmentera de 2,5 % par année pour s'établir à 72,5 % en 2026.

3 Les ratios des capitaux propres ordinaires de catégorie 1, du capital de catégorie 1 et du capital total sont calculés comme étant le capital de base concerné divisé par les APR, conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres, qu'a publiée le BSIF. Dans le cadre des réformes de Bâle III, des mises à jour liées aux APR ont été prises en compte au deuxième trimestre de 2023.

4 Le ratio de levier est calculé au moyen du capital de catégorie 1 divisé par les mesures d'exposition aux fins du ratio de levier, conformément à la ligne directrice Exigences de levier qu'a publiée le BSIF. Les expositions utilisées pour ce calcul représentent le total des actifs inscrits au bilan et de certains éléments spécifiques n'y figurant pas.

5 Le ratio de levier tient compte de certaines mesures d'assouplissement réglementaire en lien avec la COVID-19 que le BSIF avait annoncées et qui permettaient aux banques d'exclure, jusqu'au 31 mars 2023, leurs réserves auprès des banques centrales pour le calcul de leur exposition aux fins du ratio de levier. Le ratio de levier au 30 juin 2023 tient compte de certaines réserves des banques centrales liées à l'exposition du ratio de levier.

6 Ratios du capital cibles que prescrit le BSIF incluant la réserve de conservation de fonds propres requise.

Au 30 juin 2023, notre ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (« CET1 ») a augmenté à 12,8 % alors qu'il était à 11,6 % au 31 décembre 2022, ce qui reflète une hausse des CET1 de 520 M\$ et une baisse des APR de 137 M\$. L'augmentation des CET1 s'explique principalement par la hausse du bénéfice non distribué, déduction faite des dividendes sur les actions privilégiées.

Actions en circulation et dividendes

| | Notes | Semestre clos le | | | Exercice clos le | | |
|-------------------------------------|-------|----------------------------|-------------------------------------|----------------------|----------------------------|-------------------------------------|----------------------|
| | | 30 juin 2023 | | | 31 déc. 2022 | | |
| | | Dividende en \$ par action | Nombre d'actions émises en milliers | Valeur comptable M\$ | Dividende en \$ par action | Nombre d'actions émises en milliers | Valeur comptable M\$ |
| Actions ordinaires | 1 | — | 548 668 | 1 125 | 0,69259 | 548 668 | 1 125 |
| Actions privilégiées de catégorie 1 | 2 | | | | | | |
| – série H | | 0,90329 | 20 000 | 500 | 1,08412 | 20 000 | 500 |
| – série I | 3 | — | — | — | 1,15000 | — | — |
| – série J | 3 | 0,90453 | 14 000 | 350 | — | 14 000 | 350 |
| – série K | | 0,68126 | 10 000 | 250 | 1,36252 | 10 000 | 250 |

- 1 Les dividendes comptabilisés dans les états financiers sont les dividendes par action ordinaire déclarés au cours d'un exercice et ce ne sont pas les dividendes versés pour cet exercice ou à l'égard de celui-ci.
- 2 Les dividendes en trésorerie sur les actions privilégiées sont non cumulatifs et sont payables trimestriellement.
- 3 Le 31 décembre 2022, le porteur des actions privilégiées, série I, a exercé son option de convertir celles-ci en actions privilégiées, série J, conformément à leurs modalités, et les premiers dividendes sur ces dernières ont été déclarés au premier trimestre de 2023 et ont été versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 31 mars 2023 ou le premier jour ouvrable suivant.

Dividendes déclarés au deuxième trimestre de 2023

Au cours du deuxième trimestre de 2023, la banque a déclaré des dividendes trimestriels réguliers de 19 M\$ sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation de la Banque HSBC Canada et a versé ces dividendes conformément à leurs modalités. Aucun dividende n'a été déclaré ni versé sur les actions ordinaires de la Banque HSBC Canada au cours du deuxième trimestre de 2023.

Dividendes déclarés au troisième trimestre de 2023

Le 27 juillet 2023, la banque a déclaré, pour le troisième trimestre de 2023, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation. Ces dividendes seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 30 septembre 2023 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 septembre 2023.

Puisque les dividendes trimestriels sur les actions privilégiées pour le troisième trimestre de 2023 ont été déclarés après le 30 juin 2023, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan. Pour le moment, aucun dividende n'a été déclaré sur les actions ordinaires de la Banque HSBC Canada au cours du troisième trimestre.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que les fluctuations des taux d'intérêt du marché aient une incidence défavorable sur le résultat ou le capital. Le risque structurel de taux d'intérêt correspond à celui découlant des actifs et des passifs détenus à des fins autres que de transaction par la banque et des fonds de l'actionnaire.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque structurel de taux d'intérêt » du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour une description de la façon dont la banque gère le risque structurel de taux d'intérêt ainsi que pour une explication de ses mesures de surveillance.

Sensibilité des portefeuilles non détenus à des fins de transaction au risque structurel de taux d'intérêt (Incidence avant impôt d'une variation immédiate et soutenue des taux d'intérêt)

| | 30 juin 2023 | | 30 juin 2022 | |
|------------------------------------|--------------------------------|-------------------|--------------------------------|-------------------|
| | Valeur économique des capitaux | Résultat à risque | Valeur économique des capitaux | Résultat à risque |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ |
| Augmentation de 100 points de base | (187) | 82 | (163) | 176 |
| Diminution de 100 points de base | 174 | (76) | 152 | (221) |

Valeur à risque des portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction*

Les portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction, évalués selon les modèles de valeur à risque (« VaR »), comprennent des positions découlant principalement de la gestion des taux d'intérêt relatifs à nos actifs et à nos passifs liés aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises, aux placements financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et aux instruments d'emprunt évalués au coût amorti.

Pour plus de détails sur les modèles de VaR, se reporter à la rubrique « Risque de marché » à la page 45 du rapport de gestion.

Le tableau suivant présente la VaR des portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction pour le premier semestre de 2023.

VaR des portefeuilles non détenus à des fins de transaction, 99 %, 1 journée*

| | Taux d'intérêt | Écarts de crédit | Diversification des portefeuilles ¹ | Total ² |
|-----------------------|----------------|------------------|--|--------------------|
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ |
| Solde au 30 juin 2023 | 33,2 | 27,8 | (9,3) | 51,6 |
| Moyenne | 25,8 | 28,3 | (6,2) | 48,0 |
| Minimum | 35,1 | 31,6 | — | 55,6 |
| Maximum | 14,7 | 27,1 | — | 37,4 |
| Solde au 30 juin 2022 | 14,3 | 28,2 | (8,2) | 34,2 |
| Moyenne | 11,6 | 25,1 | (11,8) | 24,9 |
| Minimum | 14,7 | 30,9 | — | 36,6 |
| Maximum | 4,7 | 16,8 | — | 17,8 |

- 1 La diversification des portefeuilles s'entend de l'effet de dispersion du risque de marché associé à la détention d'un portefeuille exposé à divers types de risque. Elle représente la réduction d'un risque de marché spécifique qui survient lorsque l'on regroupe, dans un même portefeuille, plusieurs types de risque, dont ceux liés aux taux d'intérêt et aux écarts de crédit. Cette mesure correspond à l'écart entre le total de la VaR par type de risque et le total de la VaR, tous risques confondus. Un montant négatif représente les avantages que procure la diversification des portefeuilles. Comme les montants maximums et minimums surviennent des jours différents, selon le type de risque, le calcul des avantages de la diversification des portefeuilles à l'égard de telles mesures ne fournirait aucun renseignement pertinent.
- 2 Le total de la VaR ne correspond pas à celui qui serait obtenu en additionnant les montants associés à tous les types de risque en raison des répercussions de la diversification.

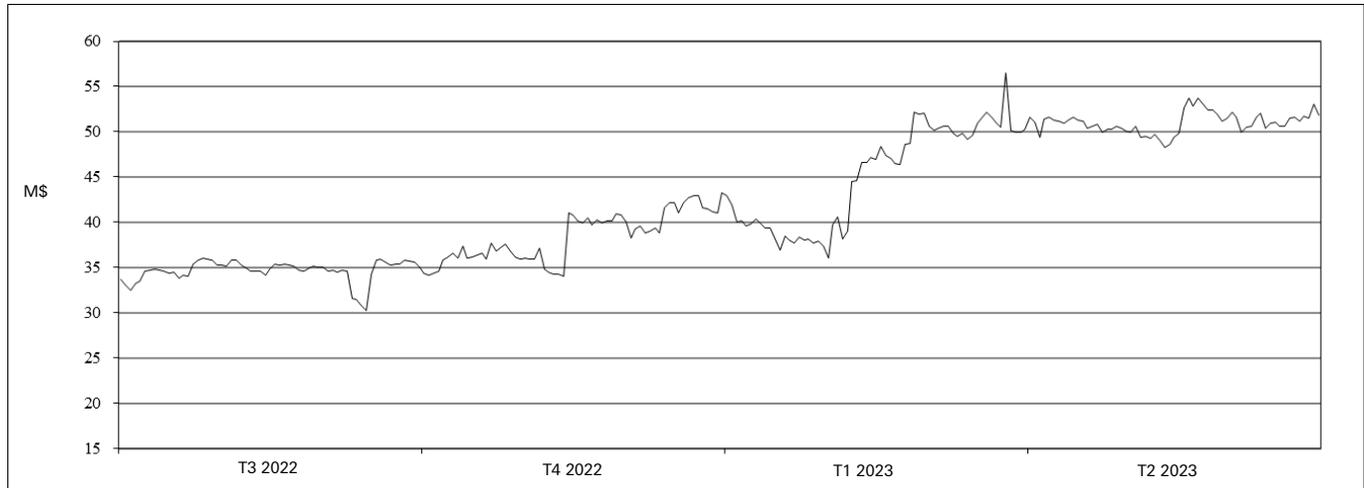
Rapport de gestion

Valeur à risque des portefeuilles non détenus à des fins de transaction

La VaR des activités effectuées à des fins autres que de transaction au 30 juin 2023 était supérieure de 17 M\$ à celle au 30 juin 2022, ce qui est essentiellement attribuable à l'augmentation de la volatilité des taux d'intérêt au cours de l'exercice. Sur une base individuelle, la VaR liée aux taux d'intérêt et la VaR liée aux écarts de crédit ont augmenté en raison de la

volatilité accrue observée sur le marché au cours de l'exercice à l'étude. La VaR des portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction tient compte du risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire transféré au service Marchés, trésorerie, et géré par ce dernier, et des expositions découlant du portefeuille d'actifs liquides de grande qualité détenu par le service Marchés, trésorerie afin de respecter les exigences de liquidité. Le graphique suivant présente la VaR quotidienne totale des portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction.

VaR quotidienne des portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction, 99 %, 1 journée¹



¹ Le total de la VaR indique une tendance à la hausse au premier trimestre de 2023 qui découle d'une plus grande volatilité des taux d'intérêt et du recalibrage du modèle de la VaR afin de mieux tenir compte de la hausse des taux d'intérêt.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que les fluctuations des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les écarts de crédit, les prix des marchandises et les cours des actions, aient une incidence défavorable sur notre résultat ou sur la valeur de notre actif et de notre passif.

Gestion du risque de marché

Les responsables de la gestion du risque de marché sont indépendants des secteurs d'activité et se doivent d'établir des politiques, des procédures et des limites en accord avec le degré de tolérance au risque de la banque. Les objectifs de la gestion du risque de marché sont de repérer, mesurer et contrôler l'exposition au risque de marché afin d'optimiser le rendement par rapport au risque et de respecter le degré de tolérance au risque de la banque.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de marché » du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour une description de la façon dont la banque gère le risque de marché ainsi que des explications plus détaillées sur les autres mesures de ce risque.

Valeur à risque*

La valeur à risque (« VaR ») relève d'une technique qui permet d'évaluer, pour une période définie et selon un intervalle de

confiance de 99 %, les pertes que la banque pourrait subir sur ses positions à risque si les taux et les cours du marché fluctuaient. L'utilisation de la VaR est intégrée à la gestion du risque de marché et calculée pour tous les portefeuilles détenus à des fins de transaction et ceux détenus à d'autres fins de sorte que la banque puisse avoir une vision d'ensemble du risque.

Portefeuilles détenus à des fins de transaction

Les portefeuilles détenus à des fins de transaction comprennent les positions détenues aux fins des services fournis aux clients et des activités de tenue de marché, en vue de la revente à court terme ou de la couverture des risques découlant de ces positions.

Valeur à risque des portefeuilles détenus à des fins de transaction

Nous avons continué à gérer le risque de marché de façon prudente au cours du deuxième trimestre de 2023. La sensibilité et la VaR sont demeurées conformes au niveau de tolérance, car la société a poursuivi ses principales activités de tenue de marché afin de soutenir nos clients. Le risque de taux d'intérêt a été le principal facteur qui a influé sur la VaR.

La VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction a changé de façon significative par rapport à l'exercice précédent, en raison de la plus grande volatilité des taux d'intérêt au cours de l'exercice.

VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction (par type de risque)*¹

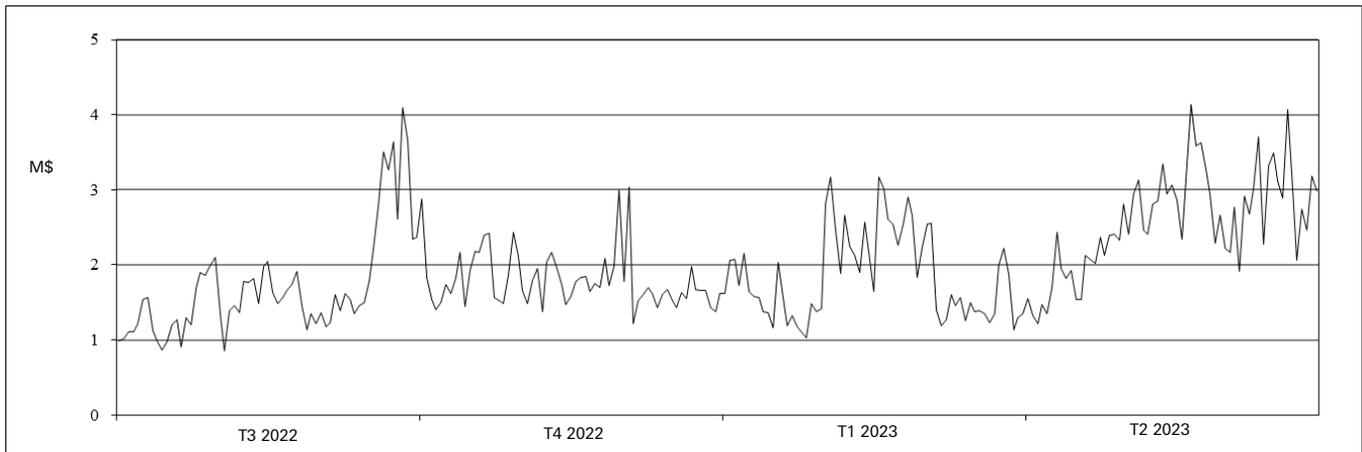
| | Change et marchandises M\$ | Taux d'intérêt M\$ | Capitaux propres M\$ | Écarts de crédit M\$ | Diversification des portefeuilles ² M\$ | Total ³ M\$ |
|----------------------------|----------------------------------|--------------------------|----------------------------|----------------------------|--|---------------------------|
| De janvier à juin 2023 | | | | | | |
| À la clôture de la période | — | 2,8 | — | 0,8 | (0,6) | 3,0 |
| Moyenne | — | 2,1 | — | 0,8 | (0,7) | 2,2 |
| Minimum | — | 0,9 | — | 0,5 | — | 1,0 |
| Maximum | — | 4,1 | — | 1,5 | — | 4,1 |
| De janvier à juin 2022 | | | | | | |
| À la clôture de la période | — | 0,8 | — | 0,5 | (0,3) | 1,0 |
| Moyenne | — | 0,9 | — | 0,9 | (0,5) | 1,2 |
| Minimum | — | 0,5 | — | 0,2 | — | 0,5 |
| Maximum | — | 1,9 | — | 1,6 | — | 2,2 |

¹ Les portefeuilles détenus à des fins de transaction comprennent les positions découlant des activités de tenue de marché et les positions des clients.

² La diversification des portefeuilles s'entend de l'effet de dispersion du risque de marché associé à la détention d'un portefeuille exposé à divers types de risque. Elle représente la réduction d'un risque de marché spécifique qui survient lorsque l'on regroupe, dans un même portefeuille, plusieurs types de risque, tels ceux liés aux taux d'intérêt et aux taux de change. Cette mesure correspond à l'écart entre le total de la VaR par type de risque et le total de la VaR, tous risques confondus. Un montant négatif représente les avantages que procure la diversification des portefeuilles. Comme les montants maximums et minimums surviennent des jours différents, selon le type de risque, le calcul des avantages que procure la diversification des portefeuilles. Comme les montants maximums et minimums surviennent des jours différents, selon le type de risque, le calcul des avantages que procure la diversification des portefeuilles. Comme les montants maximums et minimums surviennent des jours différents, selon le type de risque, le calcul des avantages que procure la diversification des portefeuilles.

³ Le total de la VaR ne correspond pas à celui qui serait obtenu en additionnant les montants associés à tous les types de risque en raison des répercussions de la diversification.

VaR quotidienne des portefeuilles détenus à des fins de transaction, 99 %, 1 journée



Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

Les rubriques ci-dessus du rapport de gestion décrivent les risques les plus importants auxquels la banque est exposée, risques qui, s'ils ne sont pas gérés adéquatement, pourraient avoir une incidence importante sur ses résultats financiers futurs.

Se reporter à la rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour une description de facteurs additionnels pouvant influencer sur les résultats financiers à venir.

Transition visant les TIO

Nous avons réalisé dans de bonnes conditions d'efficacité la modification de tous les contrats assortis du TIOL en dollars américains au 30 juin 2023. Seuls quelques contrats pour un petit nombre de clients sont à modifier. Toutefois, les systèmes ont été mis à jour et ces clients ne pourront plus prélever des fonds au TIOL en dollars américains, conformément aux dates d'arrêt de l'utilisation du TIOL restantes.

Le 16 mai 2022, l'administrateur du CDOR (Canadian Dollar Offered Rate), Refinitiv Benchmark Services (UK) Limited (« RBSL »), a annoncé qu'il cesserait le calcul et la publication de ce taux après le 28 juin 2024. Simultanément, le BSIF a fait savoir qu'il s'attendait à ce que tous les nouveaux contrats sur dérivés et titres des institutions financières fédérales ainsi que tous leurs contrats de prêt passent à des taux de référence de remplacement avant le 30 juin 2023 et le 28 juin 2024, respectivement.

La publication quotidienne du taux de remplacement, à savoir le CORRA (Canadian Overnight Repo Rate Average), a débuté le 15 juin 2020. La banque continue d'élargir sa gamme de produits liés aux CORRA et d'effectuer la transition des clients vers le CORRA.

Le 11 janvier 2023, le Groupe de travail sur le taux de référence complémentaire pour le marché canadien (le « TARCOM ») a confirmé qu'il est en train d'établir des CORRA de référence à terme d'un mois et de trois mois et vise à permettre aux institutions de les utiliser d'ici la fin du troisième trimestre de 2023. Nous avons commencé à travailler sur un plan de transition

visant les CORRA à terme et, selon les faits nouveaux sur le marché, le plan de transition visera les produits dérivés et les prêts liés au mécanisme de financement par voie d'acceptations bancaires, car ils sont, par leur nature, interreliés au CDOR.

Puisque le CDOR cessera d'être utilisé en juin 2024, il est attendu que les acceptations bancaires disparaîtront à titre d'instruments du marché monétaire. Le 16 janvier 2023, le Forum canadien des titres à revenu fixe a publié un livre blanc traitant des solutions de rechange aux acceptations bancaires. Nous continuons d'évaluer le livre blanc et les incidences potentielles sur nos activités.

Nous demeurons exposés aux risques liés à la transition visant les TIO, notamment le risque de non-conformité à la réglementation, le risque lié à la résilience, le risque lié à l'information financière, le risque juridique, le risque lié aux modèles et le risque de marché. Le niveau de ces principaux risques diminue conformément à la mise en œuvre de notre processus et à la transition de nos contrats existants. Nous avons cherché à mettre en œuvre des contrôles visant à atténuer les risques, au besoin, et nous continuons de gérer activement et de surveiller ces risques.

Entente visant la vente de la Banque HSBC Canada

Le 29 novembre 2022, le Groupe HSBC a annoncé une entente visant la vente de la totalité de la participation dans la Banque HSBC Canada (et ses filiales) et des créances subordonnées détenues par le Groupe HSBC à la RBC pour un prix d'achat de 13,5 G\$. Sous réserve de l'examen et de l'approbation des autorités réglementaires et du gouvernement, la conclusion de la vente est prévue au premier trimestre de 2024 afin d'effectuer une transition sans heurt.

L'entente visant la vente fait suite à un examen stratégique de la Banque HSBC Canada par le Groupe HSBC. L'examen a considéré la part de marché relativement faible de la Banque HSBC Canada et la capacité du Groupe à investir dans l'expansion et la croissance de la Banque HSBC Canada en tenant compte de la possibilité de saisir des occasions dans d'autres marchés et a permis de conclure que la meilleure décision à prendre sur le plan stratégique pour le Groupe HSBC et la Banque HSBC Canada était de vendre l'entreprise.

États financiers consolidés

| | Page | | Page |
|---|------|--|------|
| État consolidé du résultat net | 47 | 5 Actifs détenus à des fins de transaction | 56 |
| État consolidé du résultat global | 48 | 6 Dérivés | 56 |
| Bilan consolidé | 49 | 7 Placements financiers | 57 |
| Tableau consolidé des flux de trésorerie | 50 | 8 Autres actifs | 57 |
| État consolidé des variations des capitaux propres | 51 | 9 Passifs détenus à des fins de transaction | 57 |
| Notes annexes | | 10 Titres de créance émis | 57 |
| 1 Base d'établissement et principales méthodes comptables | 52 | 11 Autres passifs | 58 |
| 2 Produits de commissions nets | 53 | 12 Juste valeur des instruments financiers | 58 |
| 3 Rémunération et avantages du personnel | 54 | 13 Actions en justice et litiges de nature réglementaire | 59 |
| 4 Analyse sectorielle | 54 | 14 Événements postérieurs à la date de clôture | 59 |

État consolidé du résultat net

| | Notes | Trimestre clos le | | Semestre clos le | |
|--|-------|-------------------|--------------|------------------|--------------|
| | | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 |
| | | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ |
| Produits d'intérêts nets | | 442 | 369 | 894 | 706 |
| – produits d'intérêts | | 1 291 | 630 | 2 547 | 1 101 |
| – charges d'intérêts | | (849) | (261) | (1 653) | (395) |
| Produits de commissions nets | 2 | 194 | 196 | 383 | 393 |
| – produits de commissions | | 225 | 224 | 446 | 446 |
| – charges de commissions | | (31) | (28) | (63) | (53) |
| Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction | | 40 | 24 | 67 | 51 |
| Variations de la juste valeur des autres instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net | | – | (1) | – | (1) |
| Profits diminués des pertes liés aux placements financiers | | – | – | 2 | 2 |
| Autres produits d'exploitation | | 5 | 11 | 12 | 18 |
| Total du résultat d'exploitation | | 681 | 599 | 1 358 | 1 169 |
| Variations des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge) | | (13) | (82) | (15) | (40) |
| Résultat d'exploitation net | | 668 | 517 | 1 343 | 1 129 |
| Rémunération et avantages du personnel | 3 | (174) | (152) | (331) | (303) |
| Charges générales et administratives | | (144) | (138) | (294) | (280) |
| Amortissement et perte de valeur des immobilisations corporelles | | (14) | (16) | (28) | (31) |
| Amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles | | (34) | (13) | (79) | (25) |
| Total des charges d'exploitation | | (366) | (319) | (732) | (639) |
| Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat | | 302 | 198 | 611 | 490 |
| Charge d'impôt sur le résultat | | (84) | (53) | (170) | (131) |
| Bénéfice de la période | | 218 | 145 | 441 | 359 |
| Bénéfice attribuable : | | | | | |
| – à l'actionnaire ordinaire | | 198 | 133 | 403 | 336 |
| – au détenteur d'actions privilégiées | | 20 | 12 | 38 | 23 |
| Bénéfice de la période | | 218 | 145 | 441 | 359 |
| Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers) | | 548 668 | 548 668 | 548 668 | 548 668 |
| Bénéfice par action ordinaire, de base et après dilution (\$) | | 0,37 \$ | 0,24 \$ | 0,74 \$ | 0,61 \$ |

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

État consolidé du résultat global

| | Trimestre clos le | | Semestre clos le | |
|--|-------------------|--------------|------------------|--------------|
| | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ |
| Bénéfice de la période | 218 | 145 | 441 | 359 |
| Autres éléments du résultat global | | | | |
| Éléments qui seront ultérieurement reclassés en résultat net à la réalisation de conditions précises : | | | | |
| Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹ | 28 | (90) | 61 | (272) |
| – profits (pertes) sur la juste valeur | 39 | (122) | 87 | (368) |
| – profits sur la juste valeur transférés à l'état du résultat net à la cession | – | – | (2) | (2) |
| – impôt sur le résultat | (11) | 32 | (24) | 98 |
| Couvertures de flux de trésorerie ¹ | (185) | (145) | (74) | (324) |
| – profits (pertes) sur la juste valeur | (438) | (211) | (336) | (476) |
| – pertes (profits) sur la juste valeur reclassé(e)s à l'état du résultat net | 182 | 13 | 234 | 35 |
| – impôt sur le résultat | 71 | 53 | 28 | 117 |
| Éléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat net : | | | | |
| Réévaluation des régimes à prestations définies | (2) | 17 | (2) | 41 |
| – avant l'impôt sur le résultat | (3) | 23 | (7) | 56 |
| – impôt sur le résultat | 1 | (6) | 5 | (15) |
| Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | 1 | – | 2 | 1 |
| – (Pertes) profits sur la juste valeur | 1 | – | 2 | 1 |
| Autres éléments du résultat global pour la période, après impôt | (158) | (218) | (13) | (554) |
| Résultat global total pour la période | 60 | (73) | 428 | (195) |
| Attribuable : | | | | |
| – à l'actionnaire ordinaire | 40 | (85) | 390 | (218) |
| – au détenteur d'actions privilégiées | 20 | 12 | 38 | 23 |
| Résultat global total pour la période | 60 | (73) | 428 | (195) |

¹ Il y a lieu de se reporter à la page 15 et à la note 12 de notre Rapport et états financiers annuels 2022 pour obtenir de plus amples renseignements.

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Bilan consolidé

| | Notes | Au | |
|---|-------|---------------------|---------------------|
| | | 30 juin 2023 M\$ | 31 déc. 2022 M\$ |
| Actif | | | |
| Trésorerie et soldes détenus dans une banque centrale | | 4 682 | 6 326 |
| Effets en cours de compensation auprès d'autres banques | | 10 | 9 |
| Actifs détenus à des fins de transaction | 5 | 3 006 | 4 296 |
| Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net | | 20 | 18 |
| Dérivés | 6 | 5 892 | 6 220 |
| Prêts et avances à des banques | | 338 | 344 |
| Prêts et avances à des clients | | 73 956 | 74 862 |
| Prises en pension à des fins autres que de transaction | | 4 303 | 6 003 |
| Placements financiers | 7 | 23 050 | 23 400 |
| Autres actifs | 8 | 1 787 | 2 591 |
| Paiements anticipés et produits à recevoir | | 326 | 351 |
| Engagements de clients en contrepartie d'acceptations | | 3 176 | 3 147 |
| Actifs d'impôt exigible | | 113 | 172 |
| Immobilisations corporelles | | 342 | 332 |
| Goodwill et immobilisations incorporelles | | 81 | 160 |
| Actifs d'impôt différé | | 64 | 71 |
| Total de l'actif | | 121 146 | 128 302 |
| Passif et capitaux propres | | | |
| Passif | | | |
| Dépôts effectués par des banques | | 523 | 712 |
| Comptes des clients | | 79 141 | 82 253 |
| Mises en pension à des fins autres que de transaction | | 4 789 | 4 435 |
| Effets en transit vers d'autres banques | | 233 | 227 |
| Passifs détenus à des fins de transaction | 9 | 2 517 | 3 732 |
| Dérivés | 6 | 6 424 | 6 575 |
| Titres de créance émis | 10 | 12 068 | 15 735 |
| Autres passifs | 11 | 3 615 | 3 577 |
| Acceptations | | 3 181 | 3 156 |
| Charges à payer et produits différés | | 972 | 713 |
| Passifs au titre des prestations de retraite | | 209 | 203 |
| Créances subordonnées | | 1 011 | 1 011 |
| Provisions | | 40 | 54 |
| Passifs d'impôt exigible | | 115 | — |
| Passif d'impôt différé | | 1 | 1 |
| Total du passif | | 114 839 | 122 384 |
| Capitaux propres | | | |
| Actions ordinaires | | 1 125 | 1 125 |
| Actions privilégiées | | 1 100 | 1 100 |
| Autres réserves | | (797) | (786) |
| Résultats non distribués | | 4 879 | 4 479 |
| Total des capitaux propres attribuable aux actionnaires | | 6 307 | 5 918 |
| Total du passif et des capitaux propres | | 121 146 | 128 302 |

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États financiers consolidés (non audité)

Tableau consolidé des flux de trésorerie

| | Semestre clos le | |
|--|------------------|--------------|
| | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 |
| | M\$ | M\$ |
| Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat | 611 | 490 |
| Ajustements pour tenir compte des éléments sans effets sur la trésorerie : | | |
| Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et perte de valeur | 107 | 56 |
| Charges au titre des paiements fondés sur des actions | 4 | 2 |
| Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit | 15 | 40 |
| Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies | 4 | 5 |
| Variations des actifs et des passifs d'exploitation | | |
| Variation des paiements anticipés et produits à recevoir | 25 | (60) |
| Variation du montant net des titres détenus à des fins de transaction et des dérivés | 150 | (2 419) |
| Variation des prêts et avances à des clients | 877 | (5 679) |
| Variation des prises en pension à des fins autres que de transaction | 690 | 2 131 |
| Variation des autres actifs | 813 | (1 753) |
| Variation des charges à payer et des produits différés | 259 | (20) |
| Variation des dépôts effectués par des banques | (189) | (818) |
| Variation des comptes des clients | (3 112) | 1 634 |
| Variation des mises en pension à des fins autres que de transaction | 354 | (717) |
| Variation des titres de créance émis | (3 667) | 2 494 |
| Variation des autres passifs | 4 | 1 372 |
| Impôt reçu (payé) | 17 | (20) |
| Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation | (3 038) | (3 262) |
| Achat de placements financiers | (2 352) | (6 774) |
| Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de placements financiers | 2 789 | 989 |
| Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles | (6) | (59) |
| Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement | 431 | (5 844) |
| Remboursement de capital à la société mère | — | (600) |
| Dividendes versés à l'actionnaire | (38) | (313) |
| Remboursements de capital sur les contrats de location | (21) | (24) |
| Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement | (59) | (937) |
| Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | (2 666) | (10 043) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période | 7 907 | 19 759 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période | 5 241 | 9 716 |
| La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent : | | |
| Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales | 4 682 | 5 172 |
| Effets en cours de compensation auprès d'autres banques et effets en transit vers d'autres banques | (223) | (425) |
| Prêts et avances à des banques – un mois ou moins | 338 | 517 |
| Prises en pension auprès de banques à des fins autres que de transaction – un mois ou moins | 444 | 4 452 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période | 5 241 | 9 716 |
| Intérêts : | | |
| Intérêts payés | (1 358) | (338) |
| Intérêts reçus | 2 571 | 1 043 |

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

État consolidé des variations des capitaux propres

| | Autres réserves | | | | | |
|--|---------------------|--------------------------------|--|---|---------------------------------|----------------------------------|
| | Capital- actions | Résultats non distribués | Réserve | Réserve de | Total des autres réserves | Total des capitaux propres |
| | | | pour actifs financiers à la JVAERG | couverture des flux de trésorerie | | |
| M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | |
| Au 1^{er} janv. 2023 | 2 225 | 4 479 | (248) | (538) | (786) | 5 918 |
| Bénéfice de la période | — | 441 | — | — | — | 441 |
| Autres éléments du résultat global, après impôt | — | (2) | 63 | (74) | (11) | (13) |
| – instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | — | — | 61 | — | 61 | 61 |
| – instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | — | — | 2 | — | 2 | 2 |
| – couvertures de flux de trésorerie | — | — | — | (74) | (74) | (74) |
| – réévaluations de régimes à prestations définies | — | (2) | — | — | — | (2) |
| Résultat global total pour la période | — | 439 | 63 | (74) | (11) | 428 |
| Dividendes sur les actions ordinaires | — | — | — | — | — | — |
| Dividendes sur les actions privilégiées | — | (38) | — | — | — | (38) |
| Remboursement de capital à la société mère | — | — | — | — | — | — |
| Variation relative aux accords de paiement fondé sur des actions | — | (1) | — | — | — | (1) |
| Au 30 juin 2023 | 2 225 | 4 879 | (185) | (612) | (797) | 6 307 |

| | Autres réserves | | | | | |
|--|---------------------|--------------------------------|--|---|---------------------------------|----------------------------------|
| | Capital- actions | Résultats non distribués | Réserve | Réserve de | Total des autres réserves | Total des capitaux propres |
| | | | pour actifs financiers à la JVAERG | couverture des flux de trésorerie | | |
| M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | |
| Au 1^{er} janv. 2022 | 2 825 | 4 074 | (22) | (1) | (23) | 6 876 |
| Bénéfice de la période | — | 359 | — | — | — | 359 |
| Autres éléments du résultat global, après impôt | — | 41 | (271) | (324) | (595) | (554) |
| – instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | — | — | (272) | — | (272) | (272) |
| – instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | — | — | 1 | — | 1 | 1 |
| – couvertures de flux de trésorerie | — | — | — | (324) | (324) | (324) |
| – réévaluations de régimes à prestations définies | — | 41 | — | — | — | 41 |
| Résultat global total pour la période | — | 400 | (271) | (324) | (595) | (195) |
| Dividendes sur les actions ordinaires | — | (290) | — | — | — | (290) |
| Dividendes sur les actions privilégiées | — | (23) | — | — | — | (23) |
| Remboursement de capital à la société mère | (600) | — | — | — | — | (600) |
| Variation relative aux accords de paiement fondé sur des actions | — | (1) | — | — | — | (1) |
| Au 30 juin 2022 | 2 225 | 4 160 | (293) | (325) | (618) | 5 767 |

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

1 Base d'établissement et principales méthodes comptables

La Banque HSBC Canada (la « banque », « nous », « notre », « nos ») est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (la « société mère », « HSBC Holdings », le « Groupe HSBC »). Dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires (les « états financiers consolidés »), le Groupe HSBC désigne la société mère et ses filiales.

a) Conformité aux Normes internationales d'information financière

Les états financiers consolidés ont été établis conformément à la norme comptable internationale (International Accounting Standard, ou « IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels audités de la banque pour l'exercice 2022. Ces derniers ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), conformément aux dispositions du paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*, qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers consolidés doivent être dressés conformément aux IFRS.

b) Normes adoptées avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2023

La banque a adopté, à compter du 1^{er} janvier 2023, les dispositions de l'IFRS 17, *Contrats d'assurance* (l'« IFRS 17 »), qui précisent les exigences qu'une entité doit appliquer relativement à la comptabilisation des contrats d'assurance qu'elle émet et des contrats de réassurance qu'elle détient. La banque a évalué l'incidence de cette norme et a établi qu'elle n'avait aucune répercussion importante sur ses états financiers consolidés à la date de son application initiale, soit le 1^{er} janvier 2023.

c) Changements comptables à venir

Les changements comptables à venir sont décrits à la note 1 c) des états financiers consolidés annuels de 2022, lesquels figurent dans le *Rapport et états financiers annuels 2022* de la banque, hormis les changements indiqués en b) ci-dessus, qui ont été mis en œuvre au cours de la période.

d) Présentation de l'information

Les états financiers consolidés de la banque sont présentés en dollars canadiens, qui constituent par ailleurs la monnaie fonctionnelle de la banque. L'abréviation « M\$ » désigne des millions de dollars. Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

e) Estimations et hypothèses comptables critiques

La direction est d'avis que les estimations comptables et les jugements qui portent sur les pertes de crédit attendues, l'évaluation des instruments financiers, l'impôt sur le résultat, les actifs d'impôt différé, les obligations au titre des prestations définies, les immobilisations incorporelles, ainsi que les provisions constituent nos estimations comptables et jugements critiques. Aucune modification importante n'a été apportée au cours de la période considérée aux estimations comptables et jugements critiques appliqués en 2022, lesquels figurent aux pages 24, 25, 38 et 79 du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

f) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers consolidés de la banque et ceux de ses filiales au 30 juin 2023. La méthode adoptée par la banque pour consolider ses filiales est décrite à la note 2 a) de ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice 2022, qui sont présentés dans son *Rapport et états financiers annuels 2022*.

g) Informations significatives sur les méthodes comptables

Il n'y a eu aucun changement important aux informations significatives sur les méthodes comptables de la banque qui sont présentées de la note 2 a) à la note 2 r) des états financiers consolidés annuels de 2022 du *Rapport et états financiers annuels 2022* de la banque.

2 Produits de commissions nets

Produits de commissions nets par secteur d'activité

| | Trimestre clos le | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------------|--------------------------|--|-----------------------------------|---|-----------------------------|------------|--------------------------|--|-----------------------------------|---|-----------------------------|------------|
| | 30 juin 2023 | | | | | | 30 juin 2022 | | | | | |
| | Services aux entreprises | Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers | Services bancaires internationaux | Marchés et Services liés aux valeurs mobilières | Centre général ¹ | Total | Services aux entreprises | Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers | Services bancaires internationaux | Marchés et Services liés aux valeurs mobilières | Centre général ¹ | Total |
| M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | |
| Services à l'égard des comptes | 13 | 5 | 3 | — | — | 21 | 12 | 5 | 2 | — | — | 19 |
| Produits de courtage | — | 3 | — | — | — | 3 | — | 3 | — | — | — | 3 |
| Cartes | 9 | 19 | 1 | — | — | 29 | 8 | 15 | 1 | — | — | 24 |
| Facilités de crédit | 81 | — | 3 | — | — | 84 | 78 | — | 8 | — | — | 86 |
| Fonds sous gestion | — | 54 | — | — | — | 54 | — | 57 | — | — | — | 57 |
| Importations/exportations | 2 | — | — | — | — | 2 | 2 | — | 1 | — | — | 3 |
| Commissions d'agence d'assurance | — | 2 | — | — | — | 2 | — | 1 | — | — | — | 1 |
| Garanties et autres | 8 | 1 | 2 | — | — | 11 | 8 | 2 | 1 | 1 | — | 12 |
| Services de paiement | 8 | 1 | 3 | — | — | 12 | 9 | 2 | 3 | — | — | 14 |
| Prise ferme et services-conseils | — | — | 4 | 3 | — | 7 | — | — | 5 | 1 | (1) | 5 |
| Produits de commissions | 121 | 85 | 16 | 3 | — | 225 | 117 | 85 | 21 | 2 | (1) | 224 |
| Moins les charges de commissions | (9) | (20) | (1) | (1) | — | (31) | (5) | (21) | (1) | (1) | — | (28) |
| Produits de commissions nets | 112 | 65 | 15 | 2 | — | 194 | 112 | 64 | 20 | 1 | (1) | 196 |

| | Semestre clos le | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------------|--------------------------|--|--|--|-----------------------------|------------|--------------------------|--|--|--|-----------------------------|------------|
| | 30 juin 2023 | | | | | | 30 juin 2022 | | | | | |
| | Services aux entreprises | Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers | Services bancaires internationaux ¹ | Marchés et Services liés aux valeurs mobilières ¹ | Centre général ² | Total | Services aux entreprises | Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers | Services bancaires internationaux ¹ | Marchés et Services liés aux valeurs mobilières ¹ | Centre général ² | Total |
| M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | |
| Services à l'égard des comptes | 25 | 9 | 6 | — | — | 40 | 24 | 9 | 5 | — | — | 38 |
| Produits de courtage | — | 6 | — | — | — | 6 | — | 7 | — | — | — | 7 |
| Cartes | 18 | 35 | 1 | — | — | 54 | 14 | 30 | 1 | — | — | 45 |
| Facilités de crédit | 161 | — | 8 | — | — | 169 | 152 | — | 16 | — | — | 168 |
| Fonds sous gestion | — | 108 | — | — | — | 108 | — | 115 | — | — | — | 115 |
| Importations/exportations | 5 | — | — | — | — | 5 | 5 | — | 1 | — | — | 6 |
| Commissions d'agence d'assurance | — | 3 | — | — | — | 3 | — | 2 | — | — | — | 2 |
| Garanties et autres | 17 | 3 | 5 | — | — | 25 | 18 | 4 | 4 | — | — | 26 |
| Services de paiement | 16 | 2 | 6 | — | — | 24 | 16 | 3 | 5 | — | — | 24 |
| Prise ferme et services-conseils | — | — | 7 | 5 | — | 12 | — | — | 12 | 6 | (3) | 15 |
| Produits de commissions | 242 | 166 | 33 | 5 | — | 446 | 229 | 170 | 44 | 6 | (3) | 446 |
| Moins les charges de commissions | (19) | (40) | (2) | (2) | — | (63) | (9) | (40) | (2) | (2) | — | (53) |
| Produits de commissions nets | 223 | 126 | 31 | 3 | — | 383 | 220 | 130 | 42 | 4 | (3) | 393 |

¹ Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres indiqués ci-dessus présentent un rapprochement des résultats des secteurs d'activité et de ceux de l'entité.

3 Rémunération et avantages du personnel

Le poste « Rémunération et avantages du personnel » englobe, comme suit, les éléments du coût périodique net des prestations liées aux régimes de retraite et aux autres avantages postérieurs à l'emploi de la banque.

| | Trimestre clos le | | Semestre clos le | |
|--|-------------------|--------------|------------------|--------------|
| | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 | 30 juin 2023 | 30 juin 2022 |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ |
| Régimes à prestations définies | 4 | 5 | 8 | 9 |
| – régimes de retraite | 2 | 3 | 5 | 6 |
| – régimes autres que de retraite | 2 | 2 | 3 | 3 |
| Régimes de retraite à cotisations définies | 10 | 9 | 21 | 15 |
| Total | 14 | 14 | 29 | 24 |

Une réévaluation du passif net au titre des prestations définies a eu lieu conformément à la méthode comptable de la banque décrite à la page 90 du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

4 Analyse sectorielle

Le principal décideur opérationnel de la banque est le chef de la direction, qui s'acquitte de ses obligations avec le soutien du comité de direction. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef de la direction et au comité de direction. Nos secteurs à présenter aux termes d'IFRS 8, *Secteurs opérationnels*, sont les Services aux entreprises, Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, les Services bancaires internationaux, et Marchés et Services liés aux valeurs mobilières.

L'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges sectoriels se fait conformément aux méthodes comptables de la banque. Les produits et les charges sectoriels comprennent les transferts intersectoriels, et ces transferts sont effectués selon les conditions de concurrence normale. Les coûts partagés sont inclus dans chaque secteur en fonction des frais réellement refacturés. Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées afin de préparer les informations financières des secteurs d'activité. Les charges qui sont expressément engagées pour générer des produits sont attribuées aux secteurs d'activité qui ont réalisé les produits connexes. Les autres charges, tels les frais généraux, sont imputées au moyen de méthodes appropriées. Les produits d'intérêts nets des secteurs d'activité reflètent les charges de financement en interne et les crédits relatifs aux actifs, aux passifs et au capital des secteurs d'activité, aux taux du marché, ce qui tient compte des modalités pertinentes.

Bénéfice de la période

| | Trimestre clos le | | | | | | | | | | | |
|--|--------------------------|--|-----------------------------------|---|-----------------------------|--------------|--------------------------|--|-----------------------------------|---|-----------------------------|--------------|
| | 30 juin 2023 | | | | | | 30 juin 2022 | | | | | |
| | Services aux entreprises | Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers | Services bancaires internationaux | Marchés et Services liés aux valeurs mobilières | Centre général ¹ | Total | Services aux entreprises | Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers | Services bancaires internationaux | Marchés et Services liés aux valeurs mobilières | Centre général ¹ | Total |
| M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | |
| Produits d'intérêts nets | 185 | 212 | 33 | 14 | (2) | 442 | 173 | 156 | 29 | 10 | 1 | 369 |
| Produits de commissions nets | 112 | 65 | 15 | 2 | — | 194 | 112 | 64 | 20 | 1 | (1) | 196 |
| Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction | 15 | 17 | 1 | 4 | 3 | 40 | 9 | 7 | (10) | 19 | (1) | 24 |
| Autres produits | (1) | 1 | — | — | 5 | 5 | (1) | 5 | — | 1 | 5 | 10 |
| Total du résultat d'exploitation | 311 | 295 | 49 | 20 | 6 | 681 | 293 | 232 | 39 | 31 | 4 | 599 |
| Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation – (charge)/reprise | (8) | (12) | 7 | — | — | (13) | (77) | (4) | (1) | — | — | (82) |
| Résultat d'exploitation net | 303 | 283 | 56 | 20 | 6 | 668 | 216 | 228 | 38 | 31 | 4 | 517 |
| – externe | 349 | 242 | 41 | 31 | 5 | 668 | 224 | 237 | 21 | 31 | 4 | 517 |
| – intersectoriel | (46) | 41 | 15 | (11) | 1 | — | (8) | (9) | 17 | — | — | — |
| Total des charges d'exploitation | (108) | (172) | (20) | (12) | (54) | (366) | (100) | (163) | (23) | (13) | (20) | (319) |
| Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat | 195 | 111 | 36 | 8 | (48) | 302 | 116 | 65 | 15 | 18 | (16) | 198 |

¹ Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

Bénéfice de la période

| | Semestre clos le | | | | | | | | | | | |
|--|--------------------------|--|-----------------------------------|---|-----------------------------|--------------|--------------------------|--|-----------------------------------|---|-----------------------------|--------------|
| | 30 juin 2023 | | | | | | 30 juin 2022 | | | | | |
| | Services aux entreprises | Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers | Services bancaires internationaux | Marchés et Services liés aux valeurs mobilières | Centre général ¹ | Total | Services aux entreprises | Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers | Services bancaires internationaux | Marchés et Services liés aux valeurs mobilières | Centre général ¹ | Total |
| M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | |
| Produits d'intérêts nets | 373 | 416 | 77 | 31 | (3) | 894 | 335 | 297 | 54 | 19 | 1 | 706 |
| Produits de commissions nets | 223 | 126 | 31 | 3 | — | 383 | 220 | 130 | 42 | 4 | (3) | 393 |
| Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction | 25 | 30 | 1 | 7 | 4 | 67 | 18 | 12 | (10) | 33 | (2) | 51 |
| Autres produits | — | 4 | — | 1 | 9 | 14 | — | 10 | — | 1 | 8 | 19 |
| Total du résultat d'exploitation | 621 | 576 | 109 | 42 | 10 | 1 358 | 573 | 449 | 86 | 57 | 4 | 1 169 |
| Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation – (charge)/reprise | (2) | (19) | 6 | — | — | (15) | (37) | — | (3) | — | — | (40) |
| Résultat d'exploitation net | 619 | 557 | 115 | 42 | 10 | 1 343 | 536 | 449 | 83 | 57 | 4 | 1 129 |
| – externe | 695 | 498 | 78 | 63 | 9 | 1 343 | 540 | 472 | 55 | 58 | 4 | 1 129 |
| – intersectoriel | (76) | 59 | 37 | (21) | 1 | — | (4) | (23) | 28 | (1) | — | — |
| Total des charges d'exploitation | (217) | (348) | (40) | (25) | (102) | (732) | (203) | (324) | (45) | (26) | (41) | (639) |
| Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat | 402 | 209 | 75 | 17 | (92) | 611 | 333 | 125 | 38 | 31 | (37) | 490 |

¹ Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

Données tirées du bilan

| | Services aux entreprises | Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers | Services bancaires internationaux | Marchés et Services liés aux valeurs mobilières | Centre général ¹ | Total |
|---|--------------------------|--|-----------------------------------|---|-----------------------------|---------|
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ |
| Au 30 juin 2023 | | | | | | |
| Prêts et avances à des clients | 34 122 | 36 189 | 3 645 | — | — | 73 956 |
| Engagements de clients en contrepartie d'acceptations | 2 795 | 12 | 369 | — | — | 3 176 |
| Total de l'actif externe | 47 582 | 48 734 | 9 174 | 15 260 | 396 | 121 146 |
| Comptes des clients | 27 882 | 43 796 | 7 140 | 323 | — | 79 141 |
| Acceptations | 2 800 | 12 | 369 | — | — | 3 181 |
| Total du passif externe | 37 352 | 53 286 | 10 731 | 13 125 | 345 | 114 839 |
| Au 31 déc. 2022 | | | | | | |
| Prêts et avances à des clients | 34 027 | 36 713 | 4 122 | — | — | 74 862 |
| Engagements de clients en contrepartie d'acceptations | 2 795 | 12 | 340 | — | — | 3 147 |
| Total de l'actif externe | 48 282 | 51 701 | 9 004 | 18 866 | 449 | 128 302 |
| Comptes des clients | 30 008 | 45 094 | 6 871 | 280 | — | 82 253 |
| Acceptations | 2 804 | 12 | 340 | — | — | 3 156 |
| Total du passif externe | 39 919 | 55 889 | 10 187 | 16 182 | 207 | 122 384 |

¹ Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

5 Actifs détenus à des fins de transaction

| | Note | Au | |
|--|------|--------------|--------------|
| | | 30 juin 2023 | 31 déc. 2022 |
| | | M\$ | M\$ |
| Titres de créance | | | |
| – obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada | 1 | 2 265 | 3 599 |
| – bons du Trésor et autres lettres de change admissibles | | 524 | 323 |
| – autres titres de créance | | 217 | 374 |
| À la clôture de la période | | 3 006 | 4 296 |
| Actifs détenus à des fins de transaction | | | |
| – qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties | | 1 196 | 1 438 |
| – qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties | | 1 810 | 2 858 |
| À la clôture de la période | | 3 006 | 4 296 |

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

6 Dérivés

Il y a lieu de se reporter aux notes 2 et 12 du *Rapport et états financiers annuels 2022* de la banque pour obtenir une description détaillée des types de dérivés, de leur utilisation et des méthodes comptables.

Montants notionnels des contrats et juste valeur des dérivés par type de contrat détenu

| | Montants notionnels des contrats ¹ | | Juste valeur – Actifs | | | Juste valeur – Passifs | | |
|-------------------------------------|---|----------------------------|-----------------------------------|----------------------------|--------------|-----------------------------------|----------------------------|--------------|
| | Détenus à des fins de transaction | Comptabilité de couverture | Détenus à des fins de transaction | Comptabilité de couverture | Total | Détenus à des fins de transaction | Comptabilité de couverture | Total |
| | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ |
| Contrats de change | 132 630 | 3 973 | 1 466 | 44 | 1 510 | 1 392 | 59 | 1 451 |
| Contrats sur taux d'intérêt | 282 047 | 31 512 | 3 966 | 414 | 4 380 | 4 053 | 918 | 4 971 |
| Contrats sur marchandises et autres | 960 | – | 2 | – | 2 | 2 | – | 2 |
| Au 30 juin 2023 | 415 637 | 35 485 | 5 434 | 458 | 5 892 | 5 447 | 977 | 6 424 |
| Contrats de change | 132 499 | 2 534 | 2 051 | – | 2 051 | 1 925 | 66 | 1 991 |
| Contrats sur taux d'intérêt | 276 850 | 30 915 | 3 738 | 431 | 4 169 | 3 846 | 738 | 4 584 |
| Contrats sur marchandises et autres | 9 | – | – | – | – | – | – | – |
| Au 31 déc. 2022 | 409 358 | 33 449 | 5 789 | 431 | 6 220 | 5 771 | 804 | 6 575 |

1 Les montants notionnels des contrats des dérivés détenus à des fins de transaction et des dérivés désignés dans des relations de comptabilité de couverture indiquent la valeur nominale des transactions en cours à la date de clôture. Ils ne représentent pas des montants à risque.

Dérivés utilisés dans le cadre de relations de couverture

Instrument de couverture de la juste valeur selon le risque couvert

| | Au | | | | | |
|--------------------------|-------------------|------------------|-----------|-------------------|------------------|-----------|
| | 30 juin 2023 | | | 31 déc. 2022 | | |
| | Montant notionnel | Valeur comptable | | Montant notionnel | Valeur comptable | |
| | | Actifs | Passifs | | Actifs | Passifs |
| M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | |
| Risque de taux d'intérêt | 11 575 | 414 | 22 | 14 479 | 431 | 34 |
| Total | 11 575 | 414 | 22 | 14 479 | 431 | 34 |

Instrument de couverture des flux de trésorerie selon le risque couvert

| | Au | | | | | |
|--------------------------|-------------------|------------------|------------|-------------------|------------------|------------|
| | 30 juin 2023 | | | 31 déc. 2022 | | |
| | Montant notionnel | Valeur comptable | | Montant notionnel | Valeur comptable | |
| | | Actifs | Passifs | | Actifs | Passifs |
| M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | M\$ | |
| Risque de change | 3 973 | 44 | 59 | 2 534 | – | 65 |
| Risque de taux d'intérêt | 19 937 | – | 896 | 16 437 | – | 704 |
| Total | 23 910 | 44 | 955 | 18 971 | – | 769 |

Au 30 juin 2023, la banque a évalué les pertes de juste valeur comptabilisées dans les autres éléments du résultat global qui sont attribuables aux instruments dérivés désignés dans des relations de couverture des flux de trésorerie et a déterminé que les pertes devraient être recouvrables sur la durée attendue des relations de comptabilité de couverture.

7 Placements financiers

Valeur comptable des placements financiers

| | Notes | Au | |
|---|-------|---------------------|---------------------|
| | | 30 juin 2023 M\$ | 31 déc. 2022 M\$ |
| Placements financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | | 14 218 | 15 039 |
| – obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada | 1 | 9 746 | 10 577 |
| – obligations de gouvernements étrangers | 1 | 2 377 | 2 678 |
| – autres titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières | | 1 181 | 1 578 |
| – bons du Trésor et autres lettres de change admissibles | | 903 | 191 |
| – Titres de capitaux propres | | 11 | 15 |
| Instruments financiers évalués au coût amorti | | 8 832 | 8 361 |
| – obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada | | 5 811 | 5 660 |
| – obligations de gouvernements étrangers | | 2 335 | 2 003 |
| – autres titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières | | 686 | 698 |
| À la clôture de la période | | 23 050 | 23 400 |
| Placements financiers | | | |
| – qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties | | 21 194 | 23 163 |
| – qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties | | 1 856 | 237 |
| À la clôture de la période | | 23 050 | 23 400 |

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

8 Autres actifs

| | Au | |
|-----------------------------------|---------------------|---------------------|
| | 30 juin 2023 M\$ | 31 déc. 2022 M\$ |
| Débiteurs | 727 | 1 121 |
| Comptes de règlement | 361 | 463 |
| Garantie en trésorerie | 687 | 997 |
| Autres | 12 | 10 |
| À la clôture de la période | 1 787 | 2 591 |

9 Passifs détenus à des fins de transaction

| | Au | |
|--|---------------------|---------------------|
| | 30 juin 2023 M\$ | 31 déc. 2022 M\$ |
| Positions vendeur nettes dans les titres | 2 517 | 3 732 |
| À la clôture de la période | 2 517 | 3 732 |

10 Titres de créance émis

| | Au | |
|--------------------------------------|---------------------|---------------------|
| | 30 juin 2023 M\$ | 31 déc. 2022 M\$ |
| Obligations et billets à moyen terme | 7 942 | 11 432 |
| Obligations sécurisées | 3 962 | 3 887 |
| Instruments du marché monétaire | 164 | 416 |
| À la clôture de la période | 12 068 | 15 735 |

Notes annexes (non audité)

Durée résiduelle

| | Au | |
|-----------------------------------|---------------|---------------|
| | 30 juin 2023 | 31 déc. 2022 |
| | M\$ | M\$ |
| Moins de un an | 2 483 | 7 502 |
| De 1 an à 5 ans | 9 585 | 8 162 |
| De 5 ans à 10 ans | — | 71 |
| À la clôture de la période | 12 068 | 15 735 |

11 Autres passifs

| | Au | |
|--|--------------|--------------|
| | 30 juin 2023 | 31 déc. 2022 |
| | M\$ | M\$ |
| Prêts hypothécaires vendus avec recours | 1 856 | 1 930 |
| Obligations locatives | 280 | 264 |
| Créditeurs | 704 | 792 |
| Comptes de règlement | 500 | 272 |
| Garantie en trésorerie | 266 | 280 |
| Passif au titre des paiements fondés sur des actions | 7 | 7 |
| Autres | 2 | 32 |
| À la clôture de la période | 3 615 | 3 577 |

12 Juste valeur des instruments financiers

Les méthodes comptables, le cadre de contrôle et la hiérarchie utilisés pour déterminer les justes valeurs au 30 juin 2023 sont les mêmes que ceux appliqués dans le *Rapport et états financiers annuels 2022*.

Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et selon diverses bases d'évaluation

| | Techniques d'évaluation | | | Total M\$ |
|---|---|---|--|--------------|
| | Niveau 1 : Cours du marché M\$ | Niveau 2 : Données observables M\$ | Niveau 3 : Données non observables importantes M\$ | |
| Évaluations récurrentes à la juste valeur | | | | |
| Au 30 juin 2023 | | | | |
| Actifs | | | | |
| Actifs détenus à des fins de transaction | 2 838 | 168 | — | 3 006 |
| Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net | — | 20 | — | 20 |
| Dérivés | — | 5 892 | — | 5 892 |
| Placements financiers | 14 152 | 66 | — | 14 218 |
| Passifs | | | | |
| Passifs détenus à des fins de transaction | 2 312 | 205 | — | 2 517 |
| Dérivés | — | 6 424 | — | 6 424 |
| Au 31 déc. 2022 | | | | |
| Actifs | | | | |
| Actifs détenus à des fins de transaction | 3 966 | 330 | — | 4 296 |
| Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net | — | 18 | — | 18 |
| Dérivés | — | 6 220 | — | 6 220 |
| Placements financiers | 15 024 | 15 | — | 15 039 |
| Passifs | | | | |
| Passifs détenus à des fins de transaction | 3 486 | 246 | — | 3 732 |
| Dérivés | — | 6 575 | — | 6 575 |

Transferts entre les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs

Des transferts d'un niveau à un autre de la hiérarchie de la juste valeur sont réputés se produire à chaque date de clôture. Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur résultent essentiellement de modifications à l'observabilité des données d'entrée et à la transparence des prix. Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

Les bases d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont décrites à la page 112 du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

| | Note | Au | | | |
|--|------|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|---------------------|
| | | 30 juin 2023 | | 31 déc. 2022 | |
| | | Valeur comptable ² M\$ | Juste valeur M\$ | Valeur comptable M\$ | Juste valeur M\$ |
| Actif | | | | | |
| Prêts et avances à des clients | 1 | 73 956 | 73 073 | 74 862 | 74 025 |
| Placements financiers – au coût amorti | | 8 832 | 8 612 | 8 361 | 8 194 |
| Passif | | | | | |
| Comptes des clients | | 79 141 | 79 699 | 82 253 | 82 430 |
| Titres de créances émis | | 12 068 | 11 628 | 15 735 | 15 258 |
| Créances subordonnées | | 1 011 | 1 101 | 1 011 | 1 110 |

1 Prêts et avances à des clients propres au Canada : valeur comptable de 69 484 M\$ et juste valeur de 68 847 M\$ (valeur comptable de 70 168 M\$ et juste valeur de 69 383 M\$ au 31 décembre 2022).

2 Les intérêts courus sont présentés séparément au bilan et, par conséquent, ne sont pas pris en compte dans la valeur comptable des instruments financier ci-dessus.

Les autres instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont, de par leur nature, à court terme et leur prix est souvent révisé pour correspondre aux taux courants du marché. Par conséquent, la valeur comptable de ces instruments constitue une estimation raisonnable de la juste valeur.

13 Actions en justice et litiges de nature réglementaire

Dans le cadre normal de ses activités, il est possible que la banque soit engagée dans un certain nombre d'actions en justice ou de litiges de nature réglementaire. De l'avis de la banque, les conséquences de telles procédures, dans l'ensemble, ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière consolidée de la banque ni sur son état consolidé du résultat net. Toutefois, il s'agit là d'un aspect faisant appel à un degré élevé de jugement et les obligations potentielles découlant de ces cas pourraient, au total, être significatives sur le bilan consolidé ou l'état consolidé du résultat net de la banque.

14 Événements postérieurs à la date de clôture

Dividendes

Le 27 juillet 2023, la banque a déclaré, pour le troisième trimestre de 2023, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation, dividendes qui seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 30 septembre 2023 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 septembre 2023.

Puisque les dividendes sur les actions privilégiées pour le troisième trimestre de 2023 ont été déclarés après le 30 juin 2023, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan de la banque. Pour le moment, aucun dividende n'a été déclaré sur les actions ordinaires de la Banque HSBC Canada au cours du troisième trimestre.

Il n'y a eu aucun autre événement important après la date de clôture qui devrait être présenté ou faire l'objet d'un ajustement dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires au 30 juin 2023.

Le 27 juillet 2023, le conseil d'administration a approuvé ces comptes et leur publication.

Renseignements à l'intention des investisseurs

ADRESSES DES BUREAUX PRINCIPAUX

Vancouver

Banque HSBC Canada
885, West Georgia Street, bureau 300
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Tél. : 604-685-1000

Toronto

Banque HSBC Canada
16, York Street, 6^e étage
Toronto (Ontario)
Canada M5J 0E6

Demandes des médias

Anglais :
647-388-1202
647-880-5406
416-673-6997
Français :
647-880-5406
416-673-6997

Site Web

www.hsbc.ca

Réseaux sociaux

Twitter : @HSBC_CA
Facebook : @HSBCCanada
YouTube : HSBC Canada
Instagram : @hsbc_ca

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour toute autre demande de renseignements, il y a lieu de s'adresser au service des relations avec les investisseurs, par écrit :

Banque HSBC Canada
Service des relations avec les investisseurs –
Service des finances
885, West Georgia Street, bureau 300
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Courriel : investor_relations@hsbc.ca

Autres ressources HSBC

Gestion globale d'actifs HSBC (Canada) Limitée

1 (888) 390-3333

Fonds d'investissement HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 830-8888
www.hsbc.ca/funds

Gestion privée de placement HSBC (Canada) Inc.

1 (844) 756-7783

Valeurs mobilières HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 760-1180

Pour de plus amples renseignements ou pour connaître l'emplacement de la succursale bancaire de la Banque HSBC Canada la plus près de chez vous, composez le numéro sans frais 1-888-310-4722 ou visitez notre site Internet à l'adresse www.hsbc.ca

Banque HSBC Canada

885 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Téléphone: 604-685-1000
www.hsbc.ca